

Alors que les réfugiés kurdes continuent d'affluer en Turquie et en Iran

Les Douze demandent aux Nations unies de créer des « zones de sécurité » en Irak

La morale contre l'étatisme

EXTRÊME urgence oblige, la communauté internationale fait preuve d'imagination en prenant quelques libertés avec ses dogmes les plus chers. Après avoir consacré la semaine dernière, dans la résolution 688 du Conseil de sécurité, le « devoir d'ingérence humanitaire », elle promeut une nouvelle idée : l'établissement, sous le contrôle des Nations unies, de « zones de protection » dans le nord de l'Irak. Ces deux innovations ont le même objectif : permettre aux millions de Kurdes lénés sur les routes de l'exode, d'échapper à une « répression », qui, selon M. Mitterrand, « confine au génocide ».

Ayant tardivement pris la mesure du drame qui se joue dans les montagnes du Kurdistan - et dont il est, en partie, responsable pour avoir laissé à M. Saddam Hussein les moyens militaires d'écraser l'éphémère rébellion des « peshmergas », l'Occident s'active pour éviter que l'armée irakienne ne se livre à un énième massacre. En algérianisant la solidarité internationale vers un peuple dans la détresse, alors que le temps presse, les Douze invitent le Conseil de sécurité à agir vite.

La création d'« enclaves » offrant un abri sûr aux Kurdes pourchassés marquerait une nouvelle étape dans l'élaboration d'un « droit humanitaire », dont deux résolutions votées en 1988 et en 1990 - la première sur le « libre accès aux victimes des situations d'urgence », la seconde sur les « couloirs d'urgence humanitaire » - posèrent les premiers jalons. Dans tous les cas, il s'agissait de faire prévaloir la morale sur la politique, au service de populations démunies, victimes de famines ou de guerres civiles.

Pareille ingérence suppose qu'on égratigne au passage la sacro-sainte indépendance étatique, loi d'airain de la vie internationale. Comme l'a souligné lundi M. Mitterrand en un subtil distinguo, le souveraineté de l'Irak n'est pas remise en question dans son principe, mais seulement dans son exercice. L'affaire est trop grave, le précédent trop périlleux, pour ne pas s'entourer d'un maximum de prudence. Ainsi chacun s'accorde à souligner le caractère exceptionnel et provisoire des mesures souhaitées par les Douze.

D'AUTANT que la mise en place de « sanctuaires » dans le nord de l'Irak porte en germe un autre danger : l'esquisse d'un « Kurdistan libéré », prélude au dépeçage du pays, que ni la communauté internationale, ni le monde arabe, ni aucun Etat voisin n'appelle de ses vœux.

Mais, pour le malheureux peuple kurde, une chose prime, ces jours-ci : ne pas être contraint de choisir entre la mort ou l'exil, entre le génocide et la dispersion. Peuple sans Etat, les Kurdes redoutent de devenir un peuple sans terre. Leur tragédie rappelle, par certains aspects, celle que vécurent les Arméniens après 1915 et il y a quarante ans les Palestiniens, incités à l'exode par la propagande et la peur. Pour ne pas devenir une nouvelle diaspora, il leur faut s'accrocher à leurs montagnes. La communauté internationale peut - et doit - les aider.

Réunis à Luxembourg, lundi 8 avril, en sommet extraordinaire, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne ont approuvé l'idée - soumise par le Royaume-Uni - de créer, sous l'égide de l'ONU, des zones de protection pour les Kurdes, en territoire irakien. A New-York, un tel projet a également été discuté, avec l'aval

des Etats-Unis, au Conseil de sécurité qui devait poursuivre, mardi, ses travaux à ce sujet. Dans le même souci, la majorité du Conseil envisage d'établir, toujours sous l'autorité des Nations unies, un secteur démilitarisé au sud de l'Irak pour mettre les populations chiites à l'abri de la répression menée par les troupes de Bagdad.

« Le monde nous oubliera toujours »

PIRANSHAHR (frontière iranienne)

de notre envoyé spécial
Le massif du Haj-Omran ne pouvait plus, lundi 8 avril, cacher ses zébrures. Depuis la vallée, il fallait désormais s'habituer à ses lignes sombres et continues, s'occultant dans la montagne comme autant d'artères de la honte. Vues de plus près, elles offraient les scènes d'un exode routier. Des fillettes de trois ans marchant pieds nus, trebuchant dans la boue, tirées par

l'épaule pour esquiver une flaque d'eau ; des enfants, cocoré, transis de froid, sur le dos de leurs parents, certains endormis, les bras pendants à l'extérieur d'une bâche de camion, d'autres ballottés à l'avant d'une poussette. Les femmes ont fait du thé en brûlant quelques brindilles ; elles ont lavé leurs bêtes dans des ruisselets d'eau boueuse et les assoiffés ont croqué la neige à pleines dents. Les enfants se sont bêtus à la distribution des pommes et les adultes à celle du pain. Marchant la nuit pour vain-

cre une température s'approchant de zéro degré, certains dormaient lundi matin, recroquevillés sous les premiers rayons de soleil. Un berger guidait un troupeau de quatre moutons. La cohorte grossissante s'avançait tant bien que mal, les sentelles collées à cette terre noire crevassée par les morsures de la fonte des neiges.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Lire la suite page 3
ainsi que les articles de PHILIPPE LEMAITRE, d'AFSANE BASSIR POUR et SERGE MARTI, pages 3 et 4

Lyon et Bordeaux villes en crise

Lyon et Bordeaux sont malades. La première commence à souffrir du ridicule dans lequel l'ont plongée les cambrilages rocambolesques d'une permanence électorale et les démêlés politico-familiaux du maire, M. Michel Noir, avec son gendre, M. Pierre Botton.

La seconde retient son souffle pour écouter craquer le système Chaban. Au pouvoir depuis 1947, le maire de Bordeaux, bâtisseur de ponts, de tours d'acier et de béton, risque de manquer sa sortie, empêtré dans l'affaire des girondins et dans celle du projet de métro.

Lire page 12 les articles de DANIEL CARTON et de GILLES PARIS

La transition polonaise engagée

Le passage à l'économie de marché de la Pologne est en bonne voie. La « thérapie de choc » a cependant un coût social très élevé

par Erik Izraelewicz

Les capitales et les capitaux. Trois mois après son élection à la présidence de la République, M. Lech Walesa fait la tournée des premières pour attirer en Pologne les investisseurs. A Washington, à Bologne, à Paris, à Tokyo, il tente de séduire les investisseurs occidentaux en mettant en avant la « thérapie de choc » appliquée dans son pays depuis le 1^{er} janvier 1990 et poursuivie par son gouvernement.

Stopper l'hyperinflation, rétablir les grands équilibres et amorcer la transition vers l'économie de marché : sur ces trois objectifs de la politique mise en œuvre depuis quinze mois par le jeune ministre libéral des finances, M. Leszek Bal-

cerowicz, Varsovie a obtenu des résultats tangibles. Le rétablissement d'une économie administrée n'est pas encore disparu.

Bien que de qualité incertaine en période de transformation socio-économique, les statistiques pour 1990 confirment le succès de la politique de stabilisation. L'hyperinflation a été, sinon stoppée, en tout cas nettement freinée. D'un rythme annuel de hausse de 740 % en début d'année, les prix ne progressaient plus à la fin de 1990 qu'à une vitesse de 350 %. La performance est d'autant plus remarquable qu'elle a été obtenue sans amorcer une véritable réforme des prix, ceux-ci ayant presque totalement retrouvé la liberté et une structure plus proche de celle des pays occidentaux.

Lire la suite page 21

Ouverture au Sénégal

Le président Diouf fait entrer cinq responsables de l'opposition - dont M. Wade - dans le gouvernement

page 7

La Grèce désenchantée

En un an d'exercice du pouvoir, le gouvernement conservateur de M. Mitsotakis n'a pas su s'imposer

page 10

Le juge Jean-Pierre en accusation

Le ministère de la justice dénonce des « irrégularités » dans la perquisition au siège d'Urbatech

page 13

La réforme de l'administration territoriale

L'Assemblée adopte le projet de loi à une voix de majorité

page 11

Un entretien avec Pierre-André Taguieff

Le sociologue analyse le « néo-racisme » et les moyens de le combattre

page 2

SCIENCES & MÉTÉO

■ Les caries des Français. ■ Etats-Unis-URSS : retrouvailles dans l'espace ? ■ Tautavel ou l'art de doubler. ■ Petits soins français pour Anglais.

pages 15 à 17

■ Sur le rif ■ et le sommaire complet se trouvent page 30



La galaxie Hersant

Spéculations sur la succession du « papirore »

par Michel Colonna d'Istria et Yves-Marie Labé

Insaisissable Robert Hersant ! Le plus connu des patrons de presse français est aussi le plus discret tant il est économe, voire avare, de ses interventions publiques. Mais il n'en continue pas moins d'étendre son empire de papier. Le pense-t-on préoccupé d'audiovisuel au point d'y perdre ses fonds - ou ceux de ses banquiers ? Voilà ce passionné de télévision qui abandonne la direction de la Cinq, mais à ses conditions, après avoir fait une nouvelle fois la preuve de son habileté tactique en écopant l'assaut de M. Jérôme Seydoux.

Le dit-on fatigué, surveillant de loin le travail de ses troupes ? Ses collaborateurs s'en amusent, ils témoignent de sa vigilance sur tous les dossiers importants. Spé-

cule-t-on sur sa prochaine retraite, y compris dans son groupe de presse ? Le voilà parti à l'assaut de l'Est, d'abord dans la presse quotidienne régionale française, puis au-delà, en Europe centrale.

L'aventure audiovisuelle, gouffre d'argent frais, mettait en péril la maison Hersant ; le rachat de la Cinq par Hachette a remboursé toutes les sommes investies dans la chaîne. La vente de l'ancien immeuble de France-Soir, rue Réaumur, a fourni un second ballon d'oxygène. Bienvenues, ces rentrées exceptionnelles ne suffiront pas longtemps à financer la nouvelle frégate d'achat qui saisit Robert Hersant. Répugnant à vendre l'un de ses titres, il a accumulé des actifs évalués à 5 ou 6 milliards de francs, qui peuvent gager de nouveaux emprunts, dont les banquiers n'ont jamais été avares, même au temps de la nationalisation du crédit. Mais la

rentabilité doit être au rendez-vous, pour en payer les intérêts. Les maigres bénéfices officiels de la maison-mère, la Socpresse (211 000 francs déclarés pour 3,5 milliards de chiffres de chiffre d'affaires en 1989, dernière année disponible) ne peuvent y suffire. Certes, en l'absence de toute consolidation, ces chiffres sont loin de refléter la vraie santé financière d'un groupe dont le chiffre d'affaires est sans doute proche des 8 milliards de francs.

Mais la presse Hersant n'échappe pas à la morosité publicitaire ambiante : les traditionnelles « vaches à lait » que constituent le Figaro (pour les petites annonces) et le Figaro-Magazine (pour la publicité commerciale) n'ont pas été épargnées. Le recentrage du groupe sur son activité d'origine, la presse écrite, devrait donc s'accompagner d'une reorganisation.

Lire la suite page 25

Cartier LA BOUTIQUE.

Cartier L'ART D'ÊTRE UNIQUE

7, PLACE VENDÔME, PARIS. 42.61.55.55
23, PLACE VENDÔME, PARIS. 40.15.03.51

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie Saoudite, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 150 PTA ; États-Unis, 95 p.; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (hors), 2,50 \$.

سكنا الان

Antiracisme

*« A la stratégie du cordon sanitaire, visant à isoler le mouvement lepéniste
il faut substituer une politique offensive, fondée sur la prévention »*

- La dernière motivation des stratèges du Froot national a été de se démarquer des autres forces politiques. D'autre part, le tournant anti-Israélien (ou «antisioniste») et anti-occidental a permis au Froot national de gagner des électeurs. L'épénelle (proposition) a été votée par la majorité, autour de 60 %. L'intervention militaire allée, a permis au Froot national de rassembler autour de lui les multiples groupes extrémistes qui, jusque-là, étaient restés séparés. Le Froot national est d'être un pro-américain et un pro-Israélien conditionnel, voire un «sioniste». C'est ainsi que Mark Fredrikze, son leader d'une formation neo-nazie («Faisceaux nationaux européens») a déclaré : «Le Froot national est le premier et le plus en plus ouvert aux réalités», au terme d'un circuit centré sur

- L'objectif frontiste est d'instaurer un nouveau bipolarisme, fondé sur l'antagonisme entre un pôle social-démocrate (bloc centré sur le PS) et un pôle « national » dominé par le FN, de telle sorte que les partis de la droite modérée RPR-UDF soient contraints de choisir l'un des deux camps, et partant de se décomposer pour finalement disparaître. Suivent l'espace politique à occuper, c'est-à-dire dans quel cadre idéologique se situe la droite traditionnelle bœuvée de l'unique dirigeante du FN. Car l'objectif visé était, après l'« effet Carpentras », de reconstruire une image positive de Le Pen : un homme politique responsable, soucieux de défendre les intérêts réels de la seule (et vraie) France, en évitant à

politique français. La méthode répressive est inadéquate à la lutte contre un mouvement de masse. Tel est le fait que l'analyse idéologique ne peut prévoir les yeux ouverts : scientifique ment refusé et judiciairement réprimé, consensuellement tenu pour « le Mal absolu », ce qu'il est convenu d'appeler le nazisme, nous laisse son cours, se développer, se transformer, surgir là où on ne l'attendait pas. C'est aussi que l'outil mental des antiracistes n'a pas permis de saisir la dimension idéologique du racisme, est inadéquat pour analyser les formes récentes du neo-racisme, et en particulier sa dimension symbolique.

L'antiracisme a permis à certains courants et à certaines formations, et pas seulement à gauche, de se donner une identité idéologique de substitution. Il leur a permis de dire, sans trop risquer, dit-on, le tiers-mondisme ou l'antisionisme démocratique.

racisme infantile de la lutte contre le racisme et une crise de croissance. Le malaise dans l'antiracisme vient de ce que nous vivons une période de transition. On ne peut pas continuer à dire qu'il faut partir du fait que la mobilisation antiraciste des années 80 a été pour l'essentiel une mobilisation par le haut, à la fois politique et fondamentalement médiatique (fêtes et spectacles). Les grands rassemblements et les coups médiatiques sans lendemain ont permis de sensibiliser le grand public à l'existence au quotidien. La «juvénilité» du mouvement antiraciste, qui symbolise par SOS Racisme, a vite trouvé ses limites, non seulement en raison de sa stratégie de parrainage par des stars médiatiques lui confinant un parfum à la fois élitiste et spoliatif (au fait, quel antiracisme est-ce que ça fait, quand on a des stars ?), mais encore, l'antiracisme ne pouvait être ce que se démoda (à partir de 1989) mais il faut lui reconnaître un mérite essentiel: celui d'avoir rendu possible la prise de conscience, à droite comme à gauche, que la progression du Front national n'est pas seulement une atteinte aux libertés d'une démocratie pluraliste, de telle sorte qu'il faut dès maintenant être exclu de jouer avec Le Pen dans une perspective électorale. Est-il besoin de préciser encore qu'il faut distinguer deux critiques possibles de l'antiracisme? Celle formulée par des intellectuels de gauche qui le détruit, méthode d'extermination idéologique fondée sur le message plutôt sommaire que le racismisme ne saurait qu'être une invention des antiracistes, ou une création continuée depuis la création des ados; et celle formulée par des intellectuels de droite, qui depuis des années, avec d'autres, qu'il y a à réaliser une réforme intellectuelle et morale, voire juridique, de la lutte contre les diverses formes de

« Mais pourquoi aussi l'accent doit-il être mis sur la *prévention*, plutôt que sur la répression judiciaire toujours plus sévère: l'antiracisme devrait diriger vers l'école plutôt que vers le tribunal, et s'insérer des recherches en sciences sociales au lieu d'ignorer purement la bonne parole scientifique, si constante, des biologistes? Ce sera, en fait, ce qui nous permettra d'avoir une éthique de la conviction plus ou moins dévouée à une *éthique de la responsabilité*, ou convaincre les antiracistes d'échanger leur réconfortant rhétorique de l'indignation contre la ferme volonté de trouver des solutions à des problèmes sociaux remplissant la marmite des facteurs dont la combinaison engendre ce qu'on

Propos recueillis par
JEAN-MARIE COLOMBANI
et **ROBERT SOLÉ**

par Edgard Pisani

Ce beau document contient beaucoup plus de pistes, de vœux pacifistes et de cheminement vers la paix que ne laisserait entendre un intitulé aggraveant pessimisme, décrivant un monde issu de et condamné à une guerre de cent ans. Il donne les éléments d'une nécessaire réflexion pour l'avenir.

(1) *Le Monde diplomatique*,
Manière de voir, n° 11, Proche-
Orient, une guerre de cent ans, mars
1991, 106 pages, 42 F.

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
 15, RUE FALGUIÈRE
 75501 PARIS CEDEX 15
 Tél. : (1) 40-65-25-25
 Télécopieur : (1) 40-65-25-99
 Télfax : 205.905 F

ADMINISTRATION :
 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
 Tél. : (1) 40-65-25-25
 Télécopieur : (1) 40-60-30-10
 Télfax : 251.311 F

**BULLETIN
 D'ABONNEMENT**

Édité par la SARL Le Monde
 Durée de la société :
 cent ans à compter du
 10 décembre 1944
 Capital social :
 620 000 F
 Principaux associés de la société :
 Société civile
 « Les Rédacteurs du Monde »,
 « Association Hubert-Beuve-Méry »
 Société anonyme
 des lecteurs du Monde
 Le Monde-Entreprises,
 M. Jacques Lesourne, gérant.

**Le Monde
 PUBLICITE**

Jacques Lesourne, président
 Françoise Huguen, directeur général
 Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Mantennes, 75007 PARIS
 Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
 Tél. : MONDIPUB 206 136 F
 Télfax : 15.25.04.30 - Société fiduciaire
 du journal Le Monde et Régie Presse SA

ABONNEMENTS
 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
 Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUIS.-BELG. LUXEMB.	AUTRES PAYS non membres CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	760 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 036 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie
 aérienne tarif sur demande.
 Pour vous abonner,
 renvoyer ce bulletin
 accompagné de votre règlement
 à l'adresse ci-dessus

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

*Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les
 noms propres en capitales d'imprimerie.*

Reproduction interdite de tout article
 sauf accord avec l'Administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 57 437
 ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
 et index du Monde au (1) 60-65-20-33

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 38-15 - Tapez LEMONDE
 ou 38-15 - Tapez LM

Changements d'adresse définitifs ou
 provisoires : nos abonnés sont invités
 à formuler leur demande deux
 semaines avant leur départ, en
 indiquant leur numéro d'abonné.

**ABONNEMENTS
 PAR MINITEL**
 36-15 - Tapez LEMONDE
 code d'accès ABO

Imprimerie
 du Monde -
 12, V. Giennois
 94852 IVRY Cédex

1111 MON 02

ÉTRANGER

Avant de se prononcer sur la création d'« enclaves humanitaires » pour les réfugiés Le Conseil de sécurité met la dernière main à la création d'une zone démilitarisée entre l'Irak et le Koweït

Le Conseil de sécurité devait poursuivre mardi 9 avril ses discussions sur la création éventuelle, dans le Kurdistan irakien, d'enclaves-refuges protégées par l'ONU. Il doit également décider des derniers détails d'organisation de la force de paix de l'ONU qui sera déployée à la frontière irako-koweïtienne.

NEW-YORK (Nations unies)
de nos correspondants

« Dans le passé, nous avons soutenu des concepts de cette nature », sans engager plus avant son gouvernement, l'ambassadeur américain aux Nations unies, M. Thomas Pickering, qui faisait allusion aux « couloirs » créés précédemment sous l'égide de l'ONU au Soudan et au Salvador pour assurer la protection des populations civiles menacées, a laissé entendre, lundi, que Washington n'était pas hostile à la création, dans le nord de l'Irak, de « zones de sécurité » ou d'« enclaves humanitaires ».

«Souveraineté territoriale»

Cette idée, avancée par la Grande-Bretagne et inspirée par le président turc, M. Turgut Ozal, vise à mettre à l'abri des attaques de la garde républicaine irakienne des centaines de milliers de Kurdes, est défendue par de nombreux pays, dont la France. Elle a reçu non seulement le soutien de

l'Europe des Douze mais encore l'appui enthousiaste de M. Thatcher, venue rendre visite au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar.

Ce dernier a toutefois tenu des propos très prudents sur ces « enclaves ». Sans rallier le camp de certains pays hostiles à ce projet et qui ironisaient, en privé, sur la création d'« enclaves aux États-Unis pour les Noirs américains », M. Pérez de Cuellar a fait remarquer qu'une décision de cette nature posait le problème « de la souveraineté territoriale de l'Irak ». « Je ne sais pas si nous pouvons imposer à l'Irak une zone spéciale dans son pays. Cela devrait être compliqué », a-t-il souligné. Les représentants chinois et soviétiques ont aussi émis des réserves.

L'ambassadeur britannique, Sir David Hannay, en présentant cette proposition, a insisté sur son caractère « temporaire et humanitaire », sans donner de précisions sur ce qu'une « zone de sécurité » pouvait impliquer. Selon Sir David, « l'idée d'un refuge » pourrait « à court terme calmer la panique et permettre à l'aide humanitaire d'être acheminée, et à long terme permettre aux Kurdes de rentrer chez eux ».

L'initiative du président Ozal inquiète même certains de ses diplomates ainsi que les Iraniens. Une personnalité proche de la mission turque remarquait : « C'est un cercle vicieux, la création d'une telle zone de sécurité pourrait avoir des conséquences impliquant la création d'un Kurdistan libre en



Irak, ce qui serait catastrophique pour Téhéran et Ankara ». Ce diplomate ajoutait cependant : « D'un autre côté l'absence d'une zone sûre pour les Kurdes dans leur pays pourrait les inciter à rester en Turquie ou en Iran et nous aurions un problème du genre de celui des Palestiniens sur les bras ». L'ambassadeur irakien M. Al Anbari, quant à lui, a déclaré : « Tout l'Irak est une zone de sécurité pour les Irakiens (...) Franchement, vous voyez les membres du Conseil

votant pour le démembrement de l'Irak ? Car l'idée de cette zone revient à cela ».

Le Conseil de sécurité devait se réunir à nouveau mardi pour décider de la forme que pourrait prendre une « enclave de sécurité », à la suite de l'envoi d'une mission dans le nord de l'Irak, conformément à la résolution 688. Selon des diplomates, le secrétaire général qui est à la recherche d'un représentant spécial pour entreprendre cette mission au Kurdistan d'Irak a déjà

essuyé deux refus. « Une fois qu'on est nommé représentant de l'ONU pour les affaires kurdes, c'est une mission à vie... », observe l'un d'entre eux.

La force de maintien de la paix

Le Conseil de sécurité devait aussi débattre mardi de deux autres points : la réponse de l'Irak aux conditions formelles d'une cessation des hostilités et, surtout, le déploiement à la frontière irako-koweïtienne d'une force de maintien de la paix des Nations unies. Dans la lettre adressée au secrétaire général et qui accompagne son acceptation des conditions de la résolution 687, Bagdad s'indigne de « bon nombre de ses dispositions iniques qui portent atteinte à la souveraineté de l'Irak » (le Monde du 9 avril).

Le Conseil doit, d'autre part, approuver par vote les détails d'organisation de la « Mission d'observation des Nations unies pour l'Irak et le Koweït » (MONUIK ou UNIKOM, selon le sigle anglais) qui consiste à créer une zone démilitarisée à la frontière et à y déployer immédiatement un groupe d'observateurs des Nations unies. Cette force de maintien de la paix sera chargée de surveiller le Khor-Abdullah et une zone démilitarisée courant sur 200 km de frontière et s'étendant sur 10 km à l'intérieur du territoire irakien et 5 kilomètres à l'intérieur du Koweït.

Placé sous le commandement de l'ONU, vraisemblablement du

général autrichien Gunther Greindl qui a exercé des fonctions identiques à Chypre puis sur le plateau du Golan, la MONUIK aura pour mission « de contrôler et d'observer » la région concernée, « sans intervenir physiquement », pour empêcher l'introduction de personnel ou de matériel militaire. Ses contingents « seront composés, dans un premier temps, de 300 observateurs militaires et d'un millier de soldats d'infanterie et du génie, des « casques bleus » prélevés sur les contingents actuellement stationnés à Chypre, au Liban et sur le Golan. A l'heure actuelle, l'ONU dispose d'un contingent de 10013 casques bleus déployés dans huit opérations de maintien de la paix (y compris dans la zone Inde-Pakistan, depuis 1947) dont 5850 soldats au seul Liban.

Pour les six premiers mois, le coût de cette mission a été évalué à 83 millions de dollars, puis à 40 millions de dollars pour le semestre suivant, son financement devant être assuré sur les dépenses de l'ONU, et non pas au titre d'opérations spécifiques qui obligent certains pays à verser davantage que leur quote-part habituelle. Un moyen de sensibiliser financièrement l'ensemble de la communauté internationale à cette force de paix dont le quartier général sera établi dans la ville de Umm-Qasr, au cœur de la zone démilitarisée.

AFSANE BASSIR POUR
et SERGE MARTI

Le gouvernement de Bagdad continue à envoyer des renforts au nord du Kurdistan

Tandis que les secours internationaux se développent en faveur des Kurdes, le gouvernement irakien continue à envoyer des renforts dans le nord du pays où, selon le département d'Etat, de violents combats ont eu lieu pendant le week-end à l'est de la ville de Souleymanieh, qui reste cependant aux mains de l'armée.

M. Massoud Barzani, dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan, a accusé, lundi 8 avril, l'armée irakienne d'avoir massacré la totalité des habitants du village de Kara Henjir, près de Kirkouk. De 2 000 à 3 000 personnes auraient été tuées au cours de ce massacre qui, selon M. Barzani, constitue « une mesure

délibérée destinée à terroriser la population kurde et à l'inciter à quitter le pays ». Reconnaissant implicitement l'échec de la révolte contre Bagdad, la principale radio de l'opposition irakienne, la Voix de l'Irak Libre, place désormais ses ultimes espoirs dans un coup d'Etat qui renverserait Saddam Hussein.

Distinction entre l'Irak et la Turquie

Des appels à l'assassinat du président irakien se multiplient sur les ondes de cette radio qui, selon certaines informations, émet de Jeddah et diffuse des programmes inspirés en partie par la CIA, qui n'a ni démenti ni confirmé avoir un lien avec cette station. « N'y a-t-il pas parmi les chefs de l'armée un

homme digne de ce nom et ayant le sens de l'honneur pour venger le peuple de ce tyrant », demande la radio.

L'Irak, qui n'a jusqu'ici reçu aucune assistance étrangère importante, a rouvert lundi sa frontière au flot des réfugiés irakiens et lancé un pressant appel à l'aide internationale pour les nourrir, les vêtir, les loger et les soigner.

Lundi matin, 771 850 Irakiens se trouvaient déjà en Iran, selon la cellule de crise du ministère de l'Intérieur.

Etablissant une distinction entre son allié turc et l'Irak, avec lequel il n'entretient pas de relations, Washington a cependant fait savoir qu'il n'envisageait pas de pont aérien pour acheminer une aide d'urgence aux Irakiens réfugiés en Iran.

« Dans le cas de la Turquie, avec laquelle les États-Unis entretiennent des liens étroits, Washington répondrait directement aux besoins des réfugiés. Mais dans les autres cas, les organisations internationales répondront mieux aux besoins », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher.

M. Kouchner : « Arrêter le bourreau »

Selon le général turc qui a la responsabilité de la surveillance de la région de Cukures, une région de haute montagne sur la frontière avec l'Irak - visitée lundi par le secrétaire d'Etat américain James Baker, - la Turquie attend 200 000 réfugiés supplémentaires d'ici quelques jours dans ce secteur qui en compte déjà 200 000.

ter des dizaines de maisons dans la ville ».

Hormis quelques camions de la Croix-Rouge internationale et le premier convoi de médicaments français arrivés dimanche 7 avril (le Monde du 9 avril), les Irakiens semblaient bien seuls face à cette marée humaine qui s'est déversée de leurs montagnes. « Les médicaments français, les antibiotiques en particulier, nous sont utiles, mais cela représente bien peu par rapport aux besoins », dit-on au dispensaire. Aucune équipe de médecins occidentaux n'était encore arrivée lundi. Les tentes de la Croix-Rouge tardaient à être installées, et la population exilée s'était résignée à bivouaquer désormais sur les pentes dénudées, sous les pluies diluviennes qui se sont abattues mardi à l'aube.

« Nous n'aurons jamais de chance, conclut un étudiant kurde. Le monde nous oubliera toujours. Quand les Palestiniens sont dans des camps, l'opinion internationale est mobilisée, on crée au scandale, les médecins sont là, les aides arrivent. Nous, nous pouvons nous faire bombarder, mourir dans les montagnes, vous voyez le résultat ? Un instituteur remâchait sa colère : « Les Occidentaux ont préféré se coaliser pour défendre le Koweït, ce bon de terre de 500 000 habitants, et nous laisser nous, 5 millions de Kurdes, nous faire bombarder et mourir sous les bombes ». Comme de nombreux Kurdes, l'instituteur avait pris l'habitude d'agrafer un badge de George Bush sur la doublure de sa veste, il l'a jeté dans les montagnes du Haj-Oman.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, devrait visiter dans l'après-midi le camp de réfugiés de Khoy, dans l'Azerbaïdjan occidental. Il devrait rester en Iran jusqu'à jeudi.

M. Kouchner a dénoncé « la poursuite du massacre des Irakiens par Saddam Hussein », faisant allusion aux informations selon lesquelles quatre mille opposants ont été tués à Najaf. « Malgré les avancées du droit, on ne peut encore empêcher les exactions. Il faut un moment donné arrêter le bras du bourreau, arrêter le bourreau, et ne pas seulement arrêter ses victimes », a-t-il ajouté.

L'Espagne a envoyé deux avions de transport en Turquie : les Pays-Bas ont promis 2 millions de dollars ; l'Allemagne a porté son aide d'urgence de 16,5 millions à 25 millions de marks (15 millions de dollars), tout en poursuivant ses envois de secours en Turquie. (AFP, Reuters, AP.)

« Le monde nous oubliera toujours »

Suite de la première page

Les réfugiés confirmaient que, derrière eux, d'autres étaient très nombreux à errer dans les montagnes. Tous s'annonçaient comme les éleveurs d'un vaste mouvement de populations qui, à les entendre, avaient totalement déserté les principales villes du Kurdistan irakien. Seul Fyria, un chirurgien de vingt-neuf ans, a décidé de retourner dans son pays. Il était là, lundi, au volant de sa voiture : « J'accompagne ma famille en Iran et je retourne à Diana, la ville où j'exerce. Il y a beaucoup de travail là-bas. Les peshmergas poursuivent les combats, ils projettent une attaque à Irbil, qu'ils encerclent. A Kirkouk, les Irakiens contrôlent 60 % de la ville. Les peshmergas se limitent à des actions de commandos, la nuit, dans le centre-ville. Nos combattants sont encore nombreux, mais il leur manque des vivres, des soins, des médicaments, des armes ».

Les témoignages affluaient pour confirmer que les troupes irakiennes avaient employé les moyens lourds pour reprendre le contrôle du territoire kurde : « Kirkouk a été détruite à 80 %, il ne reste plus rien des maisons, des mosquées, des églises. Le 28 mars, nous marchions entre des cadavres », raconte Fyria. Les réfugiés étaient unanimes pour décrire les attaques aériennes massives menées par les hélicoptères. « Ils

lâchaient toutes sortes de bombes au napalm, au phosphore, dont les éclats rongeaient la peau ». Plusieurs habitants de Kirkouk ont aussi fait état de six Scud explosant sur la ville. L'ampleur des bombardements sur les populations civiles expliquerait cet exode massif, totalement improvisé. « Ils étaient hystériques, ils ont tué comme des sauvages », expliquait un étudiant.

Les récits les plus terrifiants ont été portés tout au long de la journée de lundi par les réfugiés. Ils évoquaient des exécutions sommaires, entre autres la pendaison de huit enfants aux rebords d'une place publique à Irbil, des mitraillages dans les rues, des rapt d'adolescents. Certains assuraient avoir vu des corps d'enfants accrochés aux roues d'un blindé irakien.

Bombes chimiques ?

D'autres exilés voulaient convaincre que plusieurs vieillards se seraient laissés berner par les Irakiens à la sortie d'Irbil : « Ils leur avaient dit que tout était fini, qu'ils pouvaient rentrer chez eux s'ils le voulaient, sans crainte de représailles. Ils se sont fait massacrer sur le chemin du retour ». A défaut d'être vérifiés, ces récits en disaient long sur la frayeur de ces réfugiés qui parlaient de leur marche comme d'une deuxième

guerre, celle de va-nu-pieds affrontant la montagne à peine sortie de l'hiver.

Le nombre des victimes serait impressionnant, selon les médecins irakiens. « Les témoignages recueillis font état d'un grand nombre de morts dans les montagnes. Nous ne pouvons pas en faire un bilan exact, mais nous savons qu'à certains endroits l'eau a été contaminée par les cadavres que les réfugiés n'ont pas pu enterrer », assure le docteur Mohammad Shahnewaz.

Le centre médical de Piranshahr déclarait avoir renvoyé plus de sept cents personnes gravement blessées lors de bombardements sur des hôpitaux de la région. « Ce sont des mutilés ayant perdu des doigts, un œil, un pied. Ils ont réussi à franchir la frontière dans des voitures, certains à dos d'homme », dit le docteur Shahnewaz.

Lundi un enfant est arrivé, le visage brûlé et boursoufflé, dans un état de semi-inconscience. Selon les médecins irakiens, il s'agirait du premier cas dû à l'action d'une bombe chimique diagnostiquée depuis le début de l'exode kurde.

Avec ses cinquante lits, le centre médical de Piranshahr est largement dépassé par les événements : « Nous travaillons nuit et jour, mais c'est une goutte d'eau. Nous sommes douze médecins et il y a plus de deux mille demandes de soins par jour. Nos stocks de médicaments contre les diarrhées sont déjà épuisés ; nous donnons du lait à une centaine de bébés par jour, alors qu'il y a plus de cent mille réfugiés. A Piranshahr, il meurt cinq adultes et sept bébés par jour. Dimanche, nous avons dû désinfecter

LA DÉMOCRATIE AMÉRICAINE

ANATOMIE D'UN MARCHÉ POLITIQUE
par Jean-Pierre Lassale



Plus qu'un manuel sur les institutions politiques des États-Unis, cet ouvrage propose une approche neuve de la démocratie et de la société américaine.

374 pages,
165 F



ARMAND COLIN

سكنا من الامم

هكذا نال الاحمال

PROCHE-ORIENT

Au conseil européen de Luxembourg

Les Douze se mobilisent en faveur des Kurdes irakiens

Pour Médecins sans frontières

Les secouristes devraient être autorisés à aller au devant des réfugiés

Revenu du Kurdistan irakien, dimanche 7 avril, le docteur Marcel Roux, représentant de Médecins sans frontières, a déclaré, lundi, au cours d'une conférence de presse, que les Kurdes, effrayés par les bombardements au phosphore, vivent dans des conditions dramatiques, par un froid glacial. « Ils manquent de tout, et chaque minute qui passe voit la mort de plusieurs d'entre eux », a-t-il ajouté. Il est indispensable d'aller à leur rencontre pour les soigner et les aider.

Pour le président de MSF, M. Romy Braunman, « le langage des vivres ne peut être une fin en soi. Il comporte trop d'inconvénients : il ne peut être fait avec précision en montagne et il entraîne trop de pertes ». Lundi 8 avril, MSF a adressé une lettre au premier ministre français et aux représentants de la Communauté européenne réunis au Luxembourg pour leur demander de « créer dans les régions frontalières de Turquie et d'Irak des zones de sécurité qui permettraient aux civils de trouver un asile provisoire, à l'abri de la répression ». L'association demande également d'acheminer d'urgence des tentes, des couvertures, des médicaments, de fournir les moyens de transport (hélicoptères, motos, etc.) pour l'approvisionnement en Irak, et de permettre la présence sur le terrain d'équipes internationales de secouristes.

Les Douze ont approuvé lundi 8 avril à Luxembourg la proposition britannique de créer en Irak une « zone de protection » des populations kurdes sous l'égide de l'ONU. Ils ont décidé de consacrer 150 millions d'euros, soit 1 milliard de francs, à l'aide aux réfugiés irakiens, ce qui permettra d'alléger la charge qui pèse sur la Turquie et sur l'Iran. Tels sont les principaux résultats de la session extraordinaire que les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE ont tenue à l'initiative de la France. Les ministres des affaires étrangères des neuf pays de l'Union de l'Europe occidentale (1) se sont réunis en marge du conseil européen, également à l'initiative de Paris, afin de coordonner les moyens logistiques d'assistance aux réfugiés kurdes.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

La proposition de zones de sécurité pour les Kurdes, a été présentée à Luxembourg par M. John Major, le premier ministre britannique. Il s'agit d'inviter l'ONU à intervenir sur le terrain pour faire cesser le massacre, de créer sous

son contrôle, une zone de sécurité, dans le nord de l'Irak où les Kurdes pourraient être installés et protégés en attendant des jours meilleurs. L'idée a été approuvée par les Douze, mais, comme l'a fait observer M. Jacques Poos, premier ministre luxembourgeois, qui présidait les travaux, ce n'est pas au conseil européen mais aux Nations unies de la formaliser.

« Notre politique est d'empêcher un exode de 2 millions de personnes, qui serait irréversible. Nous ne voulons pas laisser se répéter le précédent palestinien. Quel que soit le résultat de la tentative de Saddam Hussein de chasser les Kurdes de leur pays ? Nous voulons leur apporter une aide en attendant un changement de régime à Bagdad », a expliqué M. Jacques Poos, le ministre luxembourgeois des affaires étrangères. M. François Mitterrand a estimé que la souveraineté de l'Irak ne serait pas mise en cause par cette initiative isolée, mais il a admis que l'exercice de cette souveraineté serait effectivement affecté pendant le temps où la zone de protection serait maintenue.

Que se passera-t-il si Bagdad refuse cette nouvelle ingérence sur son territoire ? Personne, pas même M. Major, n'a répondu clairement à la question. « Il n'a pas été question d'une nouvelle intervention militaire », a déclaré notamment M. Mitterrand au cours de la conférence de presse qui a suivi la réunion. Selon

M. Poos, le souci de l'Irak de voir rapidement levées les sanctions économiques pourrait l'inciter à se résigner à cette nouvelle exigence, mais, a-t-il ajouté, dans le cas contraire « il faudrait franchir un pas et envoyer les casques bleus ».

Certains chefs de gouvernement, tel M. Giulio Andreotti, le premier ministre italien, sans s'opposer à la proposition de M. Major, ont préféré n'évoquer dans leur intervention que l'envoi sur le terrain d'observateurs de l'ONU, afin d'empêcher la répression.

Secourir 1 500 000 réfugiés

C'est M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, qui a proposé d'affecter 150 millions d'euros (1 milliard de francs) à l'aide aux réfugiés, dont 100 millions d'euros (700 millions de francs) prélevés sur le budget communautaire et 50 millions d'euros (350 millions de francs) versés de façon bilatérale par les Etats membres. Cet argent viendrait s'ajouter aux sommes déjà mobilisées par la CEE, soit environ 40 millions d'euros (5 millions sur le budget européen, 35 millions de façon bilatérale).

Un haut fonctionnaire de la commission expliquait qu'il s'agissait dans un premier temps de permettre aux gens de survivre là où ils se trouvaient, sur les routes, dans la montagne, ce leur fournissant aliments, couvertures, pro-

duits pharmaceutiques et aide médicale. Puis, dans un second temps, d'installer des camps en Irak, en Turquie, en Iran, sous le contrôle du HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU) et du CICR (Comité international de la Croix-Rouge). Selon M. Delors, ces secours pourraient concerner environ 1 500 000 réfugiés.

Compte tenu du relief dans le nord de l'Irak et du climat très rude, c'est une opération d'assistance complexe, qui nécessite l'usage de moyens logistiques militaires. L'objet de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'UEO était d'avoir un premier échange de vues sur les instructions à donner dans ce sens à leurs autorités militaires respectives. Les ministres grec et danois se sont joints à la réunion, à laquelle avait été également convié l'ambassadeur de la Turquie à Luxembourg.

Le souci de la France, qui préside actuellement l'UEO, était de démontrer de façon concrète que, pour certaines opérations relevant du domaine militaire, celle-ci pouvait efficacement compléter l'action de la Communauté. La France et la RFA, appuyées par une majorité d'Etats membres, souhaitent en effet que l'UEO devienne la structure d'accueil d'une politique européenne de défense, et qu'un lien plus ou moins organique soit établi entre elle et la Communauté, le conseil européen fixant les principales orientations de son action.

Maintenir les sanctions contre Bagdad

Combien de temps l'embargo sur l'Irak sera-t-il maintenu ? Dépassant, apparemment, selon les sentiments de la majorité du conseil européen, au moins les propositions en séance, M. Santer a répondu que l'Irak ne pourrait rejoindre le rang des nations civilisées tant que Saddam Hussein resterait au pouvoir. M. Mitterrand a estimé que « tant qu'il y aura une répression qui confine au génocide,

il ne sera pas possible de lever les sanctions ».

Au cours de sa conférence de presse, le président de la République, constatant sans doute qu'au cours de ce conseil européen les propositions les plus spectaculaires avaient été présentées par M. Major, a discrètement rappelé que la France — par son initiative sur l'assistance humanitaire au Conseil de sécurité et en ayant demandé la convocation du conseil européen — se trouvait à l'origine des efforts ainsi entrepris par la Communauté européenne pour secourir les Kurdes.

Toujours à l'initiative du premier ministre britannique, les Douze ont retenu l'idée de voir ouvrir par les Nations unies un registre où les pays membres de l'Organisation internationale devraient rendre publics leurs ventes d'armes.

L'actualité tragique des massacres au Kurdistan a laissé moins de temps que prévu aux chefs d'Etat et de gouvernement pour débattre du conflit israélo-palestinien. Cependant, à propos du processus de paix au Proche-Orient, le conseil européen a adopté un texte sans surprise où, après avoir réaffirmé la position traditionnelle de la Communauté (le droit d'Israël à des frontières sûres et reconnues, le droit des Palestiniens à l'autodétermination), il appuie les efforts déployés par les Etats-Unis. « Chaque partie doit pouvoir déterminer sa propre représentation ; aucune solution ne doit être écartée, y compris la création d'un Etat palestinien », lit-on dans ce document. M. Mitterrand a estimé pour sa part que le droit doit être « préservé, respecté ou imposé dans cette région riche en conflits de toutes natures ». Apparemment les Douze n'ont pas débatté de l'opportunité pour la Communauté de rétablir des contacts avec l'OLP.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) L'UEO regroupe les Douze, moins la Grèce, le Danemark et l'Irlande.

KGB
CIA
SJT

PARMI CES 3 SPÉCIALISTES
DE L'INFORMATION, UN SEUL SE CONSACRE
EXCLUSIVEMENT AU TÉLÉPHONE.

N'importe quel poste téléphonique permet désormais à tout un chacun d'accéder à une multitude de services vocaux regroupés sous l'appellation d'Audiotex.

SJT, leader européen de l'Audiotex avec plus de 400 millions d'appels traités, a développé à ce jour plus d'une centaine de services accessibles par téléphone pour le compte de chaînes de télévision, de banques, d'administrations, de stations de radio, d'agences de publicité, de quotidiens, etc. Cette gamme de services s'étend de la consultation vocale automatisée des comptes bancaires à la prise de

commande d'articles vendus par correspondance en passant par la prévision météorologique régionalisée (36.65.12.3.4), l'information boursière en continu (36.65.10.03), les actualités en direct (36.65.10.00), les jeux promotionnels (36.65.33.33) ou encore les informations hippiques (36.65.11.11).

L'étendue et la complexité des technologies mises en œuvre (prononciation en temps réel, interactivité par pointeur vocal, reconnaissance de la parole, couponing vocal, etc.), permettent à SJT de répondre à toutes les demandes spécifiques des entreprises qui considèrent à juste titre le

téléphone comme un nouveau média. Pour en savoir plus n'hésitez pas à appeler Béatrice Duchazelle au (1) 4734.65.83.

SJT

le N° 1 de l'Audiotex

Le communiqué

« Les territoires contre la paix »

Voici le passage du communiqué de presse lu par M. Jacques Santer, le premier ministre luxembourgeois, concernant le processus de paix au Proche-Orient :

— La légalité internationale est indivisible, et un règlement de paix doit se fonder sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, selon le principe de l'échange de territoires contre la paix.

— Un dialogue sans a priori doit s'engager entre toutes les parties prenantes sur la base des principes énoncés précédemment par les Européens, à savoir le droit d'Israël à des frontières sûres et reconnues et le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Chaque partie doit pouvoir déterminer sa propre représentation ; aucune solution ne doit être écartée, y compris la création d'un Etat palestinien.

— Le Conseil européen rappelle son ferme engagement en faveur du respect des droits de l'homme et d'une amélioration des conditions de vie dans les territoires occupés.

— Des mesures de confiance réciproques et équilibrées, de nature à dégager un certain nombre de principes communs, devraient être acceptées par les parties au conflit ; celles-ci pourraient ouvrir la voie à une ou plusieurs conférences de paix permettant, sous une égide impartiale, d'apporter la caution et les garanties nécessaires de la communauté internationale. La Communauté européenne, en tant qu'acteur important en Méditerranée, doit y être associée.

— Le Conseil européen invite les ministres des affaires étrangères à poursuivre leurs consultations avec toutes les parties directement concernées dans la région, et avec d'autres Etats intéressés, notamment les Etats-Unis et l'URSS afin de contribuer à dégager de tels principes.

— Toutes les initiatives permettent de faciliter le dialogue entre les parties méritent d'être encouragées. Le Conseil européen salue les efforts déployés par les Etats-Unis et souhaite le succès de ces démarches.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication
Bruno Fraipont, directeur de la rédaction
Jacques Guiz, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amélie, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi, Philippe Hariman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1958), Jacques Fauvet (1958-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-30-10

PROCHE-ORIENT

La tournée du secrétaire d'Etat américain

Israël n'accepterait une conférence régionale que pour introduire des négociations directes

Avec beaucoup de préalables et sans enthousiasme aucun, Israël serait prêt à participer à la conférence régionale sur le Proche-Orient que les Etats-Unis cherchent à réunir dans les mois à venir.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les dirigeants du gouvernement de droite devaient le dire, mardi 9 avril, à M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, arrivé la veille au soir à Jérusalem pour une visite de vingt-quatre heures. Tout au long de la journée de lundi, le premier ministre et chef du Likoud, M. Itzhak Shamir, et ses collègues des affaires étrangères et de la défense, MM. David Lévy et Moshe Arens, ont mis au point leur position. Ils doivent, d'ores et déjà, faire face à une très vive opposition : celle menée au sein du Likoud par M. Ariel Sharon ainsi que celle des petits partis d'extrême droite membres de la majorité qui se méfient de toute amorce de négociation pouvant menacer le statu quo dans les territoires occupés et dénoient, à l'avance, les efforts de M. Baker.

Une sorte de cérémonie d'ouverture

La position arrêtée par le chef du gouvernement est un « oui » de principe au projet de « conférence régionale », assorti de nombreuses conditions, demandes d'éclaircissements et garanties diverses que les dirigeants israéliens entendent présenter à M. Baker. Selon des indications encore fragmentaires, il s'agirait de réunir Israël, les pays arabes de la coalition anti-irakienne, plus la Jordanie et « des » Palestiniens (sans doute au sein d'une délégation jordanienne-pa-

lestiniennes) dans une conférence qui s'attaquerait simultanément aux grands dossiers que sont le conflit entre l'Etat hébreu et les Palestiniens et celui qui oppose Israël aux pays arabes voisins. La conférence serait placée sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS, selon la version du projet la plus couramment citée dans la presse israélienne.

Libération de 1 000 détenus palestiniens

Le gouvernement Shamir veut bien se rendre à une telle conférence si elle se limite à servir de « parapluie » à des négociations directes entre Israël et les participants arabes. Autrement dit, ce ne devrait être qu'une sorte de cérémonie d'ouverture à une série de pourparlers israélo-arabes, non d'un « forum » permanent auquel les participants pourraient avoir recours en cas de blocage des conversations. Dans une déclaration diffusée tard lundi soir, le ministère des affaires étrangères relève qu'Israël acceptera « sans doute » une telle conférence, « nécessaire au démarrage des conversations », pourvu qu'elle soit fondée sur « le principe de négociations directes ».

A cette condition s'ajoutent celles habituellement posées par le gouvernement Likoud : pas de représentant des Arabes de Jérusalem dans la délégation palestinienne ; aucun rôle à l'OLP, la seule étape de la négociation. La précédente médiation tentée par M. Baker, il y a un an et dans des conditions politiques très différentes, avait échoué sur cet ensemble de préalables.

Le gouvernement Shamir n'en a pas moins accueilli M. Baker avec un geste de bonne volonté en annonçant la libération de plus de mille détenus palestiniens (sur

quelque quatorze mille prisonniers de Cisjordanie et Gaza). Il s'agit de personnes condamnées dans le cadre de l'intifada - mais pas pour des actes de violence - qui, pour la plupart, avaient déjà purgé l'essentiel de leur peine. Officiellement, la mesure est présentée comme relevant des libérations anticipées décidées chaque année à l'occasion de la fête musulmane de l'Aïd el Fitr, qui marque la fin du ramadan. Politiquement, elle n'en est pas moins significative et a suscité la colère d'une bonne partie du Likoud, menée par le ministre du logement, M. Ariel Sharon, et la fureur des partis d'extrême droite de la majorité gouvernementale. Ils dénoient une concession aux pressions américaines, un geste qui met la sécurité du pays en danger et qui rappelle, disent-ils, l'élargissement d'un millier de prisonniers décidé en 1985 en échange de la libération de trois soldats israéliens détenus par le groupe palestinien d'Achmed Jibril.

Côté palestinien, la visite de M. Baker ne suscite guère plus d'enthousiasme. Certes, l'OLP a donné son feu vert pour qu'une délégation de six personnalités nationalistes des territoires, conduite par M. Fayçal Hussein, rencontre le secrétaire d'Etat. Mais dans les milieux nationalistes, déjà divisés sur l'opportunité de revoir M. Baker, on fait valoir qu'ils n'ont pas obtenu grand-chose depuis leur précédente conversation, le 12 mars, avec le chef de la diplomatie américaine : « Si les Etats-Unis ne sont pas capables de faire rouvrir les négociations dans les territoires », commente un editorialiste palestinien, M. Saeb Erakat, « on voit mal comment ils pourront obtenir le départ des Israéliens de Cisjordanie et de Gaza ».

ALAIN FRACHON

KOWEÏT

Des centaines de Palestiniens et d'Irakiens seront jugés pour crimes de guerre

Des centaines d'Irakiens et de Palestiniens seront bientôt jugés au Koweït pour crimes de guerre et certains d'entre eux risquant la peine capitale.

Lors d'une conférence de presse à Koweït-Ville, M. Abdel Aziz El Dakhil, sous-secrétaire d'Etat à la justice, a précisé que les jugements, qui auront lieu devant des tribunaux mixtes civils et militaires, commenceront « dans une quinzaine de jours ». « Certaines per-

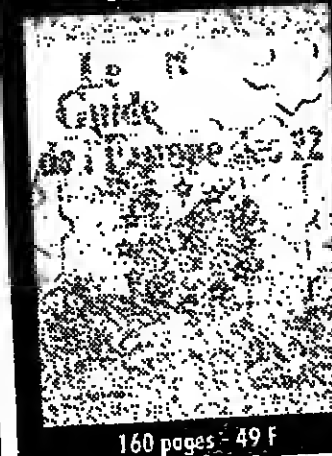
sonnes sont accusées de meurtres, d'autres de torture, et d'autres, enfin, d'avoir aidé les Irakiens », a-t-il ajouté.

Les jugements devront être approuvés par le prince héritier et chef du gouvernement, cheikh Saad en sa qualité d'administrateur de la loi martiale ; 628 personnes, dont plusieurs officiers supérieurs irakiens, sont actuellement interrogés. Aucune indication n'a été donnée sur le nombre total des accusés, mais il a été précisé que des délégués du Comité Inter-

national de la Croix-Rouge (CICR) avaient déjà visité des incriminés. Selon les autorités koweïtiennes, 1 082 Koweïtiens ont trouvé la mort durant l'occupation irakienne, dont 120 nourrissons, qui ont été enlevés de leur couveuse artificielle dans les hôpitaux (1). - (AFP)

(1) Le directeur adjoint de la santé dans l'émirat avait démenti la rumeur sur de tels décès, confirmant seulement le vol de couveuses. *Le Monde* date 3-4 mars.

LES REPERES PRATIQUES NATHAN



160 pages - 49 F

Le Monde HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Chaque samedi - date dimanche-lundi

Le Monde DE L'EDUCATION

AVRIL 1991

LE PALMARÈS 1990 DES IUT

Pour chaque discipline, le classement des IUT les plus performants et le taux de réussite au diplôme universitaire de technologie. A lire d'urgence par tous les candidats à l'entrée dans un IUT.

LES BTS, MODE D'EMPLOI

200 000 jeunes sont aujourd'hui inscrits dans 98 spécialités. *Le Monde de l'Education* fait le point sur ce type d'études et sur l'insertion professionnelle des diplômés.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Télé Z : 5 456 000 lecteurs. Marie-Louise, nous ne sommes plus seuls.



Une seule chose pourrait encore rendre Télé Z solitaire... sa progression ! OJD et CESP confirment cette croissance : Télé Z est maintenant le

N°5 de la presse française. En tête par son rythme de progression, Télé Z est aussi très difficile à concurrencer au niveau de ses tarifs de

publicité. Profitez-en, sans être seuls, vous n'êtes pas encore trop nombreux à le savoir. Régie Presse - R. et P. Elkoubi. Tél. 45 55 91 71



سكنا من الاصل

هكذا نأكل

6 Le Monde • Mercredi 10 avril 1991 •

PROUVEZ AUX KURDES QUE VOUS AVEZ BIEN LU CE JOURNAL.

**Une couverture: 50 F. Vacciner un enfant: 100
F. Nourrir une famille pendant une semaine:
200 F. Un lit de camp: 400 F. Une tente pour
une famille de cinq ou six: 1000 F.**

L'Action Internationale Contre la Faim est une organisation non-gouvernementale fondée il y a 12 ans. Les fonds qu'elle collecte sont entièrement affectés à ses actions humanitaires. Son aide directe aux réfugiés afghans, aux Cambodgiens, aux Ethiopiens, aux Tchadiens, aux Soudanais a permis à des milliers de personnes de s'en sortir et de retrouver les bases suffisantes pour vivre et être autonomes.

Voici.....Frs pour aider les Kurdes.

M.Mme.Mlle.....

Prénom.....

Adresse.....

Code postal.....Ville.....

Téléphone.....

A.I.C.F. 34, avenue Reille 75014 Paris-CCP 2820 W PARIS

Association d'Intérêt général régie par la loi de 1901.



Action Internationale
Contre la Faim

La réalisation de cette annonce est offerte par GSK Emilian

Signataires de l'appel Kurdistan.

Présidente d'honneur :

Françoise Giroud

Guy Sorman, Président

Marie-Claude Angélique.

Jacques Attali.

Claude Barjon,

Maurice Bidermann.

Christian Blanckaert,

Christophe Bonnafous,

Xavier Browaeys,

Sylvie Brunel

Jean-Martin Cohen-Solal,

Caroline Cosich,

Christian Daniel,

Jean Gerothwohl,

Marc Gschwend,

Marek Halter,

Gilles Hertzog,

Ghislaine Hierso,

Christian Langlois Mewine,

Thierry Leroy,

Bernard-Henri Levy,

Marie-Antonietta Macciocchi,

Denis Metzger,

Christian-Marie Monnot

Erik Orsenna,

Jacques-André Prevost,

Philippe Royer,

Robert Sebbag,

Patrick Siegler-Lathrop,

Marc Ullmann.

Jean-Christophe Victor.



AFRIQUE

SÉNÉGAL : ouverture politique à Dakar

Le chef de l'opposition entre au gouvernement

Le nouveau premier ministre, M. Habib Thiam, a formé, lundi 8 avril, un gouvernement au sein duquel, pour la première fois dans l'histoire du pays, plusieurs opposants font leur entrée, notamment Me Abdoulaye Wade, l'adversaire malheureux du président Abdou Diouf lors de l'élection présidentielle de février 1988.

Le Sénégal serait-il un cas particulier en Afrique? Du côté de Dakar, on ne fait rien ou presque comme dans tout le monde noir. On le fait plus vite et plutôt mieux qu'ailleurs. Le multipartisme est né, ici, il y a déjà plus de dix ans. Le président Léopold Senghor a volontairement et tranquillement abandonné le pouvoir, le 31 décembre 1980, aux mains de M. Diouf. Et, aujourd'hui, son successeur offre à l'opposition, et notamment à Me Wade, le plus virulent des contestataires, qui s'en saisit, des postes au gouvernement.

Il y a un an, pourtant, huit partis d'opposition, rassemblés au sein d'un Front commun, réclamaient le départ de M. Diouf et l'organisation d'élections « libres et démocratiques ». A la mi-novembre encore, des manifestants conspuant violemment, dans les rues de Dakar, le parti socialiste au pouvoir, lui reprochant de « confis-

quer les médias d'Etat » à son profit. Les fréquentes manifestations de rues illustraient ainsi le blocage d'une situation politique et économique en pleine dégradation. Face à face un parti socialiste usé par trente ans de pouvoir sans partage que le président Diouf avait tenté de reprendre en mains, en juillet, lors de son 8^e congrès et une opposition divisée — pas moins de seize partis — et sans vrai programme, si ce n'est de goûter

enfin aux responsabilités. La « guerre » — semble-t-il en voie d'apaisement — avec la Mauritanie voisine, la rébellion des indépendantistes casamançais qui a fait une centaine de morts en près d'un an, et la crise économique que la crise du Golfe a aggravée, militaient pour une ouverture politique à laquelle ne se sont finalement pas soustraits M. Diouf et Me Wade, les deux frères ennemis.

Surnommé « le grand chapeau » en

La nouvelle équipe

Le nouveau gouvernement compte un ministre d'Etat, dix-neuf ministres et sept ministres délégués :

Premier ministre, M. Habib Thiam; ministre d'Etat, Me Abdoulaye Wade; économie, finances et plan, M. Fama Ibrahima Sagna; forces armées, M. Médoune Fall; garde des sceaux et justice, M. Sérigne Lamine Diop; affaires étrangères, M. Djibo Ka; intérieur, M. Mackengo Khary Dieng; éducation nationale, transports et mer, M. Robert Sagna; développement rural et hydraulique, Cheikh

Abdoulkader Cissokho; industrie, commerce et artisanat, M. Assane Dialy Ndiaye; tourisme et environnement, M. Jacques Baudin; urbanisme et habitat, M. Amath Densokho; travail et formation professionnelle, M. Ousmane Ngom; communication, M. Mociere Kebe; santé et action sociale, M. Assane Diop; culture, M. Moustapha Ka; intégration économique africaine, M. Jean-Paul Diaz; jeunesse et sports, M. Abdoulaye Makhtar Diop; ministre de la femme, de l'enfant et de la famille, M. Ndiro Ndiaye. — (AFP.)

AFRIQUE DU SUD

Les autorités ne prennent pas au tragique l'ultimatum de l'ANC

L'ultimatum lancé, vendredi 5 avril, par le Congrès national africain (ANC) au gouvernement, continué de susciter des réactions contradictoires. Le Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu), très proche de l'ANC, a jugé, dans un communiqué, qu'il ne s'agit que du « minimum nécessaire pour faire cesser la violence », estimant que cet ultimatum était attendu « depuis longtemps » par les populations des townships.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le Cosatu accuse le gouvernement de n'avoir jamais pris les moyens d'éviter les affrontements ni agi contre les « faiseurs de guerre » qui sévissent dans les townships, ces résidences pour travailleurs migrants célibataires. Il soupçonne aussi certains membres des forces de

sécurité de pouvoir en armes et de multiplier d'indéfinies « escadrons de la mort ». Pour la centrale syndicale, le président de Klerk a le pouvoir de mettre fin à la violence : « La haine est maintenant dans son camp. Il peut démontrer son engagement en faveur de négociations pacifiques ou, au contraire, poursuivre le processus de terreur en cours ».

De son côté, le président du parti Inkatha, à dominante zouloue, M. Mangosuthu Buthezi, a, sans ambiguïté, choisi de se placer dans le camp du gouvernement. « L'ANC ne fait rien d'autre que nous précipiter dans la guerre civile », a-t-il déclaré, jeudi, ajoutant qu'« ce qui le concerne, « le processus de paix incluant le gouvernement, l'Inkatha et l'ANC n'était plus d'actualité » car « l'ANC vient de se retirer des négociations dans lesquelles (nous) étions engagés ». A son avis, « le stupéfiant retournement de l'ANC doit être condamné sans délai. Aucun gouvernement ni organisation n'osera plus

maintenant soutenir ces saboteurs de l'ANC qui jouent aux plus leurs partisans de négociations ».

M. Buthezi, qui jouit d'une sympathie déclarée au sein de l'extrême droite blanche, tente depuis plus d'un an de s'imposer, avec la bienveillance du gouvernement, à la table des négociations. Les membres de l'Inkatha s'opposent sur le terrain aux militants de l'ANC. Depuis 1984, les affrontements ont fait plus de 9 700 victimes, selon l'Institut indépendant des relations entre les races (SAIRRA), principalement dans la province du Natal et plus récemment dans les townships de la région de Johannesburg. Selon cet Institut, entre 550 et 600 personnes ont péri dans les violences politiques au cours des trois premiers mois de 1991.

Directement concerné par l'ultimatum de l'ANC, qui exige son limogeage, ainsi que celui du ministre de la défense, le général Magnus Malan, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok, a réagi, lundi, à ce qu'il appelle la « fausse propagande de l'ANC et du Parti communiste » (SACP). Selon lui, les deux organisations ont joué « un rôle primordial dans le déclenchement de la violence qui menace aujourd'hui de dévaster tout le pays ».

M. Vlok a indiqué qu'il ne serait pas un obstacle « au futur de l'Afrique du Sud ». A son avis, la crise née de l'ultimatum de l'ANC se règlera pas la négociation. « Le problème n'est pas insurmontable, il peut être résolu », a-t-il dit, avec optimisme, suggérant, cependant, qu'il fallait prendre en compte les divisions internes de l'ANC, préoccupé par l'organisation de son prochain congrès au mois de juin.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

ANGOLA : en visite à Paris

Le président Dos Santos évoque la possibilité d'un cessez-le-feu avec l'UNITA

Le chef de l'Etat angolais, M. José Eduardo Dos Santos, a évoqué, jeudi 8 avril à Paris, à l'issue d'un déjeuner de travail avec M. Mitterrand, les « nouvelles perspectives » de coopération avec la France, notamment dans les domaines « agroalimentaires, pétrolier, industriel et de la construction ».

En raison de l'insécurité, cette coopération est concentrée sur trois régions : Luanda et ses environs, la zone de Benguela-Lobito et la province de Huila.

M. Dos Santos s'est, d'autre part, déclaré confiant dans les possibilités d'un compromis avec les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) au moment où une nouvelle série de pourparlers vient de commencer, près de Lisbonne. Selon lui, il devrait être

« possible de trouver un moyen terme » entre les deux propositions en présence : celle du gouvernement qui souhaite fixer immédiatement une date pour un cessez-le-feu et celle de l'UNITA qui réclame, au préalable, la fixation d'une date pour des élections libres.

Aide alimentaire

La guerre civile qui déchire le pays depuis seize ans et la sécheresse ont provoqué la famine dans neuf des dix-huit provinces d'Angola.

La France qui a envoyé, en 1990, une aide alimentaire d'urgence, envisage d'acheminer par des « corridors de paix », avec l'accord du gouvernement de Luanda et de l'UNITA, de nouvelles cargaisons. — (AFP.)

ALVIN TOFFLER



Alvin Toffler LES NOUVEAUX POUVOIRS

(Powershift)

Savoir, richesse et violence à la veille du XXI^e siècle

660 p. 149 F

C'est abondant, touffu, les idées fusent de tous les côtés, on termine ce voyage dans le XXI^e siècle fourbu, éberlué par la vigueur intellectuelle de l'auteur. Un livre excitant pour l'esprit, quoi de plus rare ?

Françoise Giroud, Le Journal du Dimanche

A quoi tient le succès de Toffler ? Son propos est de découvrir un sens aux changements considérables et rapides que vivent les sociétés occidentales. Il existe une attente forte sur ce chapitre, mais il y a façon et façon de répondre. L'auteur n'oublie pas qu'il a été pendant cinq ans ouvrier, puis journaliste. Ce n'est pas lui qui nous encombrera des échafaudages de « thésards ». Il parle clair... Surtout, il a gardé intacte sa faculté d'étonnement et connaît tous les trucs pour accrocher le lecteur et donner envie d'aller plus loin.

Pierre Drouin, Le Monde

FAYARD

HORIZON 1993

L'EUROPE SOCIALE 1993 : ILLUSION, ALIBI OU REALITE? E. Vogel-Polsky et J. Vogel 137 F

LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES, DES SERVICES ET DES CAPITAUX-TRANSPORTS J. Aussant, R. Fornasier, J.-J. Loris, J.-C. Sèche, S. Van Raepenbrouck 405 F

L'EUROPE SOCIALE 1993 : ILLUSION, ALIBI OU REALITE?

COMMENTAIRE MEGRET LE DROIT DE LA CEE 3 LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES, DES SERVICES ET DES CAPITAUX-TRANSPORTS

EDITIONS DE L'UNIVERSITE DE BRUXELLES DIFFUSION EN FRANCE : VIGOT (PARIS)

سكنا من الامم

ASIE

CHINE : après la promotion du maire de Shanghai
Les réformistes sortent renforcés
de la session annuelle de l'Assemblée nationale

PÉKIN

de notre correspondant

M. Li Peng, porte-parole de la vieille garde communiste, est sorti affaibli du remaniement gouvernemental entériné lundi 8 avril par l'Assemblée nationale populaire. Le premier ministre s'est vu en effet adjoindre deux vice-premiers ministres, perçus comme plus technocrates que politiques : M. Zou Jiahua, soixante-quatre ans, qui conserve son portefeuille de ministre du plan, et Zhu Rongji, soixante-deux ans, étoile montante qui jouit d'une aura nationale pour sa gestion de Shanghai, dont il est le maire depuis 1988. Un troisième homme au profil de technocrate, M. Qian Qichen, ministre des affaires étrangères, âgé de soixante-trois ans, se voit confier le rang de conseiller d'Etat.

Leur «élection», avec quelques dizaines de voix contre et d'abstentions, par vote électronique dans l'immense salle du Palais du peuple où les 2 873 députés présents devaient presser un bouton placés sur leur pupitre, n'a pas surpris. Des fuites méthodiquement orchestrées par l'intermédiaire des représentants de Hongkong avaient permis de connaître d'avance ce premier remaniement, prudent mais symbolique, après la crise de Tiananmen.

Il a même été prétendu que M. Li voulait ainsi remercier les promus d'avoir «soutenu l'instauration de la loi martiale et le recours à la force» contre les manifestants de 1989, ce qui est assez abusif pour ce qui est de la popularité de M. Zhu dans la ville et son image de réformiste à l'étranger. Quant à M. Qian, ministre des affaires étrangères, on craint haut et fort que, chez lui, en quelques jours après le drame, on n'ait pas eu besoin de commettre un massacre pour ramener l'ordre.

La popularité
de M. Hu Qili

Les deux hommes étant avant tout des économistes, les dossiers qu'ils devraient se partager — planification pour M. Zou, zones économiques spéciales pour M. Zhu — sont autant d'affaires en moins dans lesquelles les dirigeants les plus doctrinaires les poussent encore à mettre leur nez. La distinction conférée au chef de la diplomatie vise à relever l'image de modération que veut donner la Chine.

Ce remaniement traduit un réajustement libéralisateur en faveur de la poursuite prudente des réformes

après deux années de piétinement. Il ne signifie pas que les clans en soient à l'entente, mais la lutte pour la succession, mais au moins que M. Deng Xiaoping est parvenu à réinjecter un peu d'énergie réformiste dans les rangs du pouvoir. Avec la percée de Shanghai, qui avait déjà fourni en 1989 un secrétaire général du PCC — M. Jiang Zemin — il consacre le rôle croissant de la Chine côtière, ouverte sur l'Occident, dans l'élaboration de la politique chinoise.

On a aussi pu assister au cours de la réunion de l'Assemblée à quelques manifestations de l'impitoyable du pays profond devant l'attentisme pékinois. Ainsi, M. Hu Qili, un des grands exclus de la direction du parti pour cause de «libéralisme bourgeois» en 1989, s'est taillé un petit succès en signant, en sa qualité de député, des autographes à profusion dans les couloirs. Lundi, il se trouva même de jeunes députés de l'armée, en uniforme, pour lui témoigner ainsi leur soutien, pendant que se déroulaient encore sur la tribune quelques-uns des vieillards qui provoquent sa chute. Puis M. Hu, à l'impeccable costume de banquier, partit tranquillement vers sa berline portative d'une plaque d'immatriculation de l'état-major de l'armée.

FRANCIS DERON

EN BREF

CHINE : un dissident condamné à quinze ans de prison. M. Chen Yanbin, étudiant de l'université Beifang à Pékin, a été condamné à quinze ans de prison pour diffusion de «propagande contre-révolutionnaire». Cette condamnation, prononcée selon un témoin le 10 mars, est la plus lourde prononcée contre un dissident lié au mouvement démocratique de 1989. Un étudiant de l'université Qinghua, M. Zhang Yafei, qui avait constitué avec M. Chen après l'écrasement du «printemps» de Pékin un groupe de presse catholique, un sondage de popularité qui plaçait le prophète Mahomet au onzième rang. — (AFP)

INDONÉSIE : un ancien directeur de journal condamné pour «blasphème». Un ancien directeur de journal a été condamné à cinq ans de prison pour «blasphème» contre l'islam par le tribunal de Djakarta. M. Arwendo Atmowiloto avait fait publier dans l'hebdomadaire *Monitor*, appartenant à un groupe de presse catholique, un sondage de popularité qui plaçait le prophète Mahomet au onzième rang. — (AFP)

JAPON : nouveau secrétaire-général du Parti libéral-démocrate. M. Koizumi Junichiro, ancien porte-parole du gouvernement nippon, a été désigné lundi 8 avril pour succéder à M. Ozawa au poste de secrétaire général du Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir. M. Ozawa avait démissionné à la suite de l'échec du candidat gouvernemental à l'élection du gouverneur de Tokyo (le Monde du 9 avril). — (AFP)

PHILIPPINES : nouveau chef d'état-major des armées. Le général Lisandro Abadía, commandant de l'armée de terre, a été nommé samedi 6 avril chef d'état-major des armées par M. Aquino. Il a été remplacé par le chef de l'armée militaire, le général Arturo Ramos. Cette nomination a entraîné la démission du chef d'état-major adjoint, le général Alexander Aquino, qui brigait également ce poste. Ce dernier a critiqué violemment la décision de M. Aquino, qu'il a qualifiée d'«injurie». — (AFP)

BULGARIE : manifestations à Sofia. Plus de 20 000 personnes se sont rassemblées, lundi 8 avril, dans le centre de Sofia pour demander des élections législatives anticipées en juin prochain. Le matin même, le conseil de coordination de l'Union des forces démocratiques, la principale force anti-communiste bulgare, a demandé à ses députés de quitter le Parlement pour former un cabinet fantôme, si le gouvernement n'annonçait pas des élections anticipées. — (AFP, Reuters)

YUGOSLAVIE : Visite de M. Alexandre Besmertnykh. Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Besmertnykh, est arrivé lundi 8 avril à Belgrade pour une visite officielle de deux jours en Yougoslavie.

cielle de deux jours en Yougoslavie. Il a été reçu par le chef de l'Etat, M. Borisav Jovic, et le premier ministre fédéral, M. Ante Markovic. Outre les questions internationales et la situation intérieure yougoslave, M. Besmertnykh devait évoquer avec ses hôtes les problèmes liés au commerce bilatéral, d'une valeur de 5,1 milliards de dollars en 1990. — (AFP)

FINLANDE : le chef du Parti centriste pressenti pour former un gouvernement. Le président finlandais, M. Mauno Koivisto a annoncé, lundi 8 avril, au leader du Parti du centre, M. Esko Aho, la tâche de former un nouveau gouvernement de coalition.

DIAGONALES

EXCLUS de nos vies pré-cieuses d'Américains. George Bush n'était pas obligé d'ajouter ce mot domestique et d'allure mesquine aux autres bonnes raisons de ne plus agir militairement en Irak. Le refus d'ingérence se suffisait à lui-même, d'autant qu'il prenait à revers les reproches d'intervention excessive adressés à la vieille aux Etats-Unis. L'argument des mœurs à préserver ne pèche pas plus contre la morale que contre la logique (si on veut la sauvegarder sur le terrain des secours casuistiques) : car qui parachevait des secours aux persécutés, en premier et massivement, sinon, une fois de plus, la puissance et complicité américaine ? Alors que personne n'évoque la vie PRÉCIEUSE des Kurdes — démunis de tout, à la charité des seuls «boys» a un autre maître : celui d'une franchise qui fera date (3 avril 1991).

L'écart de tarif entre cadavres de «coûts» et d'autocritiques n'inspirent qu'impitoyablement les bombardements préfabriqués à distance terrestre. De même l'Occident eût-il évité jusqu'ici de persécuter à ce que le revenu par habitant, la moralité infantile et l'espérance de vie diffèrent d'un continent à l'autre. Il ne fallait pas trop contredire le message chrétien dont les puissances industrielles avaient couvert en partie leurs conquêtes passées, et selon lequel l'existence, en principe, s'équivalent.

Cette fois, c'est dit et proclamé par le patron du dernier modèle civilisateur depuis la faillite du communisme, appuyé par le Ciel, l'Histoire, la high-tech et le général Schwarzkopf : il est légitime, «naturel», que les cours de la vie humaine varient à jamais selon les latitudes et le PNB. Pour quoi ne pas indexer ces cours sur le Dow Jones et le CAC-40, comme l'imaginait ce provocateur de Shakespeare dans le *Marchand de Venise* ?

On ignore si la guerre du Golfe a ouvert l'ère du droit, comme en court le slogan ; elle aura du moins clos le temps des hypocrisies. Adieu, mouchoirs et chepelets ! Tous à vos calculatrices !

CETTE comptabilité était dans les têtes à l'époque coloniale. Elle y rôde toujours. Pour la surprendre, il suffit d'avoir l'œil.

C'est le cas de Raymond Coussé. Auteur et interprète de *Srénégie* pour deux jambons, il a fait une tournée, voilà cinq ans, en Côte d'Ivoire. Il en a ramené un carnet de route au vitriol (la *Découverte* de l'Afrique, Le Dilem-

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : une affaire de viol et un livre à scandales

Haro sur les Kennedy
et sur Nancy ReaganWASHINGTON
correspondance

«Le pays en a assez des Kennedy, on en a trop parlé», disait, il y a quelques années, Edward (Ted) Kennedy. Malheureusement, on parle à nouveau du clan Kennedy, cette fois à propos d'un viol.

A l'issue d'une longue soirée dans un bar à la mode de Palm Beach (Floride), le sénateur, son fils Patrick et son neveu, William Kennedy-Smith, invité, vers 3 heures du matin, deux jeunes femmes dans le propriété familiale pour une dernière libération.

L'une d'elles (son nom n'a pas été révélé) déclare avoir été violée et aurait identifié le jeune Smith comme son agresseur.

Il n'en fallait pas plus pour mobiliser trois cents journalistes — la plus forte contingent depuis la guerre du Golfe — à la recherche de détails croustillants.

Les journaux de New-York, engagés dans une âpre compétition pour leur survie, s'en donneront à cœur joie avec des titres accrocheurs : «Une bonne soirée de débauches», «La méloédiction frappe encore les Kennedy», «Les gambades sexuelles de Teddy».

L'autre jeune femme ne se souvient pas avoir vu l'auteur présumé du viol mais se rappelle avoir rencontré le sénateur venu seulement d'une longue chemise, sans pouvoir préciser si, dessous, il portait un short... Bref, du pain béni pour les amateurs de scandales et les adversaires des Kennedy, toujours prompts à accuser la police locale de protéger les membres de cette riche dynastie. Les amis du sénateur estiment qu'il devrait être plus prudent, se sachant dans le

collimateur des médias, en raison de la vie privée «animée» de ses frères, John (le président) et Robert (le ministre), des frasques connues des nouvelles générations de Kennedy et de sa propre réputation, compromise depuis l'accident de Chappaquiddick, en 1969 (une de ses collaboratrices s'était noyée per se faute et il avait longtemps tardé à prévenir la police). Ses détracteurs pensent au contraire que l'affaire illustre l'omnipotence du clan, qui s'estime au-dessus des lois.

Une image
ternie

Il faut dire que la démolition d'«idols» représente une riche activité pour les spéculateurs du genre. Ainsi, M. Kelley espère bien vendre les 600 000 exemplaires du premier tirage de sa biographie «non autorisée» de Nancy Reagan. Les éditeurs de M. Kelley (Simon and Schuster), qui avaient perdu beaucoup d'argent avec l'autobiographie du président Reagan, mal accueillie par la critique, espèrent compenser ainsi leurs pertes et récupérer l'avance de 4 millions de dollars donnée à l'auteur.

Dans son livre, M. Kelley apporte seulement quelques «révélation» accentuant les traits déplaisants de l'ancienne First Lady déjà évoqués dans des ouvrages antérieurs, notamment celui de Betty Davis, la fille du couple présidentiel.

L'auteur affirme qu'à l'instar de sa mère, Nancy avait félicité son état civil aussi bien concernant son âge (elle s'était rajoué, bien sûr) que sur les mérites de son père qu'elle aurait plus tard renié pour faciliter son adoption par M. Davis,

le second mari de sa mère. Bien qu'elle ait eu plusieurs amants bien placés à Hollywood, elle ne s'imposa pas comme actrice : du coup, elle se concentra sur un certain Ronald Reagan, à l'époque amoureux d'une autre jeune femme qu'il voulait épouser. Celle-ci refusa mais il continua de la fréquenter, se plaignant, en larmes, que Nancy, enceinte de ses œuvres, lui ait imposé le mariage.

Enfin, Ronald Reagan, animé par une forte libido, aurait forcé la porte de l'appartement d'une starlette à 3 heures du matin...

A la Maison Blanche, selon M. Kelley, Nancy aurait eu une longue liaison avec Frank Sinatra, invité à des déjeuners privés alors que le président était en voyage.

Nancy, enfin, offrit à ses amis et parents des cadeaux qu'elle avait rapus ou trouvés à la Maison Blanche. Pour le troisième anniversaire de son petit-fils, elle lui envoya un ours en peluche que l'enfant avait perdu lors d'un précédent passage à la Maison Blanche.

Les Reagan ont fait savoir qu'ils ne liraient pas ce livre. Pressé par les journalistes, l'ancien président a déclaré que les «contre-vérités» patentées et absurdes du livre «dépoussaient les limites de la décence». Curieusement, M. Kelley n'a jamais été pourchassé par les héros de ses biographies («non autorisées»). L'image que Reagan en se comportant comme de jeunes tourtereaux sort passablement ternie de l'affaire.

HENRI PIERRE

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Cours de la viande

tente éditeur). Dans l'histoire, qui reste à écrire, du regard européen sur l'Afrique noire, Coussé s'inscrit à la suite du *Voyage au bout de la nuit*. Comme Céline, il se sent occupant, y compris le Blanc en lui. Il se sent occupant. Seule son expérience de la mouise préserve un lien avec les exploités. N'y aurait-il d'égalité que «dans le dénuement», se demande-t-il. Vieilles questions sans réponse.

Pour comprendre sans condescendre, faut-il forcément élever ? J.-M. G. Le Clézio prouve que non, avec son magnifique *Onitsha* (Gallimard). Enfin un roman qui ne se sert pas de la fiction pour réfléchir aux beautés finies du Vieux Continent, mais pour nous ouvrir, par la description aimante et la poésie de l'enfance à une réalité géographique et mythologique hors d'attente. Dans l'Afrique des années 50, celle de la *Jalousie* de Robbe-Grillet, une mère et son fils mesurent ce qui reste d'Empire, au bord d'un fleuve boueux, comme ils évaluent la distance des oreilles en comptant les secondes séparant l'éclair du tonnerre. Il y a longtemps qu'en France la littérature n'a pas démontré aussi tranquillement et souverainement ses pouvoirs d'évocation, à la Faulkner !

la Flaubert, tout aussi bien ! L'enfer de la Flaubert de ne pas échapper à la datation nouvelle des célébrations à l'effigie fixe qui, après les «ennées» Mozart et Rimbaud, impose au Landemeu culturel le quinzaine Bovary : «mais bon !» comme on dit désormais pour s'avouer vaincu sans trop de ressentiment, car enfin, Emma, on en parlerait volontiers chaque semaine !

Vue de l'après-Golfe et de l'après-marxisme, la vie gâchée de l'ex-fermier des Bertaux rappelle qu'en Normandie, voilà cent cinquante ans, l'existence humaine n'avait pas le même prix selon qu'on venait du château, de la boutique ou de l'étable. Le film de Chebrol est fidèle au livre en ce qu'il montre le marché de dupes économique et culturel à l'œuvre derrière les apparences de romantisme mal digéré, de vanité provinciale, d'insatisfaction clinique, et de ce que Charles, dans sa candeur, appelle (nous invitent au doute, par sa bêtise même) «la fatalité».

Il est tentant de jouer, entre amis, à Bovary aujourd'hui. Emma aurait-elle épousé un cadre moyen de Cergy-Pontoise ? Assisterait-elle aux enregistrements du «Maeque et la Plume», aux colloques de Corisy ? Serait-elle

en analyse chez Julia Kristeva, ou bernée par un de nos marquis médiatiques, ces nouveaux Rodolphe ? Des drogues de moins en moins douces remplaceraient-elles l'arsenic d'un Homais post-structuraliste ?

Chercher des équivalences, c'est se demander si l'œuvre tient par sa peinture d'une époque, cause du drame, ou par celle d'une figure éternelle, susceptible de réincarnations à l'infini. Chebrol a bien fait de ne pas trancher ce débat vieux comme les chefs-d'œuvre, à la faveur de quelque transposition moderne genre «Emme-Rotary» où son humour aurait excellé. Ce qui compte, c'est le regard perçant de Flaubert, à un moment donné de l'histoire, toujours actuelle et passablement perdue de vue, des dupes de classe.

Le bal à la Vaubessard décide de tout. En se «frottant» à la richesse et à la «quintessence» des possédants, le fils de paysan est entré dans un piège où la culture remplit le rôle de miroir aux étouffés et développe l'aliénation dont elle prétend délivrer. Livres et opéras à la mode mesquent, à un prix : sous ce monde de raffinement, un prix : pièces de drap, aduitère mondain, vie perdue à rêver le vie, emputation, députation, et joué aux mots d'amour, auxquels les Comices agricoles font un contrepoint brillant et symbolique de Bourse à la cotation.

ENCORE et toujours la preuve que la mise à prix des existences est truquée à la naissance, et que les mots nobles servent à couvrir la fraude !

Cette preuve, un écrivain disparu il y a quelques jours, Max Frisch, lui a donné, avec *Biedermann et les incendiaires*, l'éclat des vérités dérobées.

Coussé, Le Clézio, Flaubert, Chebrol, Frisch, tous plaident, cette semaine, pour cette même évidence : ce n'est pas parce que la révolution soviétique a péroré, et parce que les habillages capitalistes de la réalité viennent provisoirement bon, que l'explication par l'économie de faits sociaux, culturels et psychologiques a perdu de sa justesse, de son utilité.

Une chose est sûre, par exemple : aussi vrai que le prix des marchandises s'élève sur la planète, au point de rendre vaines les visites des voyageurs aux boutiques «duty free» des aéroports, les cours de la viande humaine trouveront aussi, tôt ou tard, leur équilibre mondial, quelque part entre le tarif du «boy» US et celui du Kurde lambda.

Fatalement.

Une brochure du « Monde »

Europe :
l'engrenage
du marché unique

Dans le sillage du futur marché unique, la Communauté élargit ses ambitions : depuis le mois de décembre 1990, deux conférences intergouvernementales rédigent les traités qui devraient instaurer une union économique et monétaire (UEM) ainsi qu'une union politique dont le plus beau fleuron sera une politique étrangère et de sécurité commune.

Pour être vertueux, cet engrenage a suscité des tensions nouvelles et provoqué un malaise que la crise du Golfe durant laquelle les Douze n'ont pu que contempler leur pieuse absence n'a fait qu'amplifier. La construction européenne connaît actuellement une situation très paradoxale : les succès indéniables de la politique de relance menée depuis cinq ans se combinent avec les incertitudes d'ambitions encore mal maîtrisées.

Le marché unique se met en place conformément au scénario programmé et avec un minimum de ratés. La législation nécessaire à l'élimination des entraves à la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux, des services a été arrêtée dans les délais requis et il y a toute raison d'espérer que sa mise en œuvre s'opérera sans obstacle majeur. Cependant les graves difficultés que rencontrent aujourd'hui des pays entrants de l'industrie communautaire — l'électronique, l'automobile — conduisent à douter d'une politique trop exclusivement centrée sur la libération des échanges.

L'idée de compléter le Marché unique économique et monétaire illustre la volonté des douze d'aller de l'avant, même si le Royaume Uni persiste à trainer les pieds. Il en est de même de la décision de partager les efforts d'intégration accomplis, de leur donner la cohérence qui leur donnera, en dotant la Communauté d'une politique étrangère et bientôt d'une défense commune. A coup d'initiatives politiques, de décisions de procédure, ces projets progressent.

Mais même si les arbitrages sont régulièrement rendus dans le bon sens, en particulier lorsqu'il s'agit de l'UEM par le chancelier Helmut Kohl en RFA, le consensus demeure trop fragile pour qu'il s'agisse encore de projets porteurs. C'est cette progression bien réelle mais teintée d'ambiguïté que décrit en plus de cent pages, avec des cartes, des graphiques, des illustrations de Sergueï, Pancho, Pessin et Plantu, la seconde brochure consacrée par le Monde à la politique de l'Acte unique (voir les promesses de l'Acte unique mai 1990).

En vente chez tous les marchands de journaux, 106 pages, 45 francs.

Le Guatemala à

AMÉRIQUES

L'influence des Eglises protestantes en Amérique latine

Le Guatemala à l'heure évangéliste

Les Eglises évangéliques sont entrées en compétition ouverte avec l'Eglise romaine en Amérique latine, où vivent la moitié des catholiques du monde entier. Sources de friction avec les hiérarchies ecclésiastiques traditionnelles, elles peuvent être aussi un enjeu politique, comme on l'a vu au Pérou, où elles ont influencé l'électorat pour le choix de M. Fujimori comme président de la République, et, surtout, au Guatemala, où c'est un prédicateur évangéliste qui, il y a trois mois, est devenu chef de l'Etat.

GUATEMALA

de notre correspondant en Amérique centrale

Sans grande pudeur, Pedro, vingt-six ans, raconte toutes ses anciennes perversions. Alcoolisme, drogue, et même homosexualité, dit-il avec une expression de profond dégoût. Il ne néglige aucun détail scabreux pour que son auditoire constate comme il a changé depuis qu'il a « rencontré Jésus-Christ ». La scène se passe dans un hôtel de la capitale guatémaltèque où se réunissent, tous les lundis, les membres d'une cellule de la Fraternité des hommes de l'Evangile complet, qui regroupe des protestants et quelques catholiques charismatiques.

Ces confessions publiques se déroulent à l'heure du déjeuner selon un rituel mis au point en Californie et adopté par les cinquante-trois cellules existant au Guatemala (après de trois mille adhérents). Après le bénédiction, les coévangelistes se cotisent pour offrir à leur tour un micro pour raconter leurs malheurs. Entre deux coups de fourchette, leurs confessions approuvent ou rient de bon cœur quand le « témoin » se moque de lui-même.

« Le succès de notre organisation, soutient le président de la section guatémaltèque de la Fédération internationale des hommes de l'Evangile complet, Roberto Velazquez, est dû au fait que nous nous réunissons pour parler de nos problèmes. » Tous affirment que cet engagement religieux a modifié leur attitude et leur a permis de rétablir une vie de famille chaleureuse et des relations professionnelles harmonieuses.

Quatorze mille temples

Catholique à 90 % il y a vingt ans à peine, le Guatemala vit désormais à l'heure évangéliste après avoir, fait sans précédent, élu un protestant à la présidence de la République. Aujourd'hui, environ 20 % des neuf millions d'habitants appartiennent à l'une des trois cents dénominations protestantes installées dans le pays. Selon Edmundo Madrid, président de l'Alliance évangélique du Guatemala (organisation réunissant près d'une centaine de dénominations), il y a plus de quatorze mille temples évangéliques dans le pays – infirmes plus que d'églises catholiques –, sans compter les Mormons et les Témoins de Jéhovah.

« Les Eglises protestantes traditionnelles (luthérienne, méthodiste, presbytérienne, baptiste) sont très minoritaires, ajoute-t-il. La ligne conservatrice, fondamentaliste même, domine très largement, en particulier avec les pentecôtistes et les néo-pentecôtistes, qui regroupent à eux seuls 75 % des évangélistes. Après tant d'années de violence, de peur et de désespoir, les gens ont trouvé à travers la Bible un moyen de se rapprocher de Dieu (...). Les Eglises pentecôtistes sont apparues comme un refuge contre les vices qui aggravent la pauvreté et les divisions familiales. »

Les pasteurs – tous guatémaltèques alors que la moitié des prêtres catholiques sont étrangers et ne parlent pas les langues indigènes – sont désignés par les fidèles au sein de leur propre communauté et ne

dépendent d'aucune hiérarchie. « Cela explique en partie le succès des évangélistes, car chaque communauté choisit son Eglise, son pasteur et même son rituel », souligne Peter Townsend, directeur de l'Institut linguistique de l'Institut protestant créé aux Etats-Unis, qui a traduit le Nouveau Testament dans les vingt et une langues pratiquées par les Indiens d'origine Maya (60 % de la population totale).

Dans la capitale comme dans les zones rurales où les Indiens constituent l'immense majorité de la population, les temples sont bondés, et pas seulement le dimanche. Les services religieux rassemblent souvent à des concerts de variétés – guitare électrique et orgue électronique ont remplacé la traditionnelle marimba (gros xylophone) dans les coins les plus reculés – qui se transforment peu à peu, grâce à la musique et aux inlassables incantations des fidèles, en hystérie collective au moment de la « descente de l'Esprit Saint ».

Les Indiens et les classes moyennes semblent les plus déchaînées, mais le phénomène est identique dans les petits temples délabrés des bidonvilles et dans les gigantesques salles équipées d'écrans vidéo des quartiers aisés. Les services religieux d'Elm, une des plus importantes Eglises évangéliques, sont spectaculaires. Répartis sur trois étages, plusieurs milliers de fidèles crient et dansent avant de parvenir à l'extase, bras levés, à genoux ou allongés sur le sol.

L'Eglise plus discrète du Shaddai

Le président de la République, Jorge Serrano, a appartenu plusieurs années à Elm avant de passer à une Eglise plus discrète, le Shaddai. Le 13 janvier, veille de sa prise de fonctions, ses coreligionnaires ont organisé une cérémonie privée au cours de laquelle ils n'ont pas hésité à le présenter comme « le prophète de Dieu » chargé de mettre fin à trente ans de violence au Guatemala. Jorge Serrano a obtenu 68 % des

suffrages exprimés, ce qui constitue évidemment un motif d'inquiétude supplémentaire pour la hiérarchie catholique déjà très secouée par la progression spectaculaire des évangélistes. Certains évêques voient dans l'arrivée au pouvoir d'un protestant le résultat d'un « complot » monté par les Etats-Unis dès la fin des années 60 pour contraindre la théologie de la libération.

Dans une lettre pastorale diffusée en janvier 1989, l'archevêque de Guatemala, Mgr Prospero Pandos, affirme que Washington appuie les « groupes non catholiques (...) pour consolider son pouvoir économique et politique en Amérique latine », car « les évangélistes défendent une conception individualiste du salut éternel qui coïncide pleinement avec les postulats du libéralisme et donc du capitalisme ». Le président de la conférence épiscopale, Mgr Rodolfo Quezada, considère pourtant comme le plus progressiste des évêques du Guatemala, ne croit absolument pas à la théorie du complot. Il considère que certains pasteurs évangéliques sont plus engagés sur le plan social que certains prêtres catholiques. « Je ne crois pas, dit-il, qu'il y aura une confrontation religieuse car le président Serrano ne commettra pas la bêtise de favoriser les protestants ».

Les évêques estiment que, pour freiner la vague protestante, l'Eglise catholique doit aussi maintenir une présence sur le terrain politique. C'est pourquoi la hiérarchie catholique et même le Vatican ont jusqu'à présent évité de prendre position sur le cas du Père Andres Giron, élu député de la Démocratie chrétienne et désigné à la présidence de la commission parlementaire des droits de l'homme. « C'est une manière de maintenir l'équilibre », dit le Père Giron dans un grand état de fureur. Le président de la République est un évangéliste fondamentaliste et le président de la commission des droits de l'homme est un prêtre... révolutionnaire !

BERTRAND DE LA GRANGE

ARGENTINE

La multiplication des scandales affaiblit le régime du président Menem

BUENOS-AIRES

correspondance

Les ennuis continuent pour le gouvernement de M. Carlos Menem. Cette fois, c'est un officier de l'armée de terre et un clan familial, allié de longue date au président, qui sont mêlés à de nouveaux scandales.

Le colonel Luis Pereyra, chef du bataillon de Monte-Chingolo, à 15 kilomètres au sud de Buenos-Aires, était considéré jusqu'à présent comme un militaire exemplaire. En fait, il dirigeait un gang de « pirates de la route ». Avec un sous-officier et plusieurs autres personnes, il a été arrêté pour vols à main armée, le 4 avril. On a retrouvé dans la caserne qu'il commandait des marchandises venant de camions interceptés sur les routes et destinées à la revente. D'autres militaires du même bataillon pourraient être impliqués. Le chef de l'Etat a exprimé sa « surprise » et demandé « des mesures draconiennes » au ministre de la Défense, M. Erman Gonzalez.

A Catamarca, au nord-ouest du pays, c'est un fait divers retentissant où se mêlent drogue, sexe, politique et corruption qui a motivé l'intervention fédérale dans le système judiciaire de la province. L'histoire remonte au 8 septembre 1990, quand une jeune fille de dix-sept ans, Maria Soledad Morales, meurt d'une surdose de cocaïne, apparemment administrée au cours d'une orgie entre jeunes gens « de bonne famille ». Faux témoignages, substitution de preuves, menaces contre les magistrats : l'enquête a piétiné pendant sept mois, ce qui a incité les familles des victimes à organiser, avec la population, des marches de protestation hebdomadaires.

C'est seulement le 3 avril dernier que le juge d'instruction – le sixième depuis le début de l'affaire – a ordonné l'emprisonnement préventif du principal accusé, M. Guillermo Luque, fils d'un

député péroniste de la province. Parmi les autres suspects, figurent un neveu du gouverneur péroniste Ramon Saadi et le fils de celui qui était chef de la police au moment des faits et qui, emprisonné pour destruction de preuves, a été relâché depuis.

La famille Saadi, qui domine de façon féodale la vie politique de Catamarca, est allée de longue date au chef de l'Etat. Aussi la décision présidentielle d'intervenir dans la justice de la province n'est-elle pas sans conséquences, à six mois d'élections destinées à renouveler les gouverneurs, les maires et une partie des députés du pays.

Les affaires de drogue continuent à occuper l'actualité politique. Un ancien fonctionnaire du gouvernement, M. Mario Caserta, vient d'être arrêté, dans le cadre de l'enquête menée sur le blanchiment de « narcodollars » en Argentine, où plusieurs proches de M. Menem semblent impliqués (le Monde du 30 mars). La succession des scandales affaiblit la crédibilité du pouvoir. Selon un récent sondage, près de 70 % des Argentins ont perdu confiance dans leur classe dirigeante.

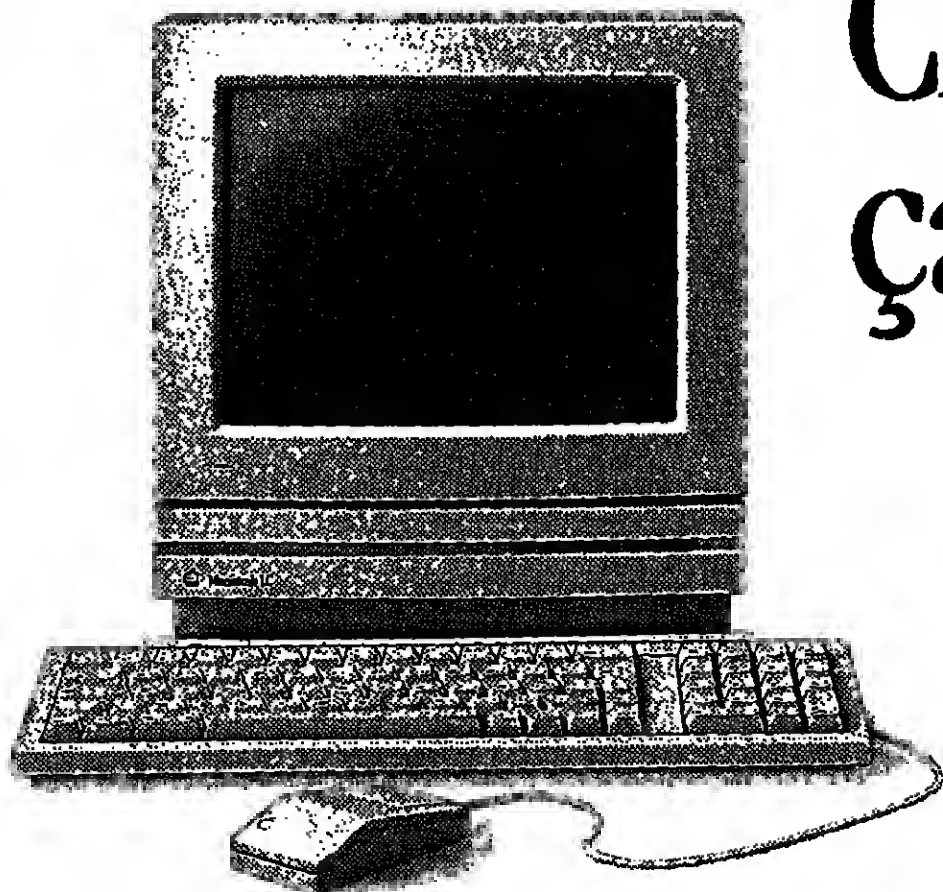
CHRISTINE LEGRAND

CULTURE GENERALE

Les bases de votre réussite

Une méthode claire et pratique. 20 cours pour mettre en ordre vos connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Documentation gratuite :

Institut Culturel Français
Soc 7142, 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois
Tel. : (1) 42.70.73.63



Chez IC, la fidélité ça compte: 5.000 F.

Qui dit mieux ? Pour le moment, personne. En plus, dès la fin du mois d'avril, IC vous proposera une carte Apple IIe pour Macintosh LC qui vous permettra de préserver vos investissements en logiciels Apple II. IC est le premier distributeur Apple en Europe. Le prix, la disponibilité et le sourire, c'est d'abord ce qui compte chez IC.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

A tous les pionniers d'Apple, IC offre une prime de fidélité de 5.000 F en reprise de leur matériel et pour l'achat d'un Macintosh LC.

Vous possédez un Apple II, IIPlus, EuroPlus, IIe, IIC, IIGS ou III. IC vous fait aujourd'hui une offre qui compte: pouvoir acheter par exemple une configuration Mac LC avec moniteur 12" couleur 11.841 francs au lieu de 16.841 francs.

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS • APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS • IC MARSEILLE 91 37 25 03 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE • IC TOULOUSE 61 25 62 32 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE • IC NANTES 40 47 08 62 3 ALLÉE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 41000 NANTES • IC LYON 78 62 38 38 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69005 LYON

LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE. RENSEIGNEZ-VOUS.

مكتبة الأمل

EUROPE

URSS

Aggravation du climat social

Le risque d'une extension du mécontentement social s'est accru ces derniers jours en URSS, alors que les mineurs ne donnent aucun signe de vouloir cesser leur mouvement de grève, entamé il y a plus de cinq semaines.

Le président de la République indépendantiste de Géorgie, M. Zviad Gamsakhourdia, a d'autre part averti lundi 8 avril le président Gorbatchev, que les travailleurs géorgiens étaient prêts à se mettre en grève générale si l'URSS ne retirait pas ses troupes de la région sécessionniste d'Ossétie du Sud.

Les hausses de prix continuent d'entretenir un climat social tendu, notamment en Sibirie. Malgré les concessions du gouvernement soviétique, les mineurs campent sur leurs positions et ont même appelé à une extension du mouvement jusqu'à la démission du président Gorbatchev, rapportait lundi la *Pravda*. A la date de dimanche, 184 des 600 mines soviétiques étaient paralysées et dans 11 autres mines au travail, le charbon extrait n'était pas livré. Plusieurs aciéries ont dû fermer par manque de combustible.

Plusieurs morts dans le Caucase. — Le chef adjoint des troupes du ministère soviétique de l'intérieur pour le Caucase et la Transcaucasie, le colonel Vladimir Blakhotine, a été tué lundi 8 avril par des inconnus à l'aide d'armes automatiques en sortant de chez lui à Rostov-sur-le-Don, dans le sud de la Russie, selon l'agence Interfax. Deux autres personnes, dont un officier du ministère de l'intérieur, ont été tuées dimanche dans l'ouest de l'Azerbaïdjan, d'après Tass, et la situation est très critique le long de la voie ferrée qui relie, à travers l'Arménie, l'Azerbaïdjan à la République autonome du Nakhitchevan. Enfin, Interfax a ajouté à ce bilan quatre morts dans des affrontements interethniques en Géorgie. — (AFP, Reuters.)

ALLEMAGNE : après la suppression des visas

Manifestations anti-polonaises à la frontière Oder-Neisse

BERLIN

de notre correspondant

La suppression des visas entre la Pologne et l'Allemagne a donné lieu, lundi 8 avril, à des incidents en deux points au moins de la frontière : à Francfort-sur-Oder et à Guben. Ils ont été provoqués par de petits groupes de jeunes Allemands de l'Est se réclamant de l'extrême droite. A Francfort, deux personnes ont été blessées dans la nuit de dimanche à lundi par des pierres lancées contre un autobus transportant des musiciens polonais qui revenaient d'un concert aux Pays-Bas.

Près de 50 000 Polonais, selon les chiffres donnés par la police des frontières, ont franchi lundi les divers postes frontaliers pour se rendre en Allemagne. Après minuit, les principaux points de passage ont connu quelques files d'attente du côté polonais mais la

situation s'est normalisée dans le courant de la journée. A Berlin, où les magasins spécialisés dans l'électronique grand public attendaient de pied ferme leurs clients, on ne signalait aucun afflux inhabituel. La « rumeur des touristes » polonais, annoncée par le Sénat de Berlin, qui avait parlé de 100 000 personnes, n'a pas eu lieu.

Le ministre allemand de l'intérieur, M. Wolfgang Schäuble, a condamné lundi les agressions anti-polonaises. Pourtant prévenues, les autorités n'avaient manifestement pas jugé nécessaire de prendre des mesures de sécurité particulières. Les policiers municipaux de l'Est sont très peu préparés à ce genre de situation. A Guben, le passage a été bloqué pendant une heure. A Francfort-sur-Oder, 200 à 300 jeunes gens ont réussi à semer la panique tout au long de la journée. « L'Allemagne aux Allemands ! », « Les

étrangers dehors ! », burlaient-ils. Plusieurs personnes ont été arrêtées mais l'impression laissée par ces affrontements est désastreuse.

A la mairie de Stubice, du côté polonais de la frontière, face à Francfort, la conseillère municipale chargée des relations avec l'Allemagne, M^{me} Lucina Leyco, n'a pas caché dans des interviews son émotion et son inquiétude. Pas plus que dans les autres villes, les autorités municipales de Francfort n'avaient jugé utile de se montrer prêtes à calmer les choses.

Présent dans toutes les villes de l'ancienne RDA, le radicalisme de droite est un phénomène encore limité, mais le sentiment anti-polonais et anti-immigré va bien au-delà. Trouvant un terrain propice dans la dégradation du climat social, il est largement répandu dans la population.

H. de B.

15 000 personnes ont répondu à l'appel d'IG Metall

La foule est moins nombreuse dans les rues de Leipzig

LEIPZIG

de notre envoyé spécial

Une semaine après l'assassinat de Detlev Rohwedder, président de la Treuhand, l'organisme public chargé de restructurer l'économie est-allemande, les syndicalistes d'IG Metall avaient maintenu lundi 8 avril leur manifestation hebdomadaire de Leipzig, pour protester contre la dégradation du climat social dans l'ex-RDA. La foule était cette fois nettement moins nombreuse que lors des précédents rassemblements. 15 000 personnes avaient répondu à l'appel du syndicat de la métallurgie, contre 50 000 il y a quinze jours.

Une minute de silence a été observée à la mémoire de M. Roh-

wedder, dont la politique de privatisation à la tête de la Treuhand était l'une des principales cibles des manifestations de mars. Déconcertés par son assassinat, les responsables locaux d'IG Metall avaient hésité à maintenir leur rassemblement. Ils ont dénoncé les tentatives d'amalgamation entre leurs efforts de mobilisation et l'action des terroristes.

Le responsable local du syndicat s'est prononcé pour des tables rondes sur les moyens de gérer la crise en Allemagne orientale. La ville, à Erfurt, le chancelier Kohl n'avait pas rejeté l'idée d'une coopération avec l'opposition lancée ces derniers temps par des responsables sociaux-démocrates.

H. de B.

YUGOSLAVIE : incidents à Zagreb

Le procès du ministre croate de la défense est ajourné « sine die »

Le procès du ministre de la défense de Croatie, M. Martin Spegej, et de sept autres personnes, accusés de « préparation de soulèvement armé » qui a commencé, lundi 8 avril à Zagreb, a été interrompu peu après l'ouverture de la séance par le président du tribunal militaire. Selon le colonel Zivko Masic, les manifestations qui se déroulaient devant le tribunal rendaient impossible la poursuite des débats. Le procès a été ajourné sine die.

BELGRADE

de notre correspondant

Une dizaine de milliers de manifestants étaient venus protester contre un procès qu'ils jugent « illégal ». La foule qui vitupérait l'armée brandissait des drapeaux croates et des slogans où l'on pouvait lire notamment : « Jugez Babic et Arsic », les deux leaders de la révolte des Serbes de Croatie qui ont proclamé la sécession et le rattachement de la province de Krajina à la Serbie. Pendant plusieurs heures, les manifestants ont harcelé à coups de pierres et de bouteilles le tribunal militaire. Le ministre fédéral de la défense a critiqué le comportement des forces de l'ordre locales qui n'ont pas pris les « mesures nécessaires » pour protéger le tribunal.

Mardi 26 février, le tribunal de Zagreb avait inculpé le ministre croate et sept autres personnes, soupçonnées d'avoir « organisé une rébellion armée sur le territoire de la République de Croatie, destinée à mettre en péril l'ordre et la sécurité de la Yougoslavie ». L'affaire avait éclaté fin janvier : les services de renseignements de l'armée yougoslave avaient rendu public un document filmé tendant à prouver que le ministre s'était chargé de l'importation de quelque vingt mille kalachnikov (notamment de Hongrie) afin d'équiper des unités paramilitaires croates.

Craignant une intervention militaire en Croatie, les huit accusés auraient préparé le meurtre d'officiers de l'armée fédérale. Les autorités croates aient les faits. Elles se sont opposées à l'arrestation des inculpés et ont fait voter par le Parlement de Zagreb une loi garantissant l'immunité des membres du gouvernement croate. M. Martin Spegej continue donc à exercer ses fonctions.

Le procès devait commencer malgré l'absence du ministre et de deux autres inculpés toujours en fuite. Selon la législation militaire, M. Spegej est passible de la prison à perpétuité. Lundi, le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, a estimé, lors d'une conférence de presse, qu'il s'agissait d'un procès monté selon des méthodes staliniennes.

FLORENCE HARTMANN

POLOGNE

Une commission extraordinaire du Parlement propose d'interdire totalement l'avortement

Une commission extraordinaire de la Diète polonaise (Chambre des députés), chargée d'examiner une proposition de loi contre l'avortement très controversée, a encore durci le texte original du Sénat en proposant, vendredi 5 avril, d'interdire totalement l'avortement. La nouvelle version du texte prévoit une peine de deux ans d'emprisonnement pour l'interruption volontaire de grossesse.

Aucune date n'a encore été fixée à l'examen par les députés des propositions de la commission. Ces initiatives législatives vont à l'encontre de l'opinion publique polonaise, selon les sondages, environ 60 % de la population polonaise est favorable à la liberté de l'avortement, en vigueur depuis 1956. — (AFP, Reuters.)

POINT DE VUE

Un intégrisme polonais ?

par Yvetta Roudy

Les droits les plus élémentaires des femmes en Pologne sont menacés. *Le Monde* l'a souligné qui tirait récemment en première page, à l'occasion de la publication d'un long article, « La revanche du clergé polonais ». Aujourd'hui, alors que Lech Walesa se rend en visite officielle à Paris, il nous faut faire état de notre préoccupation.

Les premières craintes sont apparues quand Solidarnosc proposa, en avril 1990, une motion « en défense de l'enfant non-né », afin de marquer son opposition à l'interruption volontaire de grossesse, autorisée depuis 1956. Depuis, le Sénat polonais a adopté, le 29 septembre dernier, une proposition de loi émanant d'un membre de Solidarnosc, laquelle pénalise de deux ans de prison ferme la médecin ou toute personne qui contribue à un avortement. La Diète, l'examinant à son tour, décide, le 24 janvier, de repousser pour quelque temps sa discussion, afin de laisser à une commission ad hoc le soin d'étudier la question et de procéder à une grande enquête auprès de l'opinion publique : 58 % des Polonais sont hostiles à toute révision de la législation en la matière.

Des signes inquiétants

Et pour cause ! Elles sont chaque année, du moins l'estime-t-on, entre quatre cent mille et six cents mille à demander un avortement dans un pays où l'information en matière de contraception est quasi inexistante et où l'approvisionnement en matériel contraceptif reste particulièrement irrégulier et faible. Au mois de février 1991, on ne trouvait plus de contraceptifs dans les pharmacies de Cracovie, 10 % à 15 % des Polonaises seulement ont recours à des moyens modernes de contraception.

Mais, quels que soient les besoins, il n'est pas sûr, au contraire, que la logique et le bon sens doivent l'emporter. C'est une véritable campagne qui est engagée, mettant les femmes polo-

naises au pied du mur, elles dont les défenseurs sont dénoncés comme « communistes », elles qui doivent dorénavant davantage compter sur elles-mêmes que sur Solidarnosc.

D'autres signes inquiétants nous parviennent : l'association polonaise de planning familial a vu ses subventions diminuer de moitié, une seconde proposition de loi interdisant pilules et stérilisations en préparation, le congé parental, autrefois accessible aux deux parents, ne l'est plus qu'aux femmes et n'entraîne plus l'automatisme du retour à l'emploi. L'Eglise polonaise a obtenu enfin l'introduction de cours d'instruction religieuse dans les classes — des lycées, il est vrai, facultatives, mais il n'est prévu aucun cours de remplacement à la même heure, — et une circulaire récente autorise la prière biquotidienne et la mise en place du crucifix à l'école, alors même que la Constitution polonaise prévoit la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

C'est bien un ordre moral, intégriste — comment l'appeler autrement ? — que l'on veut promouvoir, la montée en puissance des forces les plus traditionalistes du monde catholique. Certes, nul n'ignore le poids et le port prise par l'Eglise polonaise dans la lutte contre le totalitarisme et le joug communiste. Il reste qu'il serait paradoxal, affligeant et tragique, l'insiste sur ce mot, qu'une autre forme de domination lui succède.

L'élection de Lech Walesa à la présidence de la République constitue en soi un symbole, celui de la victoire des aspirations de tout un peuple sur l'arbitraire. Puisse ce grand mouvement de l'Histoire, mouvement dans lequel nous, avons mis tant d'espoir et trouvé tant de satisfactions, ne pas être inauguré en Pologne par des atteintes aux droits des femmes dont on sait bien à quel point elles illustrent et témoignent d'une conception réductrice des droits de l'homme eux-mêmes.

Yvetta Roudy est députée et maître (PS) de Lisieux, ancien ministre des droits de la femme.

GRÈCE : au pouvoir depuis un an

Les conservateurs de M. Mitsotakis n'ont pas sorti le pays de la crise économique et politique

Vainqueurs des élections du 8 avril 1990 avec près de 48 % des suffrages, les conservateurs sont loin d'avoir convaincu les Grecs, soumis à une dure cure d'austérité, de leur capacité à sortir le pays de la profonde crise économique et morale qu'il traverse. Après un an d'exercice du pouvoir, le gouvernement est divisé par de nombreuses querelles intestines. On ne parle plus à Athènes que d'un prochain remaniement pour rendre un nouveau souffle à un cabinet en perte de vitesse.

ATHÈNES

de notre correspondant

Désabusés du « socialisme à la grecque » qui a conduit le pays à l'impasse, les Grecs sont à présent moroses. Ils avaient accordé aux conservateurs une période de grâce. Ils se sont retrouvés condamnés à une austérité toujours plus dure sans espoir d'en sortir rapidement. Ils doivent désormais faire face à un avenir incertain et à la mise en place du grand marché européen, pour lequel le pays n'est absolument pas préparé.

Arrivés au pouvoir après une série de crises, les conservateurs de la Nouvelle Démocratie s'étaient fixés comme premier objectif d'assainir une vie politique entachée par les scandales des socialistes qui avaient gouverné sans partage de 1981 à 1989. Ils souhaitaient, dans un deuxième temps, redresser une

économie en faillite et améliorer l'image de la Grèce à l'étranger.

Depuis un mois, le procès du leader socialiste, M. Andreas Papandreu, et de plusieurs de ses anciens ministres devant des cours spéciales, divise la société. Un climat malsain s'est installé et nombreux sont ceux qui se demandent si ces actions en justice étaient vraiment indispensables. Le « grand procès », comme l'appellent les Grecs, dans lequel est jugé M. Papandreu pour son rôle dans le plus vaste scandale politico-financier de l'après-guerre provoqué par le banquier escroc Georges Koskotas, empoisonne la vie politique.

M. Papandreu, qui a condamné la « criminalisation » de la politique, a refusé de se présenter devant la cour, dont les procureurs sont deux députés conservateurs et un apparemment communiste. Les audiences sont retransmises chaque jour en direct à la télévision et cela doit encore durer plusieurs semaines.

Nouvelle aide de la CEE

L'action du gouvernement de M. Constantin Mitsotakis était surtout attendue dans le domaine économique. Les conservateurs ont certes rapidement pris des décisions nécessaires pour réduire les dépenses publiques. Ils ont notamment désigné l'augmentation des salaires sur la hausse des prix. Mais les mesures d'austérité ont provoqué de nombreuses grèves qui ont perturbé la vie du pays.

Après de difficiles négociations, le gouvernement a obtenu un prêt

de 2,2 milliards d'euros de la CEE. Ce prêt a été accordé par tranches et à condition que l'économie soit placée sous haute surveillance. De dures conditions ont été imposées, comme la réduction de 10 % du nombre des fonctionnaires, l'imposition de la diminution des déficits publics et de l'inflation (22,8 % en 1990). Jusqu'à présent, seule la lutte contre l'inflation progresse. Les privatisations n'ont pas avancé au rythme voulu. L'administration demeure un frein au développement.

Dans le domaine international, le rapprochement spectaculaire avec les Etats-Unis (notamment pour « contenir » la Turquie et tenter de sortir de l'impasse sur la question chypriote) n'a pas donné les résultats attendus. Ankara, en première ligne dans la guerre du Golfe, a d'ailleurs marqué de points qu'Athènes auprès des Etats-Unis et semble faire avancer l'affaire de Chypre dans ses sens.

Pour se justifier, les conservateurs ne cessent de répéter que l'héritage était particulièrement lourd. Le gouvernement, a assuré le premier ministre, M. Mitsotakis, est le seul capable de remettre le pays sur pied, face à une opposition socialiste et communiste en pleine crise et à la recherche d'un programme moderne. Ce gouvernement, qui, il y a un an, portait les espoirs des Grecs est devenu un « mal nécessaire », constatait avec amertume, à la veille de Pâques, l'influent journal libéral *Kathimerini*.

DIDIER KUNZ



L'ALLUMETTE.

Mode d'emploi : installez-vous en face du volant, attachez-vous bien, prenez la clé, allumez la Mignonne.

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Le projet de loi sur l'administration territoriale n'a été adopté qu'à une voix de majorité

Pédagogie

par Pierre Servant

EN bon pédagogue, si le gouvernement avait voulu présenter différents cas d'école pour expliquer ce qui se passe à l'Assemblée nationale depuis juin 1988, il ne s'y serait pas pris autrement. En l'espace de quelques semaines, le premier ministre a fait approuver trois textes importants (réforme de la dotation globale de fonctionnement, statut de la Corse, administration territoriale), sans avoir jamais recouru à la même majorité.

Pour la solidarité entre villes pauvres et riches (DGF), il est parvenu à obtenir l'abstention d'une large partie de l'opposition, RPR excepté. Le premier ministre avait alors bénéficié d'un double avantage : politique, car un projet de solidarité est toujours difficilement condamnable ; technique, parce que l'UDF et l'UDC n'étaient pas mécontents, à cette occasion, d'isoler un RPR « bunkérisé » sur Paris et l'Île-de-France.

Sur le statut de la Corse, ce sont les abstentions communistes qui ont contrebalancé l'hostilité des groupes de droite et du centre. Il a été sauvé au prix de quelques concessions à M. Lajoinie et ses amis (mesures économiques et fiscales). Enfin, sur l'administration territoriale de la République, confronté au pire des cas de figure – l'opposition conjuguée du RPR, de l'UDF, de l'UDC et du groupe communiste – le gouvernement est passé de justesse, d'une voix.

Paradoxalement, c'est sur ce dernier texte, alors que la discussion du projet du ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, a donné lieu à un remarquable travail parlementaire, tout d'abord au sein d'une commission spéciale, puis dans l'hémicycle – où le gouvernement a accepté parfois de réécouter certains articles-clés pour tenir compte des suggestions de tous les groupes (PCF excepté) – que le gouvernement a rencontré le plus de difficultés. Certains centristes ne cachent pas qu'après les deux premiers succès du gouvernement sur le DGF et la Corse, les « enclaves » pour ce troisième texte important seraient élevées. D'où le décalage entre le vote négatif final de toute l'opposition et l'atmosphère de compréhension, de concertation et même, à certains moments, de complicité entre les élus de droite, du centre, le gouvernement et la majorité, qui se prévalait d'une bonne partie des débats. La politique a repris ses droits, illustration de l'érosion de la marge de manœuvre du premier ministre. Quant à l'examen du projet de loi de réforme hospitalière, qui commence mercredi 10 avril, il pourrait bien compléter ce tableau pédagogique en débouchant sur l'utilisation par le gouvernement d'un 49-3 salvateur.

donc en place pour qu'à la différence de ce qui s'était passé pour la réforme de la dotation globale de fonctionnement, les trois groupes RPR, UDF et UDC conservent jusqu'au bout une attitude commune contre le projet de loi.

« Intrinsèquement pervers »

« Deux de nos demandes n'ont pas reçu de réponse », a souligné M. Dominique Perben (RPR, Saône-et-Loire). « Vous levez au milieu du gué, nous vous répondons par un « non mais », nous vous renvoyons en deuxième lecture », a ajouté M. Rossinot, tandis que M. Yves Fréville (UDC, Île-et-Vilaine) regrettait que l'on ait passé « à côté d'une grande chance ».

Tout au long du débat, le groupe communiste n'a pas cessé d'affirmer son hostilité de principe à un texte, « intrinsèquement pervers », qui, selon lui, porte atteinte à l'autonomie des collectivités locales. Lors des explications de vote, M. Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine) a seulement concédé qu'il y avait « quelques avancées » dans le titre II, relatif à la démocratie locale. Le ministre de l'Intérieur a noté que le gouvernement avait accepté plus de cent cinquante amendements depuis le début de la discussion du projet, le 25 mars dernier. Mais avec une majorité aussi fragile, en première lecture à l'Assemblée nationale, il restait encore beaucoup de chemin à parcourir avant une adoption définitive du texte par le Parlement.

JEAN-LOUIS SAUX

« Selon le secrétaire général de l'enseignement catholique, « il n'est pas impossible que ce soit le gouvernement qui rallume la guerre scolaire ». Le Père Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique, a affirmé lundi 8 avril, qu'il n'est pas impossible que ce soit le gouvernement qui rallume la guerre scolaire ». Le Père Max Cloupet faisait allusion à la tentative avortée de modification de la loi Falloux de 1850, qui limite à 10 % la participation des collectivités locales aux investissements des établissements d'enseignement privé. Le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, a rejeté lundi une proposition des députés centristes qui souhaitaient qu'à l'occasion de l'examen du projet de loi sur l'administration territoriale, le gouvernement autorise l'augmentation de cette participation à 35 %.

point des futurs schémas départementaux de la coopération intercommunale et une avancée de la décentralisation en matière de formation professionnelle – pour voter le texte. C'était même « une condition incontournable », selon M. Beaumont. Le ministre de l'Intérieur repoussa la proposition, en indiquant simplement qu'en liaison avec son collègue de l'Éducation nationale, il préparait une circulaire « pour mieux cadrer le dispositif » de la participation des collectivités locales aux dépenses d'équipement des établissements d'enseignement privé, « au regard de la jurisprudence relativement restrictive du Conseil d'État ».

L'amendement sur un plus large transfert de compétences en matière de formation professionnelle, présenté par M. Rossinot, fut purement repoussé. M. Marchand affirma qu'au préalable il souhaitait voir une mission faire le bilan de la décentralisation et élaborer des propositions. Tout était

L'analyse du scrutin

Voici le détail du scrutin sur le projet d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République. Sur 576 votants et 573 suffrages exprimés :

– 287 députés ont voté pour : 275 socialistes (leur 275) ; 1 UDC ; M. Edmond Gerrat ; 1 non inscrit (leur 20) ; MM. Jean Cherbonnel, Jean-Marie Daillet, Serge Franchis, Alexandre Léontieff, Jean-Pierre de Peretti della Rocca, Alexis Pote, Christian Spiller, Bernard Tapie, André Thien Ah Koon, Emile Vernaudon, Aloyse Warhouver.

– 286 députés ont voté contre : 127 RPR (sur 127) ; 90 UDF (sur 90) ; 38 UDC (sur 39) ; 26 PC (sur 26) ; 5 non inscrits (sur 20) ; MM. Elie Hoarau, Jacques Housin, Augustin Legros, Jean Royer, M^{me} Marie-France Sirbois.

– 3 députés se sont abstenus : 3 non inscrits (sur 20) ; MM. Jean-Michel Dubernard, Michel Noir, Maurice Sargheer.

– 1 député n'a pas pris part au vote : M. Léon Bertrand (non inscrit).

avait oublié de tourner l'une de ces clés.

La tension est montée encore un peu lorsque M^{me} Bernadette Isaac-Sibille (UDC, Rhône) a été légèrement bousculée par deux députés socialistes qui contestaient son interprétation d'une consigne de vote notée sur un papier. Ce fut l'explosion lorsque le président de séance, M. André Billardon, déclara le résultat. « C'est un vote truqué », tonna M. André Rossinot (UDF, Meurthe-et-Moselle) pour empêcher le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, de s'exprimer une dernière fois devant l'Assemblée.

Double revirement

Auparavant, la journée du lundi 8 avril s'était déroulée calmement : les principaux articles (49 et 50), consacrés aux nouvelles formes de coopération intercommunale, avaient déjà été adoptés la semaine passée, et il ne restait plus qu'à venir à bout, patiemment, des soixante-sept articles du projet de loi et des quelques sept, cent cinquante amendements déposés par les députés.

A propos d'une disposition excluant la création de communautés de villes et de communes au sein de la région Île-de-France, chacun avait convenu de bonne grâce qu'il avait changé d'avis. M. Marchand avait expliqué qu'à la demande de nombreux élus de la région, il était prêt à appliquer le droit commun à l'Île-de-France, tandis qu'en présentant un amendement d'un député UDF allié dans ce sens, M. Rossinot confessait qu'en fait il n'y était pas favorable. Ce double revirement, qui aboutit finalement au maintien du texte initial, divisa l'Assemblée. Dans la confusion qu'entraîne parfois la procédure du scrutin public, on s'amusa encore, à l'occasion d'un vote, de voir le groupe communiste se prononcer favorablement, à l'exception de deux « dissidents », MM. André Lajoinie et Georges Marchais. Ce n'était en fait qu'un problème de clés tournées dans le mauvais sens.

La question de l'aide au financement des investissements des établissements d'enseignement privé par les collectivités locales, soulevée par M. René Beaumont (UDF, Saône-et-Loire), n'est pas d'actualité parvenue à alourdir le climat. C'était l'une des trois conditions posées par l'opposition – avec le rôle du préfet dans la mise au

quelques minutes encore avant le scrutin, le rapporteur de la commission spéciale, M. Christian Pierret (PS, Vosges), était optimiste. Il estimait, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, que le sort du projet de loi d'orientation sur l'administration territoriale de la République pouvait se jouer à « deux ou trois voix près ». Un peu plus tard encore dans la nuit, un conseiller du premier ministre faisait un signe de la main pour indiquer discrètement que l'écart pourrait bien se réduire à deux voix.

Aussi, au moment décisif, à droite comme à gauche, les députés présents dans l'hémicycle se sont livrés avec beaucoup d'attention, pour la deuxième fois de la journée, à l'exercice, toujours un peu cocasse, qui consiste à débattre dans les travées pour tourner en série les clés sur les pupitres de leurs collègues absents. Un député socialiste a eu ainsi une frayeur rétrospective en s'apercevant, peu avant la clôture du scrutin, qu'il

Les principales modifications

Le projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République a été largement amendé par les députés. La commission départementale de la coopération intercommunale (composée d'élus) est toujours présidée par un préfet, mais ce dernier est « encadré », comme le souhaitait l'opposition, par deux assesseurs et un rapporteur général, élus parmi les maires.

Ces commissions seront ainsi composées : 60 % de maires, adjoints ou maires ou conseillers municipaux, 20 % de représentants d'établissements publics de coopération intercommunale, 15 % de conseillers généraux, 5 % de conseillers régionaux issus du département. Quant aux conditions d'acceptation par les communes du projet d'intercommunalité, le principe de l'accord tacite a été remplacé par celui d'un avis explicite. Pour les communes de communes, ce sont les communes qui définiront « librement » le périmètre de coopération. Toutefois, une commune peut ne pas participer à la coopération présentée dans le schéma départemental si elle

propose de participer à un autre établissement public de coopération dont le territoire est contigu au sien. Pour les communautés de villes, le seuil de constitution a été abaissé à vingt mille (au lieu de trente mille).

En revanche, les députés sont revenus au texte initial du gouvernement en fixant à cent mille habitants, le seuil à partir duquel la communauté de villes est créée par arrêté du préfet (qui fixe le périmètre de coopération), sauf si un tiers au moins des conseils municipaux des communes concernées (représentant plus du tiers de la population totale), ou une commune représentant plus de la moitié de la population totale ont donné un avis défavorable.

Pour la consultation des populations, par « référendum », à l'échelle de la commune, les députés ont adopté des amendements limitatifs. L'initiative de ces consultations est strictement réglementée : elle est interdite dans plusieurs cas (notamment pendant les campagnes électorales).

Député du Pas-de-Calais

M. Wacheux quitte le PS

M. Marcel Wacheux, député du Pas-de-Calais, a annoncé, lundi 8 avril, sa démission du Parti socialiste, en précisant qu'il décidera dans les jours prochains s'il siégera à l'Assemblée nationale comme apparenté PS ou parmi les non inscrits. « Dans le Pas-de-Calais, être socialiste, c'est ne plus être socialiste », estime M. Wacheux, qui dénonce l'attitude du courant fabiusien, dominant, dans cette fédération.

Accusant les partisans de M. Fabius d'agir comme un « véritable rouleau compresseur au détriment des autres courants », M. Wacheux, adjoint au maire de Bruy-le-Château et président de l'Association des communes minières du Nord et du Pas-de-Calais, estime avoir été « évincé » de la présidence de la SACOMI, société d'économie mixte pour l'aménagement des communes minières, à la suite de « pressions » des fabusiens du Pas-de-Calais. L'un de ceux-ci, M. Jean-Pierre Kuchida, maire de Liévin, a été désigné à ce poste.

La préparation des élections de 1992

Les socialistes du Nord souhaitent que M. Delebarre devienne, dans un an, président du conseil régional

LILLE

de notre correspondant

Les tiraillements continuent entre la fédération socialiste du Nord, dirigée par les proches de M. Pierre Mauroy, et celle du Pas-de-Calais, contrôlée par les amis de M. Laurent Fabius, et toujours à cause de la présidence du conseil régional. Les dirigeants du Pas-de-Calais ont imposé qu'elle soit encore aujourd'hui détenue par un des leurs, M. Noël Joseph, député PS, alors que le maire de Lille avait promis, en 1986, à M. Michel Delebarre qu'elle lui reviendrait en cours de mandat.

Cette fois-ci, la fédération du Nord a voulu très vite plaquer le décor. Sa commission exécutive a déjà annoncé que la liste du PS dans le département, pour les élections régionales de mars prochain, serait conduite par le ministre de

la ville. Et pour que les choses soient claires, elle a indiqué, dans un communiqué : « En plein accord entre les deux fédérations, l'ensemble des socialistes du Nord et du Pas-de-Calais engage cette année le débat électoral avec le ferme espoir de voir Michel Delebarre présider aux destinées de notre région en 1992 ».

M. Beroard Roman, premier secrétaire de la fédération du Nord, a tenu à confirmer, jeudi 4 avril, lors de la convention fédérale préparatoire à la convention nationale, que c'était « avec l'accord plein et entier de Daniel Percheron », le premier secrétaire fédéral du Pas-de-Calais, que cette décision avait été prise.

Dans l'autre département, on se montre moins pressé : M. Percheron s'agace un peu d'une « tonalité qui sonnerait la fédération du Pas-de-Calais de se prononcer pour ou

contre, alors, souligne-t-il, qu'elle n'a pas encore entamé de procédure pour le mode de scrutin ». « Nous ne nous sommes prononcés, a-t-il déclaré, ni sur ceux qui mèneront le combat ni sur les conséquences d'une victoire que nous souhaitons ».

M. Percheron a reconnu, toutefois, avoir indiqué au secrétaire de la fédération du Nord qu'il lui semblait tout à fait normal d'envisager, en cas de victoire – si les électeurs le permettent – une alternance à la présidence de la région. Mais il a estimé qu'il est « presque indécent » que l'on se partage avant l'heure les « défilés d'une opposition » dont il considère qu'elle sera dangereuse.

JEAN-RENÉ LORE

EN BREF

« M. François Timmermans est nommé secrétaire général adjoint du Front national », a rendu public, lundi 8 avril, la communication de M. Franck Timmermans au poste de secrétaire général adjoint, à laquelle le bureau politique du parti d'extrême droite avait procédé le 2 avril, sur proposition de M. Carl Lang, secrétaire général. M. Timmermans, trente-cinq ans, est conseiller municipal de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), membre du comité central et secrétaire national à l'encadrement du Front national. Il est adhérent de ce parti depuis 1972, année de sa création.

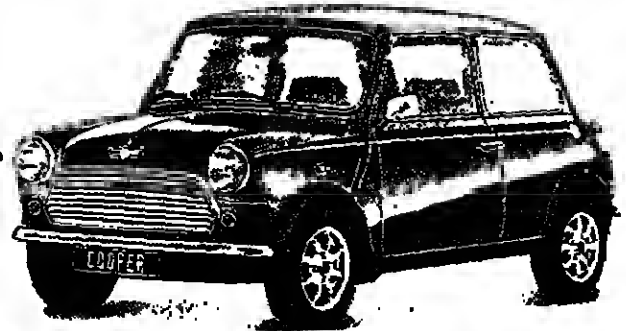
« Condamnation de deux élus du Front national des Hauts-de-Seine. Deux conseillers municipaux des Hauts-de-Seine, membres du Front national, M. Jean-Yves Le Gallou (Colombes), membre du bureau politique, président du groupe d'extrême droite du conseil régional d'Île-de-France, et M. Joseph Jouan (Gennevilliers), ont été condamnés, jeudi 4 avril, respectivement à 6 000 F et 3 000 F de

dommages et intérêts par la quinzième chambre correctionnelle du tribunal de Nanterre pour diffamation et incitation à la discrimination religieuse.

« M^{me} Commerçat (PS) obéissante son dernier mandat électif. – M^{me} Nelly Commerçat, ancien député socialiste (1981-1986) et qui fut conseiller général de la Creuse, a abandonné, pour raisons de santé, son dernier mandat électif, celui de maire de Bonnat, qu'elle détenait depuis 1973. » (Corresp.)

« Rectificatif : dans le compte rendu du livre L'opère Mitterrand d'Eric Dupin, dont traitait la dernière chronique Livres politiques (de Monde daté 7-8 avril), une erreur de transcription a déformé une citation de l'auteur. Il fallait lire : «...Le même méronisme institutionnel, sorte de monarchie élective (et non machine) ou progressive, viendrait le parti de sa substance. »

er et vroum... Et surtout ne laissez pas la clé entre n'importe quelles mains. LA POUDRE.



Mini Cooper, chez votre concessionnaire Rover. Tél.: 05 102 102.

سكنى الامم

50. من الاحل

POLITIQUE

Deux grandes villes en crise

A Lyon, l'affaire Sarroca devient l'affaire Noir

L'inculpation du chef de cabinet du maire transforme une querelle de famille en révélateur des méthodes contestables d'un « champion de la morale »

LYON

de notre envoyé spécial

Lyon a mal à la tête. Au début, les Lyonnais ont pensé qu'avait le cambrage rocambolesque de la permanence de « Monsieur gendre », M. Pierre Botton, mari d'une des filles de M. Michel Noir (1), « Guignol » débarquant dans le petit théâtre de la politique, ou qu'on leur jouait le même épisode d'une série inspirée de Dallas. Mais quand, le 28 mars, ont été connus l'inculpation et la démission du chef de cabinet du maire, M. Bernard Sarroca, ils se sont dit que cette histoire prenait, décidément, une drôle de tournure.

Chaque jour qui passe accentue le trouble. En ville, rumeurs et interrogations vont bon train. On voudrait savoir. On voudrait en finir au plus tôt avec ce genre d'histoire, que l'on préférerait laisser à d'autres cités, moins sourcilieuses sur leurs mœurs. Aux abords des kiosques, les journaux placardent leurs gros titres : « Noir - Botton : les dessous de l'affaire ». Les passants voudraient ne pas voir. Les patrons voudraient pouvoir se déplacer sans que des esprits moqueurs ne leur lancent l'inévitable adresse : « Ah! Vous venez de Lyon! » « Clochemenlesque », résume l'un d'entre eux. On jase dans les « bouchons », et, pudiquement, les milieux bien informés discutent des « événements ». Certains élus de droite de la ville n'écourent plus, secrètement, la démission de leur maire.

Samedi 6 avril, M. Noir inaugurerait la Foire annuelle de Lyon : lui devant, et tous ses « amis » derrière, devant allègrement sous cape de ses malheurs. « Je me marre, je me marre », aurait dit, un brin vengeur, son prédécesseur, M. Francisque Collobert. Le même jour, M. Paul Marchetti, le président de la C.C.C., refusait de remettre le maire, ne dédaignant pas « participer au nouveau Dallas lyonnais ». Atmosphère... A Paris, aucune réaction officielle n'est enregistrée, ce qui ne veut pas dire qu'on ne glose point. Déclarant n'être surpris « qu'à moitié », M. Raymond Barre a confié qu'il trouve tout cela « lamentable ». M. Jacques Chirac préfère la parabole. « Noir », racontait-il récemment, c'est un « Concorde avec le moteur d'une 2 CV. Tant qu'il plane, ça va, mais gare à l'atterrissage! »

On parle en ville, on glose à Paris, mais on se tait à la mairie. L'hôtel de ville s'est refermé comme un donjon, n'accueillant les journalistes qu'avec parcimonie. Ce silence tranche singulièrement avec le brulaha extérieur. La semaine dernière, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, M. Noir affirmait encore à ses amis qu'il « couvrait personnellement et complètement » son chef de cabinet, prévoyant - comme on voudra d'un bel entêtement ou d'un bel aveuglement. Car rares sont, à Lyon, ceux qui imaginent que M. Sar-

roca ait pu agir à l'insu de son patron. Délaquant peu, confinant les maux des arrondissements dans l'inauguration des chrysanthèmes, M. Noir travaille, à la tête de la ville et de la Courly, avec une équipe extrêmement restreinte, dont son chef de cabinet était l'un des pivots fixes et essentiels. M. Sarroca était non seulement le bras, mais aussi l'oreille de M. Noir, ce qui a contrario peut expliquer l'état d'épandement dans lequel semble plongée, aujourd'hui, cette petite équipe municipale.

Écoutes et filatures

A ce stade de l'enquête, les charges contre M. Sarroca et ses quatre complices, selon la police de Lyon, « paraissent suffisamment importantes » pour que le juge d'instruction puisse ordonner le renvoi de l'affaire devant le tribunal correctionnel. M. Sarroca avait l'habitude de tout enregistrer et de tout consigner. Un seul de ses nombreux carnets a pu être retrouvé. L'évocation prématurée de cette affaire dans la presse ayant rendu inutile une perquisition de la police dans le bureau du chef de cabinet à l'hôtel de ville... Cette enquête devrait révéler qu'à partir de la mairie M. Sarroca pouvait disposer d'un véritable réseau de filatures et d'écoutes sur la ville. Ainsi, durant les deux mois précédant les élections législatives partielles de fin janvier, M. Sarroca n'aurait rien ignoré des faits et gestes de M. Botton, de son épouse Anne-Valérie, ainsi que du président du groupe Botton à Lyon, M. Marc Buthier.

L'enquête peut-elle remonter plus haut? C'est, évidemment, la question que tous les Lyonnais se posent. Affluant d'élargir l'enquête, M. Botton et son collaborateur seraient prêts à se constituer partie civile contre X... Sur le terrain politique, les langues commencent, petit à petit, à se délier. « Personne ne comprendrait que les investigations s'arrêtent aux « seconds couteaux », postales le responsable lyonnais du Front national, M. Bruno Gollnisch, dont l'avis, pour une fois, semble partagé.

Président du groupe socialiste du conseil régional Rhône-Alpes, M. André Vianès explique : « Évidemment, un maire assume l'entière responsabilité politique et morale du chef de son cabinet, de sa composition, de son fonctionnement, de la vigilance sur son action ». « M. Noir, confie de son côté M. Alain Mériaux (RPR), est pris sur le terrain de la morale, où il prétendait nous donner des leçons. Son système peut maintenant s'écrouler comme celui de curies ». Ancien premier adjoint de M. Collobert et toujours conseiller municipal, M. André Soulier (UDF) demande la convocation urgente du conseil municipal, pour

entendre les explications de son premier magistrat. M. Noir fait le gros dos. Son image auprès des industriels locaux, qui, il est vrai, n'ont jamais eu pour lui les yeux de Chimène, est probablement écornée. Ils trouvent son « ex-kyste maire que les Lyonnais ont donné à la France », « Les Lyonnais », explique-t-on à la chambre de commerce, ont besoin d'un maire qui sache occuper ses limites, pas d'un candidat à la présidence de la République. Au plan de sa gestion, M. Noir a, de surcroît, on ne moment, quelques dossiers difficiles : le financement périlleux d'un tunnel de contournement de la ville commandé au groupe Bouygues, l'annulation par le

A Bordeaux, le déclin d'un bâtisseur

Jacques Chaban-Delmas, ses ponts, ses tours d'acier, son vélodrome, ses Girondins et sa « sortie » par le métro

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Rosissante, la présidente a hésité un instant puis elle s'est lancée : « Monsieur le maire, compte tenu des circonstances, je tiens à vous dire qu'il n'y a pas de problème. Touché, M. Jacques Chaban-Delmas, qui honorait de sa présence, vendredi 5 avril, l'assemblée générale d'une association de loisirs pour les personnes âgées, a convenu que les temps étaient bien « difficiles ». Dans cette salle de l'Athénée municipal, qui devait lui rappeler les joutes de ses débuts politiques, il a évoqué les critiques que lui avaient valu les

les avocats réunis en congrès à Bordeaux. M. Chaban-Delmas s'était laissé aller à détailler « le régime de fer » qu'il s'impose depuis qu'il a arrêté le rugby, à soixante-deux ans, en si bonne santé.

De ce style, les Bordelais semblent aujourd'hui se lasser, et le cercle des fidèles s'amenuise. « Dans l'entourage de Chaban, on trouve ceux qui méritent d'être de lui succéder et ceux qui sont obligés de donner des gages à ces prétendants », assure un responsable socialiste qui s'avoue pourtant « aficionado » du maire.

de 1976, le maire avait modelé, avec plus ou moins de bonheur, de nouveaux quartiers.

Pourtant, circonspéct, les Bordelais ont ainsi vu surgir, dans leur ville, ocre et plâtre, les tours d'acier et de béton de la cité de Méridadeck, coincées entre l'hôtel de ville, le palais Rohan et le cimetière de la Chartruse. Aux limites de la ville, l'ensemble de Bordeaux-Lac a poussé sur d'anciens marais, dans la verdure, autour du centre des expositions. C'est d'ailleurs là qu'a été édifié, après la modernisation du stade de football, un vélodrome superbe, une « fête chabanesque pour les quinze pédaleurs qui existent en ville », dont la nécessité, pour beaucoup, reste à établir.

Il est maintenant question de construire de nouveaux ponts, dont un au cœur de la ville, à la hauteur de la place des Quinconces, le « Champ-de-Mars » bordelais que domine la colonne dédiée aux déportés girondins victimes de la Terreur. On repartie aussi de l'aménagement du quartier de la Bastide, sur la rive droite de la Garonne, bastion socialiste traditionnellement ignoré de la ville. Mais cette floraison de projets ne convainc guère les responsables économiques. « L'incantation a fait long feu. La ville, en marge des circuits d'échanges européens et internationaux, a besoin d'énergie ».

C'est au dossier du métro, accessoire à ses yeux, indispensable pour l'européisme qu'est Bordeaux, que M. Chaban-Delmas consacre toute son énergie, comme pour mieux oublier les affaires de l'affaire des Girondins. « Autrefois, il aurait tranquillement fait passer son dossier, là, ça palme », observe « l'aficionado ». Ce métro, qui ignorera dans un premier temps le campus universitaire enclavé sur la commune voisine de Talence et le quartier de Bordeaux-Lac (mais qui ira rive droite, nécessité politique oblige), ne fait pas l'unanimité. Le jugement de certains industriels est sans appel. « Il y a sans doute des investissements plus sérieux que le métro. Chaban n'a plus l'étoffe. A Paris, il ne passe plus rien. On a envie de repartir une fois pour toutes, que ce soit avec la droite ou avec les socialistes ».

M. Chaban-Delmas professe un mépris souverain à l'égard des Cassandre qui annoncent, depuis près de vingt ans, il est vrai, la fin des réseaux qui lui assurent depuis quarante-quatre ans la maîtrise de Bordeaux. La ville recule son souffle et les écoute craquer. Mais ce huis clos, loin des émissaires parisiens, risque de durer. « Si seulement il était parti en 1989, couvert de gloire, repartir « l'aficionado ». Maintenant il est obligé d'aller jusqu'au bout, et en plus il risque de rater sa sortie ».

GILLES PARIS



tribunal administratif de Lyon du SDAU de la communauté urbaine.

Certains assurent que M. Noir « trouvera son salut d'en haut », parce que l'Elysée aurait tout intérêt à ménager ce « présidentiable » de droite, qui peut diviser son propre camp. D'autres expliquent qu'ayant quitté le RPR depuis décembre, le maire de Lyon est fâché avec « la découverte » et que le pouvoir pourrait trouver avec M. Noir l'union à l'affaire de M. Jean-Michel Boucheron, l'ancien maire d'Angoulême.

DANIEL CARTON

(1) Sous le titre « J'ai cherché mon mari », M. Botton accorde au magazine Elle l'édition 15 avril un entretien sur les relations conflictuelles entre son épouse et son père. Interrogé sur ses opinions politiques personnelles, elle affirme : « Je voulais que l'opposition revienne au pouvoir, de ceux qui, petit à petit, ont dû se défaire de leur peur de reprendre le pouvoir du Front national ».

« chantiers » dont il avait couvert Bordeaux, après sa conquête de la ville, en 1941. « Certains m'appelaient Jacques l'éventreur, c'était charmant! La sorte de folie douce d'aujourd'hui, à base de rumeurs plus inventées les uns que les autres, ne m'attent pas, surtout quand on est un type qui n'est pas un arrier... »

M. Chaban-Delmas est épatant. Depuis toujours, il use, à l'intention de ses interlocuteurs d'un répertoire éprouvé, mais réduit, de répliques qu'il sert en toutes circonstances. Le matin même, devant les ciseaux destinés aux artistes amateurs du journal Sud-Ouest qui exposaient à deux pas de la mairie, il n'avait pu s'empêcher d'agrémenter son compliment d'un petit couplet sur la « nouvelle société » dont il s'était fait le héros malheureux lors de son séjour, de 1969 à 1972, sous la présidence de Georges Pompidou, à Matignon. L'après-midi, dans les salons de l'hôtel de ville, recevant

Précision sur un « curriculum »

LYON

de notre bureau régional

Une « licence en droit » inexistante, un titre de « directeur de cabinet » usurpé, une « mise à la disposition du cabinet de M. Raymond Barre » mensongère : en décodant le curriculum vitae de M. Bernard Sarroca (le Monde du 30 mars), une autre question se posait quant aux fonctions de « conseiller du président-directeur général, du groupe OCE, puis secrétaire général », mentionnées, pour la période 1981 à 1983, dans le document diffusé par la mairie de Lyon au moment de l'installation du cabinet.

La réponse ne s'est guère fait attendre. Le groupe néerlandais OCE, leader européen de la reprographie, nous a fait savoir, par un récent courrier, que M. Sarroca n'avait jamais été salarié de sa filiale OCE-France SA. En fait, le chef de cabinet démissionnaire a été, au début des années 80, employé par une PME lyonnaise dénommée Omnium de constructions électriques-OCE, qui a été contrainte, en 1983, de changer de dénomination pour prancher le nom de « Holding Hennequin ». Son président-directeur général, M. Jean-Pierre Hennequin, nous a indiqué qu'il n'avait « rien à reprocher » à M. Sarroca, mais que les titres de « conseiller du président-directeur général » et de « secrétaire général » ne correspondent pas à la réalité.

R. B.

Rive Gauche, quand 1000 des plus beaux tapis d'Orient sont à - 50 %, il ne s'agit pas d'un conte.



EXCEPTIONNEL dans nos entrepôts

115, rue du Bac Paris 7^{ème}

-50%

sur 1000 des plus beaux tapis d'Orient les 11, 12, 13 et 15 avril.

métro Sèvres-Babylone Tél: 45.49.21.22 sur les prix étiquettes à partir de 12h30



Le temps des justiciers

par Edwy Plenel

F. P.

Comment en effet justifier la cohérence procédurale d'une instruction qui, via un appel téléphonique anonyme, passe d'un demandeur du travail sans aucun rapport avec le parti socialiste à l'audition d'un médicament manœuvre qui se contente de répéter des généralités, lues ici et là, sur le financement du PS? Comment expliquer ce saut démesuré qui conduit ensuite le juge à entendre un journaliste proche de l'extrême droite au tenace pourfendeur des taudéas de gauche, M. Jean, M. Taldio, uniquement parce qu'il

Brendissent le menace de sanctions disciplinaires, le gouvernement est évidemment tenté d's'engouffrer dans la brèche qui lui est ainsi été offerte. Il ferait sens doute mieux de s'interroger sur les causes de ce dérapage. D'accélération de la croissance de la Co-

Car cette affaire pose à nouveau la question de l'émargement de l'instruction dans le système français de la place et de la responsabilité de cas « petits juges » en permanence confrontés au risque d'un mélange des genres, entre investigation policière et mécanique inquisitoriale. Par un affreux pervers d'une mécanique rouillée et discréditée, l'instruction en vient à s'abolir la justice, alors qu'il faut baliser la justice, alors qu'il n'est que l'entichement du procès le seul moment où, véritablement, la justice est rendue. Le seul où les juges doivent juger.

ALAIN MACHEFER

M. R.

En Europe et à la frontière de l'Asie,
le plus fabuleux musée à ciel ouvert
vous attendent. C'est la Turquie elle-
même, riche de 9000 ans de souvenirs.
Ses mosquées et ses églises, côte à côte
dressées vers le ciel, vous attendent.
Son soleil et sa mer, mariés depuis la
nuit des temps, tour à tour rougeoyants
ou azalureux, méditerranéen au plus
profond de son cœur, vous attend.
Et si vous n'avez qu'un mot, un seul,
à retenir de la Turquie, celui que vous
entendrez chaque jour, chaque matin,
à chaque rencontre, un mot de
bienvenue et d'amitié, comme une
invite à la douceur de vivre, ce serait
le mot "Merhaba", salut.

**BUREAU
DE TOURISME
& D'INFORMATION
DE TURQUIE**
102, Champs-Élysées
75008 Paris
Tél. : 45.62.78.68
& 45.62.79.84
Minitel :
3615 TURQUIE

* Du 19 Mars au 30 Juin, Voir A.P. Circulaire 8 (1968) en l'ann. 100.

Taxes of 1958, the State of New York

nacha tours

LAISSE DE VOYAGE

O Saisie d'« Ecstasy » par les policiers à Paris. Une saisie de mille cinq cents pilules d'« ecstasy », cette drogue de synthèse devenue des amphétamines, aux effets aporodisiatiques supposés, a été réalisée eo région parisienne par les policiers qui ont interpellé quatre suspects. Les tentatives d'approvisionnement « la clientèle huppée » par le biais des boîtes de « marijuasines » depuis deux ans, selon les policiers. Ils ont été inculpés pour infraction à la législation sur les stupéfiants, et écroués à la M. Jean Zamponi, juge d'instruction à Paris. L'impératrice Simonne, est soupçonnée d'avoir effectué des voyages hebdomadaires à Amsterdam afin de revendre entre 120 F et 150 F chaque « pilule d'amour », réalisant un bénéfice d'environ 70 F.

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Selon un projet de décret

Un vote indicatif précéderait la nomination des chefs de département hospitalier

La réforme hospitalière doit être discutée à l'Assemblée nationale à partir du mercredi 10 avril. Mais déjà un projet de décret d'application, remis aux députés, agit les esprits. Il prévoit que les médecins d'un département auront à voter en vue de proposer le nom d'un des leurs comme chef de département au conseil d'administration de l'hôpital.

Qui doit nommer les médecins chefs de service ou de département hospitalier ? Dans le projet de réforme hospitalière, les procédures de nomination sont ainsi définies dans l'article L. 714-21 : « Les chefs de service sont nommés par le ministre, chargé de la santé, après avis, notamment, du conseil d'administration et de la commission médicale d'établissement pour une durée de cinq ans. » En revanche, « le chef de département est désigné par le conseil d'administration, après avis, notamment, de la commission médicale d'établissement, sur proposition des praticiens titulaires du département, pour une durée de cinq ans renouvelable. » Toute la différence entre un département et un service réside là, dans la procédure de nomination du médecin qui aura à le diriger.

Au cours du premier colloque national de l'intergénéralité des médecins hospitaliers (INMH), M. Bruno Durieux, ministre délégué chargé de la santé, avait justifié cette innovation : « Jusqu'à présent tous les chefs de service ou de département sont nommés par le ministre de la santé - en expli-

quant qu'il ne comprenait pas comment un ministre de la santé « pouvait nommer, avec pertinence, un très grand nombre de chefs de service qu'il ne connaît pas tous ». « Je serais partisan, avait-il ajouté, de laisser le choix de la nomenclature de désignation du chef de service à l'établissement, au conseil de l'établissement, sur proposition par exemple de la commission médicale d'établissement. On parle d'autonomie, eh bien, voilà une proposition qui va dans ce sens. » Cette déclaration suscita de nombreuses réactions.

« C'est la loi Iznogoud »

Fournie par le ministère aux députés membres de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée, une note portant sur le contenu des décrets en préparation risque de faire encore davantage de bruit. On y apprend que « la proposition des praticiens titulaires du département est exprimée à l'issue d'un vote organisé par le directeur de l'établissement, à l'expiration du délai de dépôt des candidatures ».

Même s'il ne s'agit ici que d'un vote indicatif - la décision finale appartenant au conseil d'administration - certains députés de l'opposition n'hésitent pas à rappeler, avec une pointe d'ironie, la mésaventure qui était arrivée à Mme Georgina Dufaux lorsqu'elle avait voulu, elle aussi, modifier le mode de désignation des chefs de service en les faisant élire par leurs pairs.

« C'est la loi Iznogoud, ironise le professeur Bernard Debré, député RPR. Le type même de mesure qui

interdirait dorénavant qu'un médecin de Marseille soit nommé chef de service à Strasbourg. Tout ne sera qu'affaire de chapelle locale. Imaginez l'ambiance dans un département où un assistant voudrait se présenter contre son patron. Une campagne électorale permanente ! » En outre, se demande le professeur Debré, « le « notamment » qui figure dans le texte de loi signifie-t-il que la désignation du chef de service devra également être soumise pour avis au comité technique d'établissement au sein duquel les syndicats sont très largement représentés ? »

Même sans de cloche, au à peu près, de la part du professeur Jean-Claude Etienne (CHU de Reims), qui préside la conférence des présidents de commissions médicales d'établissements de CHU : « Comme les directeurs d'hôpitaux, nous tirons, du fait que nous sommes nommés par le ministre de la santé, une légitimité que nous perdons si nous n'étions plus nommés que par le conseil d'administration de notre établissement. En outre, pour notre activité universitaire, nous sommes nommés par le ministre. Pourquoi n'en irait-il pas de même pour notre activité médicale ? »

Dans l'entourage de M. Durieux, on rappelle qu'il ne s'agit ici, en tout état de cause, que d'un dispositif optionnel et que, en outre, ce vote n'aura de valeur qu'indicative.

FRANCK NOUCHI

Après le décès d'une jeune femme dans le Pas-de-Calais

Les contre-indications de l'IVG par voie médicamenteuse pourraient être élargies

Une femme de trente et un ans est morte d'un accident cardio-vasculaire après une injection de Nalador, une prostaglandine visant à stimuler la contraction utérine après la prise de la pilule abortive RU 486. A la suite de ce décès, le ministère de la santé pourrait élargir les contre-indications de l'IVG par voie médicamenteuse.

La jeune femme qui s'est présentée, ce matin d'avril, à l'hôpital général de Lens (Pas-de-Calais) afin de subir un avortement par voie médicamenteuse entamait sa treizième grossesse. C'était une « grande fumeuse », signale, dans un communiqué du 8 avril, le ministère de la santé. Le décès, d'origine cardio-vasculaire, est intervenu après l'administration d'une prostaglandine injectable, le Nalador, qui suivait elle-même la prise de Mifégyne, un anti-progestérone plus connu sous le nom de RU 486.

Le tabac facteur de risque

« C'est le premier cas mortel sur environ 60 000 interruptions de grossesse pratiquées suivant ce protocole », remarque-t-on dans l'entourage du ministre délégué à la santé. A la suite de cet accident, des représentants de la commission d'autorisation de mise sur le marché et de la commission de pharmacovigilance ainsi que des

experts devraient se réunir, mercredi 10 avril, à la demande du ministère, afin de réexaminer les conditions d'utilisation du protocole médical qui associe le RU 486 à une prostaglandine injectable.

Déjà, rappelle le communiqué, des « incidents constatés en 1989, lors de l'utilisation d'un analogue de prostaglandine injectable, soit seul, soit en séquence avec un anti-progestérone lors d'une IVG », avaient entraîné, en avril 1990, « des modifications des autorisations de mise sur le marché relatives à l'emploi des prostaglandines ». « Le risque particulier lié à une forte consommation de tabac avait fait l'objet d'une mention spécifique. Il favorise en effet la survenue d'accidents cardio-vasculaires. »

La direction française des laboratoires Schering, qui commercialise le Nalador, signale, outre ce récent décès, quatre autres cas d'accidents cardio-vasculaires à la suite de la prise de ce médicament dans le cadre d'un avortement. Le plus grave concerne le décès, en Allemagne, d'une patiente de trente-sept ans, grande fumeuse, morte d'un infarctus à la suite d'une interruption thérapeutique de grossesse. Dans ce cas précis, la patiente avait été administrée sans association. En France, trois autres accidents sont signalés par le laboratoire. Ils concernent des femmes de trente-cinq, trente-six et trente-huit ans lors d'une interruption volontaire de grossesse, pour deux d'entre elles par association de RU 486 et de Nalador, et dans un

cas par Nalador seul. Deux d'entre elles présentaient, selon la direction du laboratoire, des plaques d'athérome (lésions au niveau des artères). « Il s'agit d'accidents cardio-vasculaires exceptionnels, dus, semble-t-il, à des spasmes coronaires », remarque M. Xavier Guille Des Buttes, directeur général de la branche française des laboratoires Schering. « Et nous avons remarqué que les femmes qui avaient des problèmes étaient dans la quasi-totalité des fumeuses. »

Dans le nouvel examen des conditions d'utilisation de ce protocole, le tabac « pourrait devenir une contre-indication absolue », remarque-t-on à la division de l'enregistrement des médicaments du ministère de la santé. L'intérêt d'autres prostaglandines, notamment orales, devrait être examiné par un groupe d'experts, mercredi 10 avril. Les premiers résultats d'un protocole, expérimenté sur cent femmes volontaires, associant le RU 486 et une prostaglandine orale ont par ailleurs été présentés, lundi 8 avril, à l'Académie des sciences par le professeur Ericane-Emile Baulieu et le docteur Elisabeth Aubert, responsable du centre d'orthogénie de l'hôpital Broussais. Selon ces premiers résultats, cette association, a priori plus simple, pourrait permettre de réduire les douleurs dues aux contractions utérines.

MARTINE LARONCHE

FAITS DIVERS

A Albert (Somme)

Un jeune homme tué par un policier

Un cycliste âgé de vingt ans, qui avait été blessé d'une balle par un policier à l'issue d'une course-poursuite, samedi 6 avril à Albert (Somme), est décédé mardi 9 avril des suites de ses blessures.

Alors qu'il circulait sans lumière au guidon de son cyclomoteur, samedi vers cinq heures du matin, Emmanuel Deslandes avait été pris en chasse par deux policiers du corps urbain d'Albert. Rattrapé par les fonctionnaires, après avoir commis plusieurs infractions au code de la route, il avait été blessé d'un coup de feu tiré accidentellement, selon les policiers, au moment où l'un de ceux-ci tentait de le vaincre.

Atteint d'une balle au thorax, le

DÉFENSE

Pour remplacer ses DC-8

L'armée de l'air française confirme avoir besoin de quatre à six Airbus long-courriers

Commandant le transport aérien militaire, le général de corps aérien Claude Lemoine a confirmé, vendredi 5 avril, à Villacoublay (Yvelines), que l'armée de l'air française avait besoin de quatre à six quadricopteurs Airbus A-340-300 à long rayon d'action pour remplacer ses DC-8 actuels (le *Marteau* du 6 avril). L'Airbus A-340, estimé à quelque 600 millions de francs l'exemplaire, doit faire son premier vol en octobre.

Pour ses acheminements stratégiques à longue distance, le commandement du transport aérien militaire (COTAM) dispose aujourd'hui de quatre DC-8 qui remontent aux années 60 et dont l'un - parmi les moins anciens - sera aménagé en 1992-1993 pour être spécialisé dans le service électrologique comme c'est le cas de l'actuel avion *Sargate*. Réduite à trois appareils, cette flotte est donc insuffisante. C'est la raison pour laquelle le COTAM souhaite se renforcer avec des avions commerciaux, du type de l'Airbus A-340 (dont la capacité est double de celle du DC-8), en cohérence avec le choix des compagnies aériennes françaises pour leur parc d'équipement. Le général Lemoine a indiqué que le COTAM pourrait, dans ces conditions, acquérir, dès 1993, l'un des deux Airbus A-340 de développement - qui sert aux essais et qui sera remis au standard de l'aviation de série - avant d'acheter trois ou quatre autres exemplaires du même appareil, en version mixte passagers-cargo, après 1995. Par rapport à l'A-340 civil, l'Airbus militaire aura un porte-cargo, un plancher renforcé pour des chargements lourds et des points de ravitaillement en vol sous les ailes.

La succession du Transall

Parallèlement, l'armée de l'air souhaite pouvoir disposer de quatre à cinq cargos lourds, du modèle C-17 du groupe américain Douglas, pour un coût unitaire de 1,2 milliard de francs. Selon le général Lemoine, dès lors que l'Allemagne et les Pays-Bas

ont avancé un besoin identique, cette acquisition permettrait à la France de participer à la constitution d'une flotte d'intervention africaine et d'action humanitaire pour le compte de l'Union de l'Europe occidentale.

Reste, selon le « patron » du COTAM, à commencer d'envisager la succession du Transall actuel, un bimoteur tactique, qui disparaîtra de l'armée de l'air française à partir de 2005. Les besoins sont de l'ordre de cinquante à soixante-dix avions selon la solution retenue par le gouvernement pour remplacer le DC-8 et compte tenu de la commande ou non de quelques C-17. Des conversations

entre l'Europe et les Etats-Unis portent actuellement sur le projet - conçu en coopération - d'un quadricopteur adapté au théâtre des opérations et achevant 30 tonnes sur 5 000 kilomètres à la vitesse de Mach 0,7.

Outre cent vingt-huit hélicoptères, le COTAM aligne en 1991 soixante-dix C-160 Transall (dont six pour des missions spéciales), deux C-130 Hercules, quatre DC-3 (sans compter le *Sargate*), vingt-quatre N-262, quatre Caravelle et, pour les déplacements de personnalités gouvernementales, quatre Falcon 20, quatre Falcon 50 et deux Falcon 900.

« Notre effort budgétaire de défense est un strict minimum »

affirme le délégué général pour l'armement

« L'effort budgétaire auquel nous sommes arrivés (3,35 % du produit national brut) est un strict minimum, estime M. Yves Sillard, délégué général pour l'armement, en réponse à des questions de l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*. »

Evocant les conséquences de la négociation de Vienne sur la limitation des forces armées classiques en Europe, M. Sillard estime : « Le vrai problème du désarmement, en France, est budgétaire. A nous de définir comment dimensionner notre défense face aux menaces nouvelles comme face à celles qui l'étaient. » A commencer par l'URSS.

« Un exemple, ajoute le délégué général pour l'armement. Nous

envisageons d'aligner mille chars *Leclerc* dans dix ans. Mais c'est le nombre de chars que l'URSS produit en une seule année ! Autrement dit, même si le risque soviétique a diminué, il subsiste. Et s'y ajoutent tous les risques en provenance des pays du Sud, face auxquels l'Europe doit se dimensionner un peu mieux qu'elle ne l'a fait lors de la crise du Golfe. »

« Il est malheureusement inéluctable, estime M. Sillard à propos des menaces de prolifération dans le monde, que de plus en plus de pays soient en mesure de développer des missiles balistiques (sûrement moins précis que les nôtres) à charge conventionnelle, chimique, peut-être même un jour nucléaire. Il s'agit là de risques majeurs : le jour où certains de ces pays auront la capacité de frapper des villes du sud de la France, il faudra bien avoir les moyens de les dissuader. »

Inquiets des risques de repli communautaire

Les juifs laïques contestent le monopole des religieux

Les premières Assises nationales du judaïsme laïque et humaniste ont eu lieu, samedi 6 et dimanche 7 avril à Paris, à l'initiative d'une dizaine d'associations juives (1). Les organisateurs entendent réagir contre le repli religieux qu'ils perçoivent au sein de la communauté.

« Je ne supporte plus que les rabbins parlent au nom de l'ensemble des juifs. Je ne me sens pas ambassadeur d'Israël », cette femme juive est venue dénoncer « le grignotage de la parole juive par les religieux ». Une réaction qui prend de l'ampleur, comme en témoigne le succès de ce premier rassemblement du judaïsme laïque.

Sur les dix associations qui ont pris l'initiative, quatre sont de création récente, comme le Centre juif laïque, créé par Jean Eliezer et Jean Liberman, et l'Association pour un judaïsme humaniste et laïque (AJHL), qui regroupe des personnes comme Albert Memmi, Elisabeth Badinter et Françoise Castro.

Les entendent parler au nom de la « majorité silencieuse » des six cent mille juifs de France pour qui le judaïsme ne saurait se limiter à l'observation stricte de prescriptions et d'interdits religieux. Pour une Violette Attal-Leff, secrétaire

général de l'AJHL, il s'agit de « renouveler l'héritage du judaïsme prophétique et de construire un projet identitaire qui ne se réduit pas à la trinité Israël-religion-Sion ». Les pratiques religieuses relèvent d'un choix volontaire. Ce sont des sources d'inspiration, et non de normativité. Majoritairement agnostiques, ils revendiquent « le droit d'être juifs comme chacun l'entend ».

Ils contestent la représentativité des institutions juives et rejettent l'emprise de la religion sur le fonctionnement de la communauté, comme les rabbins, qui ne diffusent le samedi que des enregistrements, et les écoles. « Pour être juif, il suffit de le vouloir », répètent-ils, en refusant l'anathème sur les mariages mixtes jeté par la plupart des religieux.

Certains militent pour le rapprochement judéo-arabe, comme l'association Identité et dialogue d'André Azoulay. Tous refusent d'être assimilés à la politique du gouvernement israélien et beaucoup défendent « deux Etats, l'un juif, l'autre palestinien ».

Restent les clivages, et ils sont nombreux. Sur la laïcité d'abord, entre les antisionistes farouches et les

partisans de la « laïcité ouverte » défendue par la Ligue de l'enseignement. Débat aussi entre juifs, ashkénazes et sépharades, lorsque l'historien Benjamin Stora a affirmé que les seconds, nombreux en France depuis la décolonisation du Maghreb, avaient apporté avec eux « une perception coloniale des Arabes ».

Mais l'inquiétude partagée à l'égard d'un certain repli ghettoïque communautaire et la volonté de défendre les valeurs de la République, fondatrices de l'émancipation et de la liberté de conscience, représentent une force qui ne demande qu'à se mesurer, à l'instar de ce que l'entourage des communautés juives. Les Arabes agnostiques, qui refusent les représentations uniquement religieuses et uniformisées de leur identité, suivent ces débats avec attention.

PHILIPPE BERNARD

(1) Association des juifs de gauche, Association pour un judaïsme humaniste et laïque, Centre juif laïque, Centre Bernard-Lazare, Identité et dialogue, Liberté du judaïsme, Cercle amical, Cercle Gaston-Géromin, Mouvement socialiste juif, Socialisme et judaïsme.

Décès de Lucien Leclaire professeur au Muséum d'histoire naturelle

Lucien Leclaire, professeur au Muséum national d'histoire naturelle où il était titulaire de la chaire de géologie, est décédé le 8 avril à l'hôpital d'Arpajon (Essonne). Il était âgé de cinquante-trois ans.

[Né à Rennes le 7 août 1937, Lucien Leclaire avait commencé sa carrière comme professeur assistant de sciences naturelles. Enseignant en Algérie, il y a rencontré le professeur Robert Laffitte, alors doyen de la faculté des sciences d'Alger, qui l'a attiré vers la recherche en géologie et en a fait son assistant. Avec deux collègues, Lucien Leclaire a créé à Alger le Centre de géologie marine et sédimentologique qui a fait des études des apports de sédiments dans les ports et à qui on doit les premières études des sédiments actuels et récents.]

A l'indépendance de l'Algérie, Lucien Leclaire retourne en France et devient chargé de recherche au CNRS. Bientôt, il est accueilli au Muséum par M. Robert Laffitte qui y est devenu professeur de géologie. Il soutient sa thèse de doctorat

en sciences qui a pour sujet la sédimentologie du plateau continental de la Méditerranée. Ensuite, il s'intéressera surtout à l'océan indien, participant à une des campagnes du *Glaucus Challenger*, le navire américain qui fait des forages dans les grands fonds océaniques, hivernant à la base française des Kerguelen et prenant part à des campagnes du navire français *Marion-Dufrenoy*. Là, il explore les champs de nodules polymétalliques de cet océan puis, plus récemment, les fonds de la zone tropicale de l'océan indien. En 1980, il succède à M. Robert Laffitte à la chaire de géologie du Muséum national d'histoire naturelle. De 1985 à 1990, Lucien Leclaire fut partie très active de l'équipe de direction du Muséum qui travailla, aux côtés de M. Philippe Taquet le directeur de cette époque, à la rénovation et à la réorganisation de ce vénérable établissement. Depuis 1985, Lucien Leclaire était inspecteur général des musées d'histoire naturelle de province, une tâche à laquelle il consacrait beaucoup de son temps.]

Y. R.

Le débat sur l'avortement en Espagne

Le gynécologue gracié retourne en prison

MADRID

de notre correspondant

La liberté du gynécologue German Saenz de Santamaría aura été de courte durée. Gracié par le tribunal de 7-8 avril, Gracié par le gouvernement après avoir été condamné pour avortement illégal et libéré samedi 6 avril, il a de nouveau été écroué trente heures plus tard, cette fois pour « entrave à la justice ».

En quittant samedi la prison, M. Saenz de Santamaría s'en était pris à la justice avec une virulence particulière face à la nuée de journalistes qui l'attendaient, qualifiant de « spéculation réactionnaire » et de « cancer pour la

démocratie » un appareil judiciaire qui, avait-il ajouté, « se consacre à aggraver et à voler nos libertés ».

Dans la soirée de dimanche, un juge de Malaga, M. Maria Soledad Jurado, lança un mandat d'arrêt contre le gynécologue, qui se présentait peu après volontairement devant elle et confirma toutes ses déclarations de la veille.

Envoyé dans la nuit à la prison de Malaga, il a annoncé qu'il allait entamer une grève de la faim illimitée pour protester contre ce qu'il a qualifié de « vengeance personnelle » de la justice, suite à la mesure de grâce gouvernementale dont il avait bénéficié. (Corresp.)

SCIENCES • MEDECINE

Les caries des Français

Une étude nationale décrit pour la première fois l'état dentaire de la population adulte. Le bilan est accablant

TROP souvent sous-estimée, quand elle n'est pas, volontairement ou non, ignorée, la pathologie dentaire occupe une place bien à part dans l'ensemble des questions que l'adulte se pose quant à sa santé. Et, en dépit de l'intérêt – de l'inquiétude – croissant pour tout ce qui a trait au corps et à ses dysfonctionnements, les dents sont trop souvent encore perçues comme des organes inertes à propos desquels aucune action préventive n'est véritablement utile. C'est du même coup oublier l'importance considérable de la denture dans différents domaines, qu'il s'agisse de l'alimentation, de l'élocution ou encore de la séduction.

La principale menace à laquelle les dents humaines sont exposées est celle de la carie, cette affection aux origines complexes qui se caractérise par des lésions touchant l'émail et l'ivoire de la dent avant d'entraîner la formation de cavités puis, si rien n'est fait, la destruction complète de la dent.

A l'échelon collectif, on a longtemps reproduit le désintérêt, voire la pégénance, souvent observée au niveau individuel. Si de nombreux éléments laissent à penser que la fréquence de la maladie carieuse était très élevée, on n'a, durant longtemps, disposé d'aucun élément précis d'appréciation chiffrée quant à la proportion de personnes concernées et à l'étendue exacte du fléau.

Les temps seraient-ils en train de changer? Alors que différents éléments objectifs permettent de penser que la situation commence à évoluer de manière favorable chez les plus jeunes (lire l'encadré ci-contre), une étude d'ampleur nationale, dont les conclusions commencent à être rendues publiques, fournit – pour la première fois, selon ses auteurs – une description précise de l'état dentaire de la population française adulte. Une description tout à fait symptomatique de l'urgence qu'il y a à mobiliser les énergies et l'intérêt du plus grand nombre afin



de prévenir ce mal et afin aussi de faire que la pathologie carieuse soit plus demain perçue comme une fatalité.

Quatorze dents atteintes par personne

Cette étude, financée par la Caisse nationale d'assurance-maladie, a été réalisée par un groupe de sept spécialistes (1). «Jusqu'en 1986, il n'existait pas en France de référence donnant un descriptif précis et chiffré de l'état dentaire d'une population adulte tout-venant», explique M. Jean-François Viala (échelon national du service médical de la Caisse nationale d'assurance-maladie). Seules quelques études régionales ponctuelles avaient été réalisées, mais chacune d'elles faisait appel à sa propre méthodologie rendant ainsi délicate l'agrégation de résultats. Cette absence d'information était préjudiciable à l'assurance-maladie dans sa volonté de rationaliser les dépenses de santé dans le domaine bucco-dentaire.

Au total, l'enquête a porté sur 5 190 personnes (2 512 hommes et 2 678 femmes) observées par des chirurgiens-dentistes dans vingt-huit centres d'examen de santé au cours de l'année 1986. Agés de vingt à soixante ans, ces personnes du régime général (assurés et ayants droit) bénéficiaient à cette occasion d'un examen de santé. C'est la longue analyse de ces observations qui est aujourd'hui proposée. Comme

dans de nombreuses études d'épidémiologie dentaire, les dents de sagesse – ou troisièmes molaires – sont exclues, les observations ne concernant donc au total que vingt-huit dents.

Le bilan carieux a été mesuré par

(1) Description de l'état dentaire de la population : besoins en soins et soins réalisés. La première partie de ce travail a été publiée dans la Revue médicale de l'assurance-maladie (4 avril 1990), la seconde partie devant être publiée dans le prochain numéro. Ce travail est signé de E. Roland, A. Floch, R. Gueguen, M.-J. Longis (Centre de médecine préventive, 34500 Vandœuvre, C. Oberlé (Centre d'examen de santé, 68100 Mulhouse), J. Préd et J.-F. Viala (échelon national du service médical de la Caisse nationale d'assurance-maladie, Paris).

l'indice CAO, qui correspond à la somme du nombre des dents cariées (C), traitées ou non, absentes (A), remplacées ou non, et obturées (O). Pour les spécialistes, cet indice CAO donne une parfaite indication de l'état général de la santé dentaire d'une personne donnée en combinant pour l'essentiel la pathologie carieuse et ses conséquences. En pratique, on comprend sans mal que cet indice puisse varier de 0 (il s'agit là d'une bouche entièrement saine) à 28 (chaque dent est touchée).

Présentés de manière globale, les résultats de l'étude sont particulièrement éloquentes. C'est ainsi que, à partir des 5 190 observations, on ne peut retenir que 61 personnes (35 hommes et 26 femmes), soit 1,2 %, qui ont une denture totalement saine. A l'autre extrémité, 219 personnes (96 hommes et 123 femmes), soit 4,2 %, ne possèdent plus aucune dent normale.

JEAN-YVES NAU

Lire la suite page 16

Précieuses quenottes

Si la première photographie de l'état dentaire de la population n'a rien de réjouissant, il semble toutefois en aller différemment avec les enfants. Deux études, réalisées à trois ans d'intervalle sur des échantillons représentatifs de trois mille six cents enfants de six, neuf et douze ans, ont montré une nette diminution de la fréquence des caries, l'indice CAO passant de 4,2 en 1987 à 3 en 1990, cet indice étant encore nettement inférieur dans les quelques régions de France où les eaux comportent naturellement des concentrations élevées de fluor.

«Nous observons ainsi de nets progrès quant à la prévention des caries chez les jeunes enfants», explique M. Léo Henschowicz, conseiller dentaire au cabinet de M. Claude Evvin, ministre des affaires sociales et de la solidarité. Les problèmes se posent ensuite, les adolescents n'accordant souvent, et de manière paradoxale, que peu d'importance à leur denture. Par ailleurs, on ignore encore trop souvent que la totalité des actes de soins conservateurs sont pris en charge à 75 % par les caisses de sécurité sociale.

L'essentiel est la préservation de l'intégrité des premières molaires définitives de l'enfant, siège le plus fréquent des attaques carieuses et, à ce titre, véritable clé de voûte de l'édifice dentaire. C'est dire l'importance qu'il faut accorder à une véritable politique de prévention qui ne peut se limiter à l'incita-

tion répétée au seul «brossage des dents».

Sous l'égide de l'Union française pour la santé bucco-dentaire (1) et avec le Fonds national de prévention de la Caisse nationale d'assurance-maladie, des actions d'éducation sanitaire et de dépistage en milieu scolaire commencent à se mettre en place en liaison avec les chirurgiens-dentistes libéraux. D'autre part, des programmes de scellement (à l'aide de résine) des puits et des fissures des premières dents commencent à être lancés, de manière à prévenir les premières attaques de carie et de manière aussi à attirer au plus tôt l'attention des parents et des enfants sur le caractère précieux d'une denture saine.

Parallèlement, quelques symptômes chiffrés laissent, malgré tout, penser que les Français accordent aujourd'hui plus d'importance qu'hier à la santé de leurs dents. C'est ainsi que l'Union française pour la santé bucco-dentaire a calculé qu'en 1989 la consommation annuelle de dentifrice par personne était de quatre-vingt-dix grammes et qu'on febrilquait alors un million de brosses à dents chaque année; on est passé, en 1990, à cinquante millions de brosses à dents et à une consommation individuelle de 400 grammes de dentifrice.

J.-Y. N.

(1) Cette association, créée en 1966, groupe, dans une démarche préventive, tous les organismes professionnels de la chirurgie dentaire. UFSBD, 82, avenue de Wagram, 75017 Paris. Tél. : 42-27-16-36.

Etats-Unis - URSS : retrouvailles dans l'espace?

En discussion depuis un an, une mission spatiale soviéto-américaine n'attendrait plus que le feu vert des responsables politiques

Le premier rendez-vous avait eu lieu le 17 juillet 1975. A 17 h 9 (heure de Paris), les vaisseaux Apollo et Soyuz s'étaient amarrés l'un à l'autre au-dessus de l'océan Atlantique. Trois heures plus tard, les écoutilles s'ouvraient pour permettre aux Américains Thomas Stafford, Vance Brand, Donald Slayton et aux Soviétiques Alexei Leonov et Valeri Koubassov de se serrer la main et de passer ensemble près de quatre heures consacrées notamment à... un échange de cadeaux et à un bon dîner!

Depuis cette rencontre historique aujourd'hui un peu oubliée, les astronautes de la NASA et leurs collègues soviétiques ne s'étaient revus que dans les congrès ou les cérémonies officielles. Leur second rendez-vous orbital pourrait avoir lieu dès 1993, dix-huit ans après le premier. Une rencontre studieuse, cette fois, consacrée uniquement au travail, et motivée par des raisons avant tout économiques.

Les experts sont prêts

Il s'agirait, plus précisément, d'un échange : un Américain séjournerait à bord de la station Mir tandis que, en contrepartie, un cosmonaute soviétique volerait sur la navette. La décision devrait être annoncée officiellement à l'issue d'un «sommet» qui pourrait se tenir à Moscou en mai prochain. Ni Moscou ni Washington n'ont confirmé jusqu'à présent ce scénario, mais les «fuites» plus ou moins organisées fleurissent ces derniers temps dans la presse américaine. Au point que le correspondant à Cap Canaveral de l'agence américaine UPI a pu révéler récemment l'identité des astronautes américains sélectionnés par la NASA pour une éventuelle mission soviéto-américaine : Manley Carter et James Bagan (1). Selon la chaîne de télévision CBS, l'un d'eux pourrait passer six mois à bord de la station Mir.

Il convient cependant de rester prudent face à de telles annonces. En 1984 déjà, les Etats-Unis avaient proposé une nouvelle mission commune à l'URSS. Il s'agissait alors d'une simulation de sauvetage en orbite, avec transfert d'astronautes entre une navette américaine et la station spatiale soviétique. Mais Moscou avait décliné l'offre, estimant prématurée la discussion d'un tel projet, «pour lequel aucun travail de préparation n'était en cours» (le Monde daté 18-19 novembre 1984).

Cette fois, pourtant, les choses semblent mieux engagées. Les experts américains et soviétiques discutent de cette mission depuis plus d'un an. Ils semblent avoir abouti à un accord, et d'attendre apparemment plus que le feu vert des responsables politiques. «Nous avons officiellement fait quelques propositions... Maintenant, nous attendons de voir ce qui va se passer», reconnaissait prudemment M. William Lenoir, administrateur associé de la NASA, chargé des vols humains, interrogé récemment par des journalistes américains à Cap Kennedy. Ces propositions porteraient sur l'étude des effets, sur le corps humain, de l'apogée et des radiations subies lors des vols spatiaux de longue durée. Ces recherches, sur lesquelles la NASA et les spécialistes soviétiques échangent déjà des données depuis un certain temps, sont extrêmement importantes pour la préparation des missions habitées vers Mars, que les Américains comme les Soviétiques voudraient lancer vers l'an 2020.

Une telle coopération représentative, en fait, un effort désespéré des deux «grands» pour tenter de sauver leurs derniers rêves de conquête dans le domaine spatial. Depuis leur rendez-vous de 1975, en effet, la situation a beaucoup évolué. A l'époque, l'opération était avant tout diplomatique et médiatique. La conquête lunaire – revanche d'une Amérique humiliée par les grandes premières spatiales soviétiques entre 1957 et 1963 – ne datait que de six ans, et la compé-

tion faisait rage entre les deux adversaires de toujours. Le rendez-vous fut, d'ailleurs, ouvertement présenté comme «un pont cosmique de l'Amérique soviétique au nom de l'avenir de l'humanité». Un a priori, mais ne fit pas avancer d'un pouce les connaissances scientifiques ou techniques.

Couper claires dans les budgets

Aujourd'hui, les héros sont fatigués, et des deux côtés d'un «rideau de fer» récemment abattu, les opérations de prestige ont cédé la place aux calculs de rentabilité. Certes, les applications commerciales de l'espace sont florissantes. L'espace militaire a encore un bel avenir devant lui, surtout après le conflit du Golfe, au cours duquel les satellites espions (et de communications) ont brillamment démontré leur utilité. Même les missions scientifiques sont relativement peu touchées par les restrictions : Magellan est en train de photographier Vénus sous tous les angles, la sonde Ulysse en co route vers le Soleil, et le télescope Hubble, surmontant sa «myopie», envoie quelques clichés intéressants. Et, revanche, les budgets consacrés à l'envoi d'hommes dans l'espace fondent comme neige au soleil. Ce genre d'activité présente en effet l'inconvénient d'être extrêmement coûteux pour un intérêt technologique ou scientifique à court terme discutabile.

Aux Etats-Unis, la NASA vient de baisser de plus de 20 % le budget prévu pour la station spatiale Freedom. La taille et les capacités de cette dernière ont été sérieusement réduites, et elle ne devrait pas entrer en service avant l'an 2000, soit avec six ans de retard sur le projet initial (le Monde du 23 mars). C'est trop ou trop peu pour les experts du Conseil national de la recherche (NRC) américain. «La qualité et la quantité de recherches pouvant être effectuées à bord de la station telle qu'elle est pro-

jetée ne justifient plus les investissements prévus», estiment-ils dans un rapport publié le 15 mars.

En URSS, le marasme économique qui frappe le pays aggrave encore les difficultés. La navette soviétique Bourane n'a effectué qu'une seule mission – un vol d'essai automatique, sans équipage – en novembre 1988, et son avenir même pourrait être remis en question, a affirmé récemment M. Albert Goleev, directeur de l'Institut d'études spatiales de Moscou (IKI), lors d'un colloque tenu aux Etats-Unis. Le budget consacré par les Soviétiques aux activités humaines dans l'espace a été réduit de 25 %, et la station spatiale Mir, en service depuis 1986, n'aura peut-être pas de remplaçante habitée. Selon des «experts» américains cités dans le dernier numéro de la revue spécialisée *Aviation Week and Space Technology*, les Soviétiques envisagent, en effet, de lui substituer, vers 1993, un très gros satellite inhabité, qui pourrait être visité périodiquement par des cosmonautes chargés de renouveler les expériences embarquées.

Face à une situation aussi noire, la conquête de la planète Mars, même pour le prochain millénaire, peut paraître bien compromise. A moins de faire l'objet d'une coopération internationale qui pourrait être inaugurée par l'éventuel second «rendez-vous» spatial soviéto-américain. Les Japonais et, surtout, les Européens seraient ravis de se joindre au tandem Etats-Unis-URSS. C'est dans cet esprit que l'Europe prépare activement son «examen d'entrée» dans le club des puissances maîtrisant les vols humains dans l'espace. Elle devrait confirmer avant la fin de cette année sa décision de construire l'avion spatial Hermes et le module Columbus.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Manley Carter vient de trouver la mort dans un accident d'avion survenu en Géorgie (Etats-Unis).

REVUE DES DEUX MONDES

AVRIL 1991

LA SANTÉ EN QUESTIONS

- Hiroshi Nakajima - L'accès de tous au progrès sanitaire
Jean Bernard - Humanisme, prédiction, éthique
Philippe Lucas - Les dégagements de l'éthique
Marc-Aurèle Long - Réflexions sur notre système de santé
Robert Laugeois - Concurrence et santé
Philippe Séguin - Médecine et protection sociale
Guy de Thé - Virus, cancers, sida
Philippe Meyer - Identité de la médecine
André Gouazé - Humanisme et formation médicale
Bruno Soubiran - Information et formation du médecin
Jean de Kervasdoué - Enjeux pour l'hôpital
Claude Bébeur - Revenir à l'assurance-maladie ?
Alain Pompidou - Une recherche médicale européenne
Claude Got - Les mécanismes décisionnels
Gérard Dubois - Aspects de la prévention
Igor Landau - L'ambiguïté du marché de la santé
Hervé Guérin - Pharmacie : sortir du cercle vicieux
Christian Boiron - Réunifier la médecine
Jean-Noël Maillard - Dire la vérité ?
Jean Hamburger - 2084 ou l'Unité-Orwell

BULLETIN D'ABONNEMENT à la REVUE DES DEUX MONDES
170, rue de Grenelle, 75007 Paris.

M., Mme, Mlle
Adresse
Code postal
Commune
Pays
☐ abonnement pour un an (11 numéros) ☐ France 485 F ☐ étranger 700 F
☐ un exemplaire du numéro spécial Santé au prix de 63 F (53 F + 8 F de port)
☐ Je tiens mon règlement par chèque à l'ordre de la Revue des Deux Mondes.

سكنا ان الامم

صكرا نال الامم

SCIENCES • MEDECINE

Tautavel ou l'art de doubler

Une nouvelle technique de moulage et une extension du musée municipal permettront de mieux présenter le plus vieil Européen

SUR une paroi de la caune de l'Arago — la grotte de Tautavel (Pyrénées-Orientales) où a été trouvé en 1971 le plus vieil Européen puisqu'il a vécu probablement il y a 450 000 ans, — deux hommes vêtus d'une combinaison blanche, la figure protégée par un masque transparent ou des lunettes, pulvérisent un produit blanc. Ce n'est pas pour humecter la couleur de la roche, naturellement beige-ocre, avec le Canigou qui domine le paysage de sa masse neigeuse. L'enduit blanc, qui recouvre plusieurs dizaines de mètres carrés de la paroi d'une pellicule épaisse de 4 à 5 millimètres, est fait d'élastomères de silicoes mis au point tout spécialement par Gilles Champion et René Lybard, du laboratoire des applications des silicoes de Rhône-Poulenc, à Saint-Fons (près de Lyon). Pulvérisé en deux ou trois applications à sept ou huit heures d'intervalle, l'enduit, même frais, ne dégrade jamais et devient en vingt-quatre heures une membrane souple et élastique qui se détache très bien de la paroi, mais en gardant la très fidèle empreinte des moindres aspérités et anfractuosités de la roche.

La caune de l'Arago, qui est, depuis vingt ans, connue dans le monde entier et dont la célébrité a donné au village de Tautavel (654 habitants) un élan et un développement incroyables et assez inespérés, est ainsi, depuis quelques semaines, le siège de plusieurs « premières ». Pour la première fois au monde, une substance de moulage est appliquée au pistolet — et non plus au pinceau. Ainsi vont être reproduits avec la plus grande précision (au micron près, assurent les spécialistes) 400 mètres carrés, c'est-à-dire la plus grande surface jamais moulée.

Une telle entreprise a obligé le laboratoire des applications des silicoes de Rhône-Poulenc à résoudre des problèmes tout nouveaux. Il fallait, en effet, trouver le « bon » mélange de la base de silicoes (90 % environ) et du catalyseur (10 % approximativement). Il fallait aussi que les deux produits arrivent séparément dans le pistolet, s'y mélan-

gent, que le mélange reste liquide pendant le très court instant nécessaire à sa pulvérisation — qui se fait au rythme de 20 kilos à l'heure — puis se solidifie quasi instantanément dès qu'il arrive au contact de la paroi de façon à ne pas décoller du tout. Ce « pari » technologique a été tenu, rendant possible le moulage de 400 mètres carrés de parois. Sans compter la montée, par un vrai sentier de chèvre, des machios, des bidons de produits et de matériel divers.

Au bout de vingt-quatre heures, on détache de la paroi la membrane qui peut être roulée comme un tapis. Celle-ci pèse environ 5 kilos par mètre carré. Toute l'opération, à laquelle participent, outre les spécialistes de Rhône-Poulenc, des techniciens du CNRS et du Muséum national d'histoire naturelle (laboratoires de moulage du Lazaret à Nice et du Musée de l'homme, en tout premier lieu), nécessitera donc quelque 2 tonnes de produits... à 150 ou 180 francs le kilo. Si l'on ajoute le prix des recherches et des essais, l'opération de moulage de la caune de l'Arago coûtera environ 400 000 francs à Rhône-Poulenc.

Un réalisme indiscutable

Le moulage de parois de la caune de l'Arago n'est fait ni pour le plaisir de maîtriser une nouvelle technique, ni pour celui de réaliser le plus grand moulage du monde. Les membranes d'élastomères seront utilisées pour doubler l'apparence d'un réalisme indiscutable à la reconstitution de la caune de l'Arago telle qu'elle devait être il y a 450 000 ans, un des « clous » du nouveau musée de Tautavel dont l'ouverture est prévue pour juin 1992.

Bien entendu, les membranes ne seront pas utilisées directement. Elles seront disposées à l'envers sur un bâti de bois et de treillis métallique. Sur leur surface, qui reproduit en négatif les parois de la grotte, sera vaporisée une pelure de polyester renforcée par une armature de fibres de verre. Après solidification pourront être enlevés le bâti



La projection d'élastomères de silicoes sur les parois de la grotte

de bois et de treillis métallique et les membranes de silicoes. On aura ainsi des parois en positif qui seront peintes et colorées pour copier au mieux la roche naturelle. Dans ce processus de moulage, sera installé le moulage d'un habit de chasseurs de cerfs qui a été occupé il y a 400 000 ans et qui a été découvert dans la caune de l'Arago en 1986.

La présence d'une faune « antédiluvienne » dans la caune de l'Arago a été reconnue dès 1828. Mais ce n'est qu'en 1940 que la présence humaine a été attestée par l'identification d'industries de pierres taillées. Les fouilles systématiques de la grotte ont commencé en 1967 sous la direction d'Henry de Lumley, actuellement professeur au Muséum national d'histoire naturelle. Elles continuent toujours au rythme de trois mois chaque année. Au fil des campagnes de fouilles, les préhistoriens ont découvert que la caune de l'Arago a été occupée de façon discontinue de 700 000 à 100 000 ans et que les dépôts archéologiques s'y sont accumulés sur une quinzaine de mètres d'épaisseur. Des mandibules humaines (leurs propriétaires étaient

des *Homo erectus*) y ont été trouvées en 1969 et 1970. Le 22 juillet 1971 sont apparues deux dents qui, au cours des jours suivants, se sont révélées faire partie intégrante d'une face humaine presque complète d'*Homo erectus*. Ainsi venait d'être découvert le plus vieil Européen.

85 000 visiteurs en 1990

Très vite, la municipalité, dirigée alors par Albert Pla et depuis plus de dix ans par Guy Hary, et toute la population de ce modeste village des Pyrénées-Orientales se sont battues avec l'aide efficace d'Henry de Lumley, pour que « leur homme » reste à Tautavel. En 1979 a été ouvert le « musée municipal à vocation départementale, régionale et nationale » de Tautavel, très joli et bien fait, consacré à la préhistoire de l'humanité illustrée par les découvertes faites dans la région. Ce musée a eu, très rapidement, un énorme succès : l'an dernier, 85 000 personnes l'ont visité. Ce qui est d'autant plus remarquable que Tautavel n'est situé sur aucun grand axe routier. Il faut

vraiment faire le détour. Depuis 1969 et 1970, les fouilles et donc les découvertes ont continué dans la caune de l'Arago. Les 300 mètres carrés du musée sont trop petits depuis plusieurs années. Et d'autant plus que les réserves et l'unique laboratoire sont minuscules, pour ne pas dire inexistantes.

Le premier musée avait coûté 650 000 francs, dont 50 % avaient été apportés par la commune, 30 % par le conseil général des Pyrénées-Orientales et 20 % par le ministère de la culture. Le musée qui est en construction, et qui a été conçu par Henry de Lumley et par l'architecte Jacques Duvigneau, aura une surface utile de 3 700 mètres carrés, dont 2 300 mètres carrés seront consacrés aux laboratoires et aux réserves. Celles-ci seront équipées de 35 000 tiroirs où il sera facile de ranger non seulement les 220 000 pièces variées déjà retirées de la grotte, déjà enregistrées avec leurs trois coordonnées x, y et z et différentes caractéristiques, mais encore les pièces — sûrement très nombreuses — qui seront mises au jour par les fouilles des prochaines années. Le musée

aura aussi une salle de conférences de 60 places et un petit centre pour loger des chercheurs.

Le coût de l'extension du musée est estimé à 42 millions de francs. Cette fois encore, la commune de Tautavel fera un très gros effort (8 millions de francs). Et les aides extérieures seront plus nombreuses : 6 millions de francs du conseil régional du Languedoc-Roussillon, 4,5 millions de francs du conseil général des Pyrénées-Orientales, 2,9 millions de francs (sur 4 millions demandés) des Communautés européennes. Des aides importantes, souvent sous forme de prestations matérielles, proviendront des ministères de la culture et de la recherche.

Il y aura aussi des mécènes : le Crédit agricole des Pyrénées-Orientales (1 million de francs de versements) ; Rhône-Poulenc pour les moulages et les reproductions d'hommes et d'animaux (en tout 600 000 francs) ; IBM pour les ordinateurs interactifs (1 million de francs) et Philips pour le matériel audiovisuel ; les ministères de la culture et de l'éducation nationale pour les films et les diapositives (2 millions de francs).

Le nouveau musée, en effet, sera très visuel. Outre la « fusée » grotte qui sera « habitée » par des mannequins le plus véridique possible et sur une paroi de laquelle seront projetés divers films, il sera équipé de dioramas où sera présentée la vie que menaient nos lointains prédécesseurs en fonction des différentes phases climatiques — et donc de la flore et de la faune — qui se sont succédées tout au long des six cent mille années d'occupations temporaires de la grotte. Nombreux seront les écrans et les consoles grâce auxquels les visiteurs pourront interagir et visualiser les informations stockées dans diverses banques de données.

YVONNE REBEYROL

► Musée de Tautavel, Pyrénées-Orientales. Ouvert tous les jours de 10h à 12h et de 14h à 16h (du 10h à 22h de la mi-juillet à la fin d'août). Entrée : 13 F ; 8 F pour les enfants ; 10 F pour les groupes ; gratuite pour les groupes scolaires.

Les caries des Français

Suite de la page 15

Plus généralement, la carie et ses conséquences portent en moyenne sur 14 dents par personne, soit la moitié des surfaces dentaires. Les femmes semblent plus concernées, avec un indice CAO supérieur de 2 environ à celui des hommes.

Bien évidemment, cet indice ne peut qu'augmenter au cours de la vie, ce qui explique que son accroissement moyen, situé entre 5 et 6 entre 20 et 60 ans, « il existe en outre une relation entre les valeurs de l'indice CAO et la catégorie professionnelle des consultants, expliquent les auteurs de l'étude. A un niveau social plus élevé correspondent des valeurs de CAO plus faibles, tant chez les hommes que chez les femmes. » Ainsi, chez les femmes, l'indice moyen CAO est de 14,32 dans les professions intellectuelles supérieures et atteint 15,22 chez les ouvrières. Il est, d'autre part, de 14,98 chez les chômeuses et de 18,31 chez les femmes retraitées. Reportées aux seules dents cariées, les différences sont notablement plus significatives.

Maxillaire et molaires

« On rencontre deux fois plus de dents cariées chez les ouvriers que chez les personnes exerçant une profession intellectuelle supérieure, soulignent les auteurs de l'étude. Globalement, 40,6 % de la population adulte présente au moins une dent cariée. En moyenne, chaque sujet atteint a au moins 2,3 dents à faire valoir. »

Par ailleurs, les dents absentes non remplacées représentent l'autre part — la plus importante — des soins de chirurgie dentaire restant à effectuer. Ainsi, selon cette étude, à l'âge adulte l'augmentation de l'indice CAO est due principalement à celle des dents absentes, c'est-à-dire au total des dents extraites à la suite de caries ainsi que de maladies parodontales.

tales. Cette tendance s'accroît après l'âge de 45 ans ; entre 20 et 60 ans, l'accroissement est de deux dents extraites par dix de dix ans, et, chez les sujets âgés de 55 à 60 ans, le tiers des surfaces dentaires est absent.

Les consultants se font plus facilement soigner leurs dents cariées que remplacent leurs dents absentes, et les dents antérieures sont plus souvent traitées que les dents postérieures, expliquent les auteurs. Plus précisément, ils soulignent que le maxillaire est plus touché que la mandibule et que les premières molaires sont les plus touchées, 86 % d'entre elles étant cariées, obturées ou absentes. « Le besoin et le recours aux soins diffèrent fortement entre les catégories professionnelles : moins de caries, moins de dents absentes non remplacées, davantage de dents obturées dans les professions intellectuelles supérieures, davantage de prothèses mobiles chez les ouvriers, écrivent-ils. En conclusion, il est manifeste que l'accès aux soins doit être facilité pour certaines classes sociales. Le bilan pathologique qui ressort de notre étude est important. Celui des besoins en soins est plus préoccupant encore, puisque trois adultes sur quatre relèvent de soins conservateurs ou prothétiques. »

Selon eux, la fréquence et la gravité des problèmes mis en évidence soulignent l'importance qui devrait être accordée à la prévention des caries lors de chaque consultation chez les chirurgiens-dentistes. Il restera, au terme de ces observations, à comprendre les raisons d'un bilan à ce point accablant alors même que les Français, avec l'aide de 40 000 chirurgiens-dentistes, consacrent environ 30 milliards de francs à leurs consultations dentaires, dont 13 milliards sont remboursés par les caisses de sécurité sociale. Ces dépenses ne faisant, il est vrai, au total que 3 % de celles de l'assurance-maladie.

JEAN-YVES NAU

POINT DE VUE

Tempête sur l'orientalisme

LE 15 février dernier, M. Curien, ministre de la recherche et de la technologie, signait un décret qui remodèle le comité national du CNRS (Le Monde du 20 février et du 5 mars).

Traditionnellement, le comité national est divisé en sections, qui représentent une discipline ou un groupe de disciplines. Le plus grand des suppressions effectuées par le décret concerne les sciences sociales et surtout humaines. Or une discipline qui perd sa section propre est menacée à terme dans son existence : sa représentation au comité national diminue notablement, de sorte qu'elle n'a plus les moyens de défendre ses programmes et d'assurer le recrutement de jeunes chercheurs. La menace est encore plus grande si cette discipline est dispersée et non transférée en entier dans une autre section. C'est précisément le cas de l'orientalisme, qui étudie les grandes civilisations d'Asie et d'Afrique, c'est-à-dire une partie du monde qui, tant par ses énormes dimensions que par le rôle qu'elle a joué dans l'évolution de l'humanité, et par l'importance qu'elle a et va de plus en plus avoir dans la vie politique et économique, constitue un domaine d'investigation d'une utilité capitale.

L'ancienne section « Langues et civilisations orientales », qui représentait l'orientalisme au CNRS (deux cents chercheurs CNRS et autant d'universitaires et assimilés), avait fait de la France l'un des principaux pôles de recherche dans ce domaine, à côté des Etats-Unis, du Japon et de l'Italie. Elle est désormais éclatée entre « Hommes et milieux », « Mondes anciens et médiévaux » et « Formation du monde moderne ». Ces sections sont numériquement dominées par les études gallo-centristes et ne laissent guère de place aux recherches extra-européennes : c'est l'étouffement assuré pour

les orientalistes qui y seront très minoritaires.

Plus grave encore, certaines sous-disciplines, déjà trop faiblement implantées au CNRS, sont partagées entre deux sections : c'est le cas des études arabes et islamiques, un énorme succès : l'an dernier, 85 000 personnes l'ont visité. Ce qui est d'autant plus remarquable que Tautavel n'est situé sur aucun grand axe routier. Il faut

l'orientalisme impose aux jeunes chercheurs des apprentissages fort longs, notamment ceux de langues difficiles. Dans quelques années, y aura-t-il encore des candidats de qualité si un débouché n'est pas assuré ? Enfin, nous allons perdre bientôt l'accès à nos terrains de recherche, obtenu des autorités locales grâce à une coopération scientifique ancienne et régulière, si nous cessons d'être présents sur place.

Détruire l'orientalisme ne prendra guère de temps : dans l'Angleterre de Margaret Thatcher, une dizaine d'années ont suffi pour le réduire à peu de chose. Mais quand l'Angleterre voudra réparer les dégâts, il faudra compter non pas en années mais en générations, avant de retrouver le savoir-faire indispensable. C'est ce qui est arrivé à l'Allemagne de l'après-guerre et ce qui menace chez nous aujourd'hui.

Au gré des modes, des caprices et des passions

Dans des conditions, pour l'orientalisme, l'égalité de traitement avec les autres disciplines est une condition minimale de survie. Des recrutements et des allocations budgétaires préférentiels seraient souhaitables, s'agissant de disciplines difficiles et donc fragiles. Il y en a eu sur ces dernières années. Mais ce qu'il convient surtout d'éviter, c'est une politique erratique, favorisant un jour les uns, le lendemain les autres, au gré des modes, des caprices ou des passions des responsables et de l'opinion. Nous évons

vécu cela avec les changements de majorité politique, et les résultats néfastes sont bien connus de tous. Peut-il y avoir une véritable politique scientifique sans financements et recrutements réguliers, sans stabilité, sans la poursuite tenace d'objectifs clairement définis ?

Dans une période où l'on prône la concertation et la transparence, il est constamment qu'une réforme de cette importance ait été entreprise et menée par quelques « décideurs », sans aucune consultation des chercheurs concernés et des instances compétentes.

Comment justifier que ces personnes aient systématiquement refusé de tenir compte de l'avis unanime des chercheurs qui, dès qu'ils ont appris l'existence du projet, ont multiplié pétitions et entrevues avec des responsables scientifiques et politiques ? Comment expliquer qu'une réforme qui

menace la survie d'un aussi vaste domaine soit décidée à le sommet, avec un projet publié le 20 décembre et soumis à la signature du ministre le 15 février, qu'un changement de politique aussi radical soit décidé sans être annoncé et sans être débattu ?

Déjà, nous ne comprenons pas cette réforme, qu'il convient de corriger ou de rapporter au plus tôt.

► Ce texte est signé par : Louis Bazin (études turques), président de la défunte section « Langues et civilisations orientales » du CNRS ;

André Caquot (études sémitiques), Bernard Frank (études japonaises), Gérard Fussman (études indiennes), Paul Garali (assyriologie), Jacques Garnier (études chinoises), Jean Leclerc (égyptologie), André Miquel (études arabes), professeurs au Collège de France.

Table-ronde

L'association pour la Nouvelle Encyclopédie Diderot (NED) et la cité des Sciences et de l'Industrie proposent un cycle de tables-rondes pour confronter le point de vue des chercheurs de toutes disciplines et des citoyens sur les « questions vives » que pose le développement des sciences et des techniques.

Mardi 16 avril à 17h

« Le tourisme : une chance pour l'économie, un risque pour les sociétés ? »

avec Jean-Luc Michaud, directeur des industries touristiques, Dominique Lecourt, Président de la NED, et les auteurs... (accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Constantin Carliou 75019 Paris, Métro Paris de la Villette
Informations : (1) 40 05 73 32

SCIENCES • MEDECINE

Petits soins français pour Anglais

L'hôpital de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), qui accueille déjà des patients britanniques, cherche à passer des accords avec les autorités sanitaires du comté de Kent

EN Angleterre, l'information s'est répandue comme une traînée de poudre. De la BBC en passant par la presse nationale ou les journaux féminins, les médias ont colporté l'étonnante nouvelle : un hôpital français offrirait de soigner les patients britanniques victimes des flots d'attente. Un affront au fleuron de l'Etat-providence, le Service national de santé du National Health Service (NHS).

Avec l'aide d'un avocat, la direction de l'hôpital de Boulogne-sur-Mer a pris contact avec les autorités sanitaires des districts de Kent, un comté du sud-ouest de l'Angleterre, où l'attente pour les soins est parfois de plusieurs semaines. L'objectif : organiser des conventions pour la prise en charge de malades britanniques sans que ceux-ci aient à déboursier un penny.

Rien n'empêche actuellement les patients d'obtenir des soins de santé à Boulogne. Mais l'intervention est à leurs frais. Ils sont déjà une dizaine à avoir fait le déplacement et une trentaine attendent leur tour. A l'hôpital, on ne peut pas payer de sa poche, mais pour se faire opérer d'une cataracte. En Angleterre, le Service national de santé (NHS), fondé sur le principe d'une médecine gratuite pour tous, a des effets pervers. Pour certaines interventions, qui ne sont pas reconnues comme prioritaires et urgentes, les listes d'attente peuvent atteindre un à deux ans.

Seuls les plus fortunés peuvent échapper à ces lenteurs en s'adressant à la médecine privée, et ne sont pas remboursés par le NHS mais par des assurances privées aux coûts prohibitifs. A l'hôpital de Boulogne-sur-Mer, M. Davies a déboursé environ 7 000 francs contre les 20 000 francs que lui demandait une clinique britannique.

Du sixième étage de l'hôpital général de Boulogne-sur-Mer, on aperçoit les falaises crayeuses de Douvres. C'est là que M. Robert Cheoudet, le directeur, a échappé au piège. Une véritable offensive commerciale. « Nous avons d'abord lancé une étude de marché pour identifier les secteurs médicaux où l'attente était la plus importante », explique-t-il. Puis, nous nous sommes renseignés sur les prix de revient des actes les plus demandés afin de pouvoir calculer des tarifs raisonnables. Les soins en chirurgie en cas de catastrophe, principalement en cas de catastrophe, arrivent en tête, suivis par l'orthopédie avec les prothèses de hanche et la chirurgie vasculaire, notamment pour le traitement des varices.

Libre circulation

Malgré ces opportunités, la direction multiplie sans grand succès, depuis trois ans, les contacts avec les autorités sanitaires des districts. Aujourd'hui, la toute nouvelle réforme du système de santé anglais pourrait lever certains obstacles. Entrée en vigueur

le 1^{er} avril, elle accorde une autonomie comptable aux responsables sanitaires des districts ainsi qu'aux cabinets de médecin et leur permet de passer des contrats annuels avec les établissements de soins de leur choix, publics ou privés. C'est toujours le NHS qui finance, mais cette possibilité contractuelle permet de faire jouer la concurrence dans le système britannique.

Déjà trois districts du Kent ont manifesté leur intérêt pour les propositions de l'hôpital de Boulogne-sur-Mer : Medway, qui a envoyé une délégation visiter l'hôpital, Tunbridge et Maidstone. Mais le National Health Service, qui finance les districts, excepte-t-il de voir l'argent du contribuable profiter à un hôpital outre-Manche? Selon le département de la santé britannique, dont The

Independent rapportait les déclarations dans son édition du 3 mars, il est illégal pour les médecins généralistes ou les autorités sanitaires d'envoyer les patients se faire soigner à l'étranger en dehors de circonstances sociales ou médicales exceptionnelles. Faux, rétorque l'avocat de l'hôpital, Mr Philip Jenkins, ce sont les dispositions du traité de Rome prévoyant la libre circulation des services qui doivent s'appliquer. « Il s'agit d'obtenir une décision politique et nous faisons monter la pression chez les Anglais », remarque M. Chanudet. Côté français, la DDASS (direction départementale de l'action sanitaire et sociale) du Pas-de-Calais attend d'être saisie du dossier final pour se prononcer. « Nous avons posé des conditions à ce projet. Tout d'abord, ces interventions

ne doivent pas se faire au détriment de la population française. Ensuite, les surcoûts de fonctionnement qu'elles occasionneraient devront être intégralement compensés par les recettes, signale-t-on à la DDASS. Si ces garanties sont respectées, nous ne verrons pas d'objection à la réalisation de ce projet ».

La Sécurité sociale n'interviendra absolument pas dans le financement des soins aux Britanniques, assure le directeur. Les médecins et chirurgiens seront payés dans le cadre de leur activité libérale au sein de l'hôpital par les autorités sanitaires du Kent. Le prix de l'intervention, calculé grâce à une comptabilité analytique, couvrira l'ensemble des frais occasionnés et permettra même de dégager un excédent qui pourra être réinvesti

dans l'hôpital. Depuis quelques années, l'équipe hospitalière ne compte pas ses efforts pour attirer les clients britanniques. Un médecin bilingue réceptionne les appels et les courriers en provenance d'Angleterre. Les cuisiniers ont appris à faire le breakfast dans les règles de l'art. Le personnel a suivi des cours d'anglais intensifs. Enfin, quelques infirmières et aides-soignantes sont parties en stage en Grande-Bretagne pour être formées aux techniques de soins à l'anglaise. Déjà, le projet boulognais fait des émules et des cliniques suivent ses développements. « Nous essaierons de négocier des contrats d'exclusivité », remarque M. Chanudet, qui s'est déjà décidé à ne pas laisser au hasard.

MARTINE LARONCHE

POINT DE VUE

Le droit à la santé

Depuis deux ans, un groupe de travail composé de représentants de Médecins sans frontières, des associations REMEDE et COMEDE (1), ainsi que des médecins généralistes, réfléchit aux conditions d'accès aux soins pour les plus défavorisés.

PARTANT de ses expériences de terrain et de sa réflexion, le groupe a élaboré une série de propositions, sur lesquelles il souhaite que le législateur se prononce.

Les mesures minimales destinées à améliorer l'accès aux soins reposent sur le principe suivant : substituer (enrichissant aux vœux du Conseil économique et social) aux mécanismes de l'assistance en cas de maladie (aide médicale), les mécanismes de l'assurance protégeant les personnes en permanence (Sécurité sociale, mutuelle).

Dans cette perspective, la généralisation et l'amélioration des mécanismes d'assurance devraient compenser plusieurs volets :

1) La généralisation de l'assurance-maladie à toutes les catégories de la population, conformément aux objectifs définis par la loi de 1978, au nom de la solidarité nationale.

L'importance du problème des non-couverts dans notre pays est attestée par le chiffre : 400 000 à 800 000 personnes selon les estimations du Conseil économique et social. Cela correspond toutefois à moins de 2 % de la population : on peut donc penser que la garantie d'un accès aux soins pour cette population ne constitue pas un problème économique insurmontable pour un pays comme la France.

2) L'amélioration de la couverture complémentaire des personnes disposant de peu de ressources.

Cela peut se faire, soit par le biais d'une exonération du ticket modérateur pour les personnes à faible niveau de ressources, soit

par le biais d'une prise en charge complémentaire par des mutuelles dont les cotisations sont versées par l'aide sociale.

Comme cela se fait déjà dans certains départements, ces dernières pourraient être gérées par la Caisse primaire d'assurance-maladie, qui serait alors l'interlocuteur unique de l'assuré.

3) L'extension des possibilités de dispense d'avance des frais (au tiers payant).

Cette série de mesures devrait s'appliquer aux consultations médicales (rétablissement de la procédure dite « à la discrétion du médecin ») à la pharmacie, aux examens complémentaires.

L'ensemble de ces mesures rendra de fait inutile l'aide médicale dans sa forme actuelle.

4) La clarification des taxes réglementant l'accès aux soins des étrangers ainsi que l'écoulement et l'assouplissement des procédures s'y rapportant, notamment en ce qui concerne :

a) la durée de résidence en France et la nature des preuves à apporter pour justifier cette résidence ;

b) la prise en charge des membres de la famille d'un assuré étranger en tant qu'ayant droit ;

c) les délais d'ouverture des droits à la Sécurité sociale pour les demandeurs d'asile.

Enfin, les associations défont le nécessaire d'améliorer l'accès au service public, de mieux adapter aux plus démunis, et de mettre en place des actions de prévention en faveur de ces populations.

Tout en étant conscient des contraintes économiques en matière de santé, notre groupe est convaincu que les choix futurs doivent privilégier l'accès aux soins dans le respect des principes éthiques fondamentaux.

(1) REMEDE (Relais médical aux délaissés), 101, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. COMEDE (Comité médical pour les exilés), BP 31, 94272 Le Kremlin-Bicêtre Cedex. MSF/Programme France, 8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris.

CORRESPONDANCE

A propos des « cécités de la loi »

A la suite de la publication de l'article intitulé « Les cécités de la loi » (Le Monde Sciences-Médecine du 3 avril 1991), nous avons reçu de M. Jacques Fauvet, président de la Commission nationale informatique et libertés, les précisions suivantes :

C'est précisément en raison du fait que le glaucome est une maladie curable, pour laquelle existent des traitements préventifs, que la Commission, dès 1988, s'est déclarée favorable à l'étude génétique envisagée.

Elle a toutefois estimé, à la suite d'une longue concertation menée avec M. Chaventre, chercheur responsable de l'étude, les professeurs Jacquard et Feingold ainsi que des représentants du comité d'éthique, que des recherches génétiques impliquant un contact et une information des familles devaient nécessairement faire intervenir un médecin chargé d'assurer la prise en charge effective, tant médicale que psychologique, de ces familles.

En effet, l'INED envisageait initialement d'informer directement, par voie postale, les familles à risques, localisées grâce à la consultation des registres d'état civil.

La solution en définitive adoptée par la CNIL dans sa délibération du 7 juin 1988 concilie les impératifs de santé publique et le respect de la vie privée des individus.

Le contact direct auprès des familles a effectivement été supprimé, un médecin de l'INED est chargé d'informer les médecins du département concernés des caractéristiques du marqueur génétique de façon que, dès qu'ils ont connaissance, dans leur clientèle de personnes susceptibles d'être porteuses de ce gène, ils les adressent aux services spécialisés.

La CNIL n'a donc nullement eu l'intention d'empêcher de joindre

les personnes intéressées et encore moins de les empêcher de bénéficier d'un traitement médical, elle a toutefois estimé que les méthodes envisagées initialement par l'INED étaient susceptibles de porter atteinte à la vie privée et à l'intimité des familles.

En outre, la consultation des registres d'état civil ne permet pas d'obtenir, de façon fiable, des adresses actualisées.

La Transparence.

Les Pharmaciens disent

“Oui”

... mais en respectant les règles du jeu.

Beaucoup de ceux qui parlent de la publicité comparative, n'hésitant pas même à mettre globalement en cause la distribution en pharmacie, semblent en méconnaître la règle fondamentale :

La publicité comparative doit comparer ce qui est comparable.

Lorsque l'on replace ainsi la publicité comparative sur son véritable terrain et qu'elle se situe au niveau de l'ensemble d'une profession, nous autres pharmaciens, sommes POUR, 100 % POUR, car nous savons bien que notre image de marque ne peut qu'y gagner.

Les conseils, le dialogue, la mise en garde contre les risques d'abus de médicaments, les explications sur leur bon usage, bref les multiples services et avis que nos clients viennent chercher — et trouvent — chez nous, pèsent autrement plus lourd que les quelques francs de plus que coûtent parfois chez votre pharmacien certains produits.

Daos cette confrontation entre la distribution par les professionnels-conseils que nous sommes de par notre

formation et notre expérience, et celle, anonyme et impersonnelle, que l'on trouve ailleurs, nos clients savent et sauront toujours que choisir.

Le poids d'une publicité, fût-elle écrasante, ne l'emportera pas face au bon sens de ceux qu'elle cherche parfois à abuser.

Les Français ne sont pas des « débilés ». Ils savent que le Médicament, c'est sérieux puisqu'il est efficace. Il mérite d'être manipulé, conseillé et délivré avec prudence et modération. Et non mis à la portée de tous, sans discernement.

Le service assuré « jour et nuit » par le réseau des pharmacies, ça compte !

On ne tournera pas impunément en dérision * tous les pharmaciens qui, à partir de près de 23 000 pharmacies, sont les relais incontournables de l'information et de la protection-santé de nos familles.

* Contrairement à ce qui a été dit ou écrit, le Conseil National de l'Ordre poursuit son action en justice et a obtenu par une ordonnance en référé l'engagement de non reprise de la publicité comparative que certains s'efforcent d'autoriser à diffuser.

Ordre National des Pharmaciens

55 000 Pharmaciens au service de la Santé publique.
4, avenue Ruysdaël, PARIS 75008



240 PAGES 160 Frs.

سكنى في الاحل

Le syndrome Toutankhamon

Les ors de la basilique des rois de France sont exposés avec succès

22. Controverses autour de la formule d'abonnement
23. Un nouveau ministre de l'Agriculture

24. Convention FNE aux Chantiers de l'Atlantique
25. Hachette décide de geler les actions de Montana

26. La Carpio entre dans le capital des Wagons-lits
27. Bourse de Paris

BILLET

Le credo de la FNSEA

Le congrès de la FNSEA, qui s'ouvre le mardi 9 avril à Angers, sera le baptême du feu du nouveau ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz. Un en éprouve le congrès de Versailles, qui avait marqué son divorce avec l'ancien locataire de la rue de Valenciennes, M. Henri Nallet, le principal syndicat d'exploitants agricoles vit, depuis près de six mois, une certaine lune de miel avec M. Mermaz. Il est vrai que jusqu'à présent la FNSEA n'a pas eu trop à se plaindre de son ministre, celui-ci défendant, avec une dextérité inattendue pour un « néophyte », les dossiers chauds de l'actualité agricole : les négociations du GATT et la réforme de l'Europe verte.

Avec son accent rocailleux de l'Avsyrion, le président de l'organisation, M. Raymond Lacombe, répète au ministre son credo : d'abord préserver une politique agricole fondée sur la garantie des prix, la maîtrise des marchés et la préférence communautaire. C'est sous couvert de tels prétextes que la FNSEA acceptera un plafonnement des aides et une redistribution des soutiens en faveur des exploitants les plus défavorisés. « Entamer la réforme par une baisse des prix brutale est inacceptable », tempête M. Lacombe, qui appelle le ministre à « poursuivre la résistance à Bruxelles ».

La FNSEA admet ensuite la nécessité d'ajuster l'offre à la demande. Mais elle ne veut pas que les surplus céréaliers et laitiers apparus pendant les dernières campagnes donnent à nouveau aux agriculteurs l'image de faiseurs d'excédents. « Le débat sur la maîtrise des productions doit tenir compte des critères de sécurité alimentaire et des déséquilibres Nord-Sud », prévient le leader de la Fédération, qui entend enfin promouvoir une meilleure cohérence agricole entre les régions, admettant même que des zones fragiles existent dans tous les départements, y compris les plus favorisés.

Peu à peu, le syndicat majoritaire reconnaît le droit à l'existence d'une agriculture multifonctionnelle, moins intensive et mieux répartie sur le territoire. Une évolution salutaire qu'il demande à M. Mermaz de prendre à son compte. « On le surveille ! », s'exclame M. Lacombe, qui quittera ses fonctions avant la fin de son mandat, prévue en mars 1993. Il restera cependant en poste au lendemain du congrès d'Angers, l'engagé à bon entendeur qu'ensuite, « le compte à rebours aura commencé ».

ERIC FOTTORINO

Première étape de la renégociation de la dette brésilienne

Brasilia règlera les arriérés accumulés auprès des banques

Après un moratoire de fait de près de deux ans, et treize mois de négociation, l'espoir d'une renégociation de la dette brésilienne - d'un montant total légèrement supérieur à 120 milliards de dollars - n'est plus totalement utopique. Les autorités de Brasilia ont annoncé, lundi 3 avril, qu'elles étaient parvenues à un accord pour le paiement des quelque 8,5 milliards de dollars d'arriérés d'intérêts accumulés auprès des banques commerciales. Le remboursement du quart de cette somme est prévu pour cette année, le solde étant converti en titres obligataires à maturité de dix ans.

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Ce qui représentait, pour les banques commerciales, un préalable à toute discussion sur le rééchelonnement des créances semble

devenu acquis, sous réserve de la ratification par le Sénat. Depuis quelques mois, le Brésil avait assoupli sa position en indiquant, au mois de décembre, une reprise partielle des paiements et confirmant cette annonce par le versement, le 15 mars, de 30 % de l'échéance semestrielle au jour dit. Le ministre de l'Économie, M. Zélio Cardoso de Mello, avait elle-même annoncé la possibilité d'un accord rapide au moment de la présentation par le président Fernando Collor de Mello de son « Grand projet » de reconstruction nationale (Le Monde du 19 mars 1991).

Les pressions internationales ne se sont guère relâchées durant cette période. Le Brésil, cachant à peine sa volonté d'ignorer les banquiers pour privilégier un accord avec le FMI et le Club de Paris (les créanciers publics), s'est attiré, au mois de septembre dernier, les foudres de M. Michel Camdessus. Le directeur général du FMI affirmait alors que sans une sérieuse négociation avec les banques privées aucun accord ne serait possible avec les

organisations multilatérales. Une situation d'autant plus intenable que le Brésil apparaît de plus en plus comme le « mauvais élève » du continent.

L'accord intervenu lundi, s'il ne règle pas, loin s'en faut, le problème de la dette brésilienne, permet d'envisager un certain retour de la confiance, et la recherche de solutions durables. Reste à savoir si, après cette première étape laborieuse, les discussions à venir pourront aboutir rapidement. Les banquiers et experts se montrent, eux, toujours fort sceptiques.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

La transition polonaise engagée

Suite de la première page

Les comptes internes et externes, ont été rééquilibrés. Grâce à la suppression de nombreuses subventions, le budget de l'État, encore lourdement déficitaire en 1989, a dégagé un léger surplus en 1990. Les comptes extérieurs, enfin se sont stabilisés : la stagnation des importations et l'envol des exportations ont permis à la Pologne de réaliser un excédent commercial en devises importants (3,8 milliards de dollars) et un surplus des paiements courants (1 milliard de dollars). Mieux, ils traduisent une rapide réorientation des échanges vers l'Ouest : les ventes y ont augmenté de 40 % l'an dernier.

Ces belles performances conjoncturelles sont cependant fragiles. L'environnement international (l'effondrement de l'économie soviétique, le ralentissement de la croissance à l'Ouest, l'augmentation du prix du pétrole...) n'est guère favorable. Le commerce extérieur en devises - qui comprend maintenant tous les échanges avec l'URSS - a plongé dans le rouge au début de cette année. La production étatique continue de baisser. Les pressions à la hausse des prix restent fortes.

La confiance dans le zloty

Ce retour aux grands équilibres a déjà coûté cher aux Polonais. Il a eu effet été obtenu au prix d'une forte contraction de l'activité (une baisse de 13 % du revenu national, selon les statistiques officielles) et d'un effondrement de la production industrielle (une chute de 23 % dans le secteur d'État). Tout le monde a

payé. Côté du dispositif, la politique sociale a été jusqu'à présent extrêmement sévère. Le pouvoir d'achat des salariés a baissé de 28 % l'an dernier. La consommation a chuté. Les files d'attente, qui ont disparu devant les magasins « à la fin d'un cauchemar » pour les Polonais et les Polonaises - se sont reconstituées devant les bureaux pour l'emploi. Le nombre des chômeurs, pratiquement inexistant il y a quinze mois, est aujourd'hui de 1,2 million (7 % de la population active).

Mais M. Balcerowicz peut se prévaloir de succès que devraient lui envier de nombreux ministres des finances latino-américains. Tout d'abord, en introduisant une « convertibilité interne du zloty », il a redonné confiance dans la monnaie nationale. Fortement dévalué le 1^{er} janvier 1990, le zloty (1 dollar vaut 9 500 zloty) n'a désormais pratiquement plus qu'un seul cours. Depuis plus d'un an, le marché noir des devises - l'une des grandes attractions de la Pologne socialiste - a pratiquement disparu. Une véritable révolution. Sur le marché libre, le zloty se négocie... à son cours officiel, ou presque ! Le fonds de stabilisation mis en place avec l'aide des Occidentaux n'a pas été utilisé. Dans les banques, les Polonais gardent même leurs économies en zlotys ! Il est vrai qu'ils obtiennent des rémunérations élevées. « Nous avons arrêté le phénomène de dévalorisation de l'économie », explique ainsi M. Urszula Płowiec, professeur de l'Institut de recherche du commerce extérieur de Varsovie et secrétaire de la Société économique polonaise. « Une réussite énorme », commente-t-elle. Et elle n'a pas tort.

Autre succès, le début de la privatisation de l'économie. La mise en place des institutions d'une économie de marché a commencé. Les principales libertés économiques (d'installation, de commerce...) ont été accordées. Les lois sur la propriété et les privatisations ont été adoptées. Un système bancaire est en cours de constitution (le nombre des banques est déjà passé de 9 à 80, dont certaines sont complètement privées). Un marché boursier devrait ouvrir en juillet à Varsovie, sur le modèle de la Bourse de Lyon.

Conséquence : libéré, l'esprit d'entreprise s'exprime partout. Dans les commerces, les services, la petite industrie, c'est le rush. Des PME sont créées : 300 000 en un an, un million ? Les chiffres sont incertains. La rue témoigne en tout cas d'un formidable foisonnement d'initiatives : un commerce tous azimuts s'y développe. « C'est encore un peu le bazar oriental », remarque avec sympathie M. Płowiec, en évoquant le gigantesque marché permanent qui s'est installé autour du palais de la culture, dans le centre de Varsovie. « La mode maintenant, c'est de créer son entreprise, c'est de devenir businessman », remarque de son côté M. Krystyna Szymkiewicz, chargée de recherches au CNRS.

Le poids du secteur privé dans

l'activité nationale s'accroît rapidement : plus de 35 % du commerce de détail, 60 % du transport par camion. Si la production des entreprises d'État s'est effondrée (une chute de 20 %), en revanche, celle du secteur privé a fortement augmenté (de 17 %). Un tiers des salariés abandonnés par les entreprises d'État ont retrouvé du travail dans le privé.

Autre aspect, à côté de la vente des petits commerces et restaurants, les privatisations des grandes firmes d'État ont commencé (Le Monde du 28 mars). Les lois ayant été adoptées et les procédures mises en place, le gouvernement souhaite accélérer le mouvement. Après les cinq entreprises cédées au privé en décembre, il envisage la mise en vente de près d'un millier de firmes d'État cette année (sur un total de 8 000).

Vers une nouvelle purge ?

La purge a-t-elle été suffisamment sévère ? La libéralisation amorcée rend-elle désormais irréversible la transition à l'économie de marché ? Un élément, soulevé notamment par les experts de la commission économique pour l'Europe de l'ONU, amène à poser ces deux questions. Malgré les discours de M. Balcerowicz et malgré l'ampleur de la récession de 1990, les véritables restrictions n'ont pas encore été engagées. La chute de la production industrielle dans le secteur étatique (de 25 %) n'a pas été accompagnée d'une baisse équivalente des effectifs (en réduction de 8 %). Il y a eu une baisse sensible de la productivité.

Pour des raisons sociales et politiques, les dirigeants des entreprises d'État - certaines fonctionnent en autogestion - ont conservé leurs effectifs. Compte tenu de la chute de leurs recettes, elles ont continué à payer leurs salariés mais ont arrêté de payer leurs fournisseurs. L'endettement inter-entreprises a ainsi connu un développement considérable l'an dernier. Il n'y a pratiquement pas eu de faillites. Les mines, les chantiers et les ateliers continuent de tourner, à perte et en s'endettant. De l'autre côté, l'investissement a fortement baissé. La restructuration de l'économie devra donc encore passer par de douloureuses opérations. Les experts de Genève craignent 2,7 millions de chômeurs : à ce niveau, le risque

Pour accroître leur part du marché des micro-ordinateurs

Dix-neuf sociétés d'informatique s'allient contre IBM et Sun

Dix-neuf sociétés d'informatique du monde entier (européennes, américaines et japonaises) ont constitué un groupement, annoncé le 9 avril à New-York et à Bruxelles, pour définir et développer des micro-ordinateurs et stations de travail selon des spécifications communes. Une offensive destinée à contrer les numéros un de ces marchés, IBM pour les micro-ordinateurs, et Sun pour les stations de travail.

En informatique l'heure est à la standardisation. Après avoir développé des systèmes « propriétaires », qui lient les utilisateurs à une marque donnée, les constructeurs ont aujourd'hui pour objectif de satisfaire la demande de leurs clients, ils doivent leur offrir des systèmes « ouverts » capables de communiquer avec des machines d'autres fabricants. Les leaders sur un segment du marché ne se posent pas trop de questions : leur position dominante a pour avantage d'imposer leurs spécifications.

Aux challengers de se débrouiller ensuite pour offrir des solutions compatibles.

Pour sortir de cette situation de dépendance, des alliances se sont créées ces dernières années. Dernière en date : « The Advanced computing environment » ou ACE, annoncée mardi simultanément à New-York et Bruxelles, regroupe dix-neuf sociétés d'informatique, constructeurs d'ordinateurs et sociétés de logiciels (1). Son objectif est de définir des spécifications communes pour les micro-ordinateurs et les stations de travail (ordinateurs, souvent utilisés en réseau ou connectés à des plus grosses machines et particulièrement dotés pour faire des graphiques).

Ces spécifications concernent les trois parties les plus importantes d'un ordinateur : le processeur central, c'est-à-dire le cerveau de la machine ; le système d'exploitation qui coordonne le fonctionnement des différentes parties, et le bus, chargé de véhiculer les données d'une partie de l'ordinateur à une autre.

Le ralliement à Mips

En ce qui concerne le processeur central, le groupement retient les processeurs Intel, pour les micro-ordinateurs, et le processeur Risc (Reduced Instruction set computer) de la société américaine Mips Computer pour les stations graphiques. Le processeur Intel est celui qui équipe les micro IBM et compatibles, voie dans laquelle s'était déjà engagée tous les membres du groupement. Les processeurs Intel équipent environ 80 % des micro professionnels. Il aurait donc été suicidaire d'en choisir un autre. Le ralliement à Mips est une façon de contrer le processeur Sparc, propre à Sun, le numéro un des stations de travail, avec 38 % de parts de marché, devant Hewlett Packard (20,4 %) et Dec (16,9 %). En outre, le processeur Mips a le grand avantage de fonctionner avec n'importe quel autre système d'exploitation, ce qui donnait donc toute latitude au groupement pour le choix de ce dernier.

En ce qui concerne les systèmes d'exploitation, le groupement ACE a opté pour deux systèmes : OS-2 NT de Microsoft, et Unix version OSF. Le choix de l'OS-2 NT (plutôt destiné aux micro-ordinateurs) est une attaque contre IBM (leader de ce marché), et son propre système d'exploitation, également appelé OS-2. Le choix de la version OSF d'Unix (plutôt destiné aux stations de travail) s'oppose au choix de Sun (numéro un des stations de travail), qui a opté pour l'autre version d'Unix, celle de ATT, développeur initial de ce système d'exploitation.

Enfin, en ce qui concerne les bus, le groupement propose là aussi deux standards : soit le TurboChannel de Dec, soit le bus EISA, dont l'architecture a été définie il y a quelques années par neuf constructeurs pour contrer IBM et son bus MCA. Les membres du groupement s'engagent à développer au moins une machine conforme aux spécifications ACE.

(1) Les dix-neuf sociétés membres d'ACE sont : la Acer Group, Compaq, Control Data, Digital Equipment, Kubota Computer, Microsoft, Mips Computer, Nec, Nippon Kokuon K.K., Olivetti, Prime, Pyramid Technology, la Santa Cruz Operation, Silicon Graphics, Sony, Sumitomo Electric Industries, Tandem, Wang et Zenith (Bull).

Un arrêt de la Cour de cassation

Innocent et licencié

Selon la chambre sociale de la Cour de cassation, on peut avoir été innocenté par la justice et, malgré tout, être licencié pour une « cause réelle et sérieuse ». Tel est le sens de l'arrêt qui a été rendu le 12 mars dernier, dans un procès qui opposait un délégué régional du groupe immobilier Maison familiale à son employeur.

Avant d'être embauché, le 1^{er} septembre 1980, le salarié

avait été mis en cause dans une affaire d'infraction à la législation sur les sociétés. Il avait été condamné en première instance et finalement relaxé par la cour d'appel. Néanmoins, il fut licencié le 16 novembre 1983, le groupe Maison familiale considérant que sa présence dans l'entreprise pouvait lui être nuisible, en raison des fonctions importantes de représentation qu'il devait exercer.

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

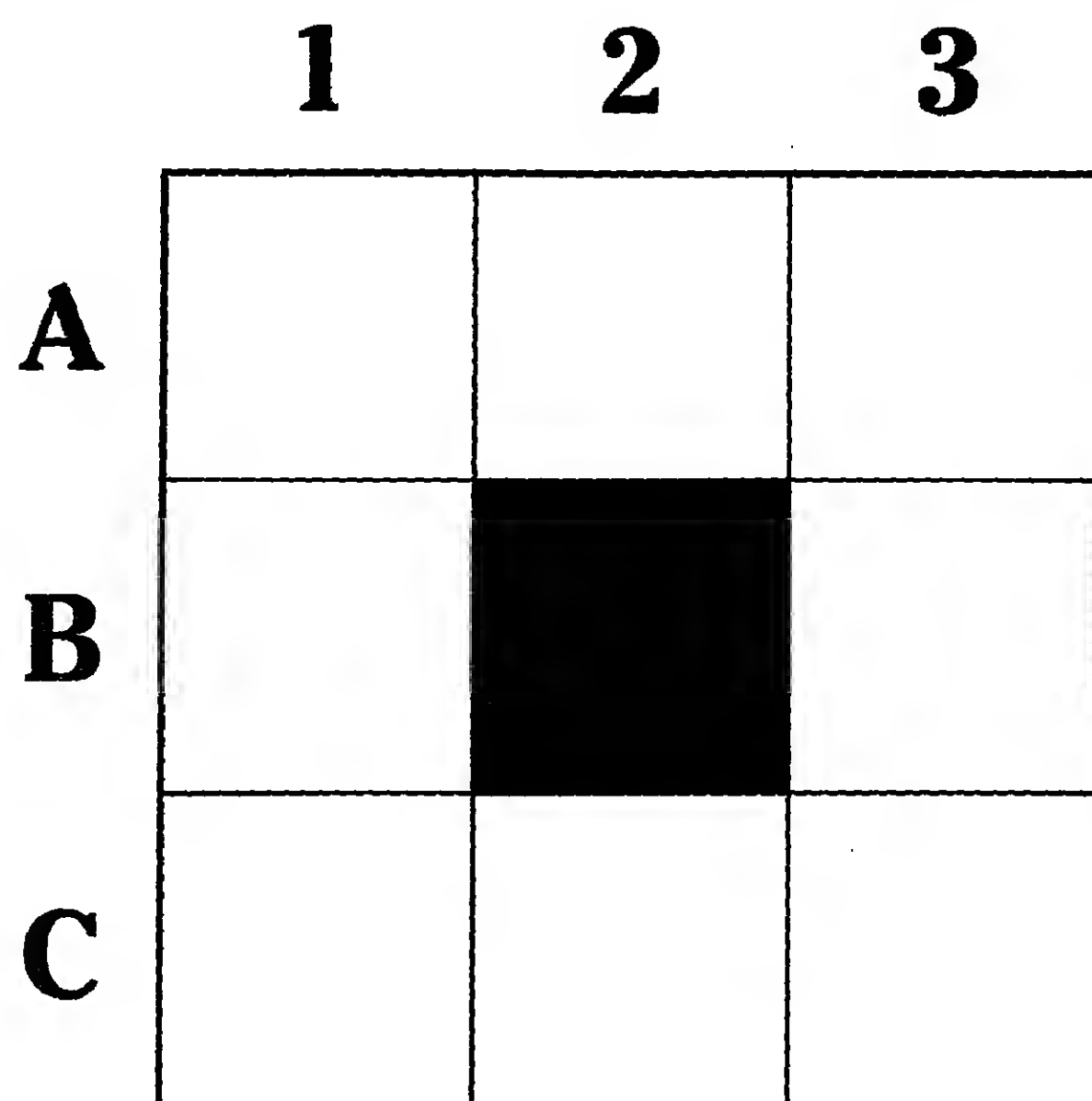
L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la rentrée 1991 : 6, 9, 10 septembre 1991.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 juin 1991.
- Documentation et dossier d'inscription :

ESSEC - Admissions BP 105
95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. : (1) 34-43-30-00
ESSEC, établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État.

ESSECE

هكذا من الاعمال



HORIZONTALLEMENT

A ■ L'ASSUREUR-VIE D'UN FRANÇAIS SUR TROIS.

C ■ (A L'ENVERS) UN GRAND DE L'ASSURANCE-VIE.

VERTICALEMENT

1 ■ ASSURE 14 MILLIONS DE PERSONNES.

3 ■ (A L'ENVERS) POUR VIVRE BIEN ASSURÉ.



LA CNP EST L'UN DES TOUT PREMIERS ASSUREURS DE PERSONNES. AUJOURD'HUI, GRÂCE À ELLE, UN FRANÇAIS SUR TROIS A DES CONTRATS D'ASSURANCE PARFAITEMENT ADAPTÉS À SES BESOINS (ÉPARGNE, RETRAITE, PRÉVOYANCE, COUVERTURE D'EMPRUNT.

COMPLÉMENT MALADIE...), QU'IL SOIT ASSURÉ À LA POSTE, AU TRÉSOR PUBLIC, À L'ECUREUIL OU PAR L'INTERMÉDIAIRE DE SON EMPLOYEUR, DE SA MUTUELLE OU DE SON ORGANISME DE PRÊTS. CNP : TROIS LETTRES SYNONYMES DE CONFIANCE, CONSEIL ET COMPÉTENCE.

VIVEZ BIEN ASSURÉ

Médecins et partenaires sociaux divisés

Controverse autour de la formule d'abonnement auprès d'un généraliste

JEAN-MICHEL NORMAND

LIMOGES

Le jugement a été mis en délibéré jusqu'au 15 mai.

G. C.

Tout en agréant une convention du Fonds national de l'emploi

Les pouvoirs publics ont limité les départs à cinquante-cinq ans des salariés des Chantiers de l'Atlantique

SAINT-NAZAIRE

JEAN-CLAUDE CHEMIN

Du point de vue des pouvoirs publics, la bonne santé des Chantiers de l'Atlantique - ils ont devant eux un carnet de commandes comme ils n'en avaient pas connu depuis 1976 - oe justifie plus l'application d'une telle mesure. Ni la nécessité de rajeunir ses effectifs (la moyenne d'âge est de quarante-trois ans), ni le besoin de chômage au bassin nazairien.

PECHINEY

**RÉSULTATS 1990 : MAINTIEN D'UNE BONNE RENTABILITÉ
DANS UN ENVIRONNEMENT DIFFICILE**

Table 1

COMPTES CONSOLIDES

Le résultat net consolidé (par du Groupe) s'élève à 4.913 millions de francs, contre 3.537 millions en 1989. Hors plus-values exceptionnelles (2.688 millions en 1990, 575 millions en 1989), le résultat net est de 2.225 millions (44 francs par action) et se compare à un bénéfice de 2.762 millions (\$4,70 francs par action) pour l'exercice 1989, soit une baisse de 19 %.

Ce résultat traduit le maintien d'un niveau de rentabilité satisfaisant, malgré un environnement économique nettement moins favorable qu'en 1989, marquée notamment par une baisse de 15 % du cours moyen en dollars de l'aluminium au London Metal Exchange et une dépréciation de longue période du dollar (cours de change moyen de 16,5 francs contre 6,38 F en 1989).

- La contribution du secteur Emballage à la marge opérationnelle consolidée (soit 34 % du total) est en hausse de 7,6 % en francs et de 26 % en dollars (de 333 millions à 420 millions de dollars). La plupart des activités de ce secteur sont en progression ; la meilleure performance a été réalisée dans le boîtier boisson, qui a bénéficié d'un bon niveau d'activité et d'importants gains de productivité.
- En ce qui concerne le secteur Aluminium, les activités aval (Régénéré et Bâtiment-Distribution) ont évolué de façon satisfaisante avec des résultats globalement stables par rapport au très bon niveau atteint en 1989. La baisse de la marge opérationnelle du secteur provient intégralement de l'activité aluminium amont qui, malgré la persistance d'une demande soutenue, a subi le double effet du recul des cours mondiaux du métal et de la dépréciation du dollar.

• Dans le secteur Composants Industriels, l'activité Eléments de Turbomoteurs réalise une marge opérationnelle de 819 millions de francs, contre 899 millions en 1989 ; exprimés en dollars, les résultats progressent de 6 % (de 141 millions à 150 millions) grâce à une nette amélioration de la rentabilité au cours du second semestre.

- Quant au secteur Activités Industrielles connexes, plus des deux tiers de la baisse de ses résultats provient de l'activité électrometallurgique qui a été pénalisée par la diminution des prix de ferro-alliages et par la dépréciation du dollar.
- Le secteur Commerce International, après une année 1989 exceptionnelle, enregistre un recul de marge opérationnelle, mais confirme l'importance de la contribution aux résultats de l'ensemble.

Les perspectives 1991 sont inégales selon les secteurs : elles sont bonnes pour l'emballage et les sa-
fontaines pour les composants aéronautiques ; elle-
ne sont pas favorables pour l'aluminium, l'acier et
l'électro-metallurgie. Elles sont par ailleurs
pendantes de l'évolution du dollar, qui a pénali-
sés les résultats des deux premiers mois de l'exercice,
mais dont l'appréciation récente constitue un
facteur positif important. Globalement, si les tendan-
ces actuelles se poursuivent, le Groupe ne pour-
ra pas doubler, malgré un environnement économique di-
cile, qu'une baisse limitée de sa marge opérati-
nelle.

COMPTES DE PECHINEY, SOCIÉTÉ MÈRE
Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 3.461 millions de francs, contre 1.524 millions en 1989. Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale le maintien à 15 F (22,50 F avoir fiscal compris) du dividende des CIP : ce montant comprend la dividende prioritaire de 9,50 F et un dividende complémentaire de 5,50 F.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES		
en M.F.	1989	1993
Chiffre d'affaires	76 688	98 472
Marge opérationnelle	2 298	2 126
dont Emballage	2 481	1 188
Aluminium	993	1 122
Composants industriels	983	1 081
Activités industrielles connexes	466	691
Commerce international	(123)	(109)
Holdings	4 102	2 626
Résultat courant	2 225	2 562
Résultat net (part du Groupe)	4 913	3 337
hors plus-values exceptionnelles		
Résultat net (part du Groupe)		

Le chiffre d'affaires consolidé inclut les ventes des départements industriels (66.452 millions) et celles du secteur commerce international (10.417 millions). Le chiffre d'affaires industriel enregistre une baisse de 9 %, mais à cours de change constant il est quasiment stable d'un exercice à l'autre : le recul des secteurs aluminium et activités industrielles connexes est compensé par la progression de l'emballage et des composants industriels.

La marge opérationnelle (6.000 francs) diminue de 2.414 millions de francs, mais les frais financiers sont en forte baisse (de 3.406 millions à 2.586 millions) en raison du désendettement du Groupe et de la baisse du dollar. Compte tenu d'une diminution des charges hors exploitation, des impôts et de la part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées, le recul du bénéfice net avaut plus-values exceptionnelles se trouve limité à 537 millions.

INFORMATION MINTEL : 3616 CLIFF

PECHINEY

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

 PUBLICIS

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des Actionnaires convoquée le vendredi 21 juin à 11 heures 30, la distribution d'un dividende de F. 8 par action, ce qui représente, avec l'im

CEP
Communication

RÉSULTATS 1990

Le Conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire de l'exercice 1997 de porter le dividende net par action à 7,50 francs, contre 6,50 francs l'année précédente. Le Conseil a également décidé de proposer à l'assemblée générale le paiement d'un dividende complémentaire ou en actions.

هكذا من الاعمال

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Malgré un environnement extérieur plus favorable

Le gouvernement espagnol maintient sa politique de « refroidissement » de l'économie

Si la conjoncture internationale s'est améliorée, l'heure n'est pas venue pour l'Espagne de baisser la garde. Tel est en substance le message qu'a délivré le secrétaire d'État à l'économie, M. Pedro Perez, en brochant, vendredi 5 avril, le tableau des perspectives de l'économie espagnole de l'après-Golfe.

MAORIO

de notre correspondant

Le numéro deux du ministère de l'économie, M. Pedro Perez, a certes reconnu que les conséquences positives de la fin du conflit, comme la politique de réactivation menée par plusieurs grands pays industrialisés, la baisse du prix du pétrole ou la relance prévisible des flux touristiques, ne pouvaient qu'accroître la marge de manœuvre des grands argentiers espagnols. Mais tout cela, a-t-il immédiatement ajouté, « n'est pas suffisant pour nous faire changer de politique économique ». « Nous n'avons pas encore atteint un niveau suffisant dans la correction de nos déséquilibres », a-t-il assuré, et notre priorité est aujourd'hui d'assurer la convergence de notre économie avec celles des pays de la Communauté avant qu'on ne se livre à l'union économique et monétaire.

Aussi M. Perez a-t-il souligné que l'attention du gouvernement restait fixée de manière prioritaire sur les deux faiblesses traditionnelles de l'économie espagnole : le déficit extérieur et l'inflation. Dans ces deux domaines, les responsables économiques veulent enregistrer de nouveaux progrès cette année : ainsi, il s'agit de faire baisser le déficit de la balance des paiements courants de 3,5 % du produit intérieur brut (PIB), le niveau de 1990, à 2,8 % en 1991, et de faire passer la hausse des prix de 6,5 % à 5,6 %.

Le premier de ces objectifs semble accessible : y contribueront notamment la baisse du prix du pétrole, la bonne orientation des exportations espagnoles durant ces derniers mois et la perspective de voir l'Espagne choisie comme option de rechange par les touristes évitant les zones troubles du nord de l'Afrique et du Proche-Orient.

Le pari semble plus difficile à tenir en matière d'inflation : M. Perez a d'ailleurs reconnu qu'il était vain d'attendre des progrès significatifs dans ce domaine « avant l'été ». Si le comportement des prix des produits industriels est relativement satisfaisant, il n'en va pas de même de ceux du secteur des services, moins soumis à l'impact de la rapide introduction de la concurrence étrangère. L'hôtellerie, les transports et l'enseignement, notamment, restent apparemment réfractaires à toute politique de maîtrise des prix.

Un pacte social de compétitivité

Aussi le gouvernement poursuivra-t-il en 1991 la politique de « refroidissement » mise en œuvre depuis deux ans. La croissance du PIB, qui était encore de 4,3 % en 1989 et avait été ramenée à 3,7 % en 1990, devrait être durant cette année de 3 % seulement. Cela suite à la réduction spectaculaire de la demande, dont la croissance est passée de 1989 à 1990 de 7,8 % à 4,4 %, et qui devrait diminuer encore en 1991 et passer à 3,5 %.

M. Perez a précisé que tant la politique monétaire que la politique budgétaire seraient utilisées à cette fin par le gouvernement. Il a souligné à cet égard que la baisse des taux d'intérêt espagnols (qui restent toujours les plus élevés de la Communauté) décidée récem-

ment par la Banque d'Espagne (le Monde daté 17-18 mars) ne devait nullement être interprétée comme le début d'une phase d'assouplissement de la politique monétaire. Cette mesure semble en fait essentiellement due à la nécessité d'atténuer les pressions sur la peseta, qui menace de crever le plafond du système monétaire européen, une situation que M. Perez a qualifiée avec optimisme de purement « conjoncturelle ».

Quant à la politique des revenus, le secrétaire d'État a reconnu qu'elle était plus difficile à mettre en œuvre. Il a assuré que la moyenne des hausses de salaires obtenues depuis le début de cette année par le biais de la négociation collective atteignait en ce moment 7,4 %. Un niveau qui, a-t-il assuré, dépasse largement les prévisions des responsables économiques. Tout porte à croire à cet égard qu'une fois résolues les inconnues que, récemment remaniement ministériel, le gouvernement s'apprête à relancer son projet de négociation avec les interlocuteurs sociaux, d'un grand « pacte de compétitivité » dans la perspective du défi de 1993. Mais la tâche s'annonce difficile face aux réticences des syndicats, qui craignent que derrière ce vocabulaire ne se cache en fait un simple pacte de contrôle des salaires.

THIERRY MALINIAC

L'assemblée de la Banque interaméricaine de développement

Les Européens sont divisés sur leur contribution au fonds pour l'Amérique latine

TOKYO

de notre correspondant

Alors que le Japon a donné son accord de principe — sans toutefois indiquer le montant de sa contribution — au Fonds pour l'Amérique latine proposé par le président Bush, les Européens participant à l'assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement (BID), qui se tient à Nagoya, sont apparus divisés sur cette question. Au cours de la réunion de lundi 8 avril, si l'Allemagne a manifesté son soutien à la proposition américaine, les représentants de la France et la Grande-Bretagne ont exprimé leur réticence.

Une idée assez floue

En juin dernier, le président américain avait proposé que les États-Unis, le Japon et les pays européens participent à un Fonds de développement pour l'Amérique latine destiné à soutenir les investissements et s'engagent à fournir annuellement 300 millions de dollars sur cinq ans. Selon M. Fritz Fisher, directeur général adjoint au ministère allemand de la coopération, « un secteur privé dynamique est la clé du développement. (...) C'est pourquoi nous soutenons l'initiative américaine ». M. Fisher n'a cependant pas précisé l'ampleur de la contribution allemande.

Le représentant français, M. Denis Samuel-Lajeunesse,

directeur du service des affaires internationales au Trésor, a pour sa part fait valoir qu'il existe déjà suffisamment de fonds pour le développement (telle la Société interaméricaine pour les investissements), il semble que Paris ait été quelque peu pris de cours par la proposition américaine qui a été présentée sans concertation préalable suffisante. L'idée du Fonds reste en outre assez floue.

C'est notamment les arguments qu'a fait valoir le représentant anglais qui, tout en souscrivant aux objectifs généraux du projet, a émis des réserves sur le rôle du secteur public dans la promotion des investissements privés et le système de dépendance qui risque d'être ainsi créé. L'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et le Japon, en tant que membres fondateurs de la BID, ne disposent que de 8 % dans la répartition des droits de vote alors que les États-Unis et le Canada représentent 34,6 %.

Les membres non régionaux ont souhaité avoir davantage de poids dans la définition de la politique de la BID. C'est notamment le cas du Japon dont le ministre des finances, M. Hashimoto, a qualifié de « contrepoint regrettable » la limite des 8 % du droit de vote.

La presse japonaise commente les réticences européennes en soulignant la préoccupation suscitée par l'Europe de l'Est qui les dissuade de s'intéresser davantage à l'Amérique latine.

Ph. P.

COMMUNICATION

Hachette décide de « geler » les actions de Montana

Hachette a décidé le 8 avril de « geler » les actions de la holding Montana Management qui détient 8,4 % de son capital depuis 1989. Cette décision intervient après diverses révélations d'origine américaine indiquant que Montana serait dirigée par des Irakiens (le Monde du 26 mars et du 4 avril). Ce gel empêche toute vente des actions de Montana ainsi que la suspension du paiement des dividendes. Hachette précise que « si nécessaire » il rachètera ce paquet d'actions dès que les autorités internationales le permettront. Selon le Point, les participations de Montana dans Hachette sont gérées par le Crédit lyonnais.

Le groupe de communication français confirme qu'il va « poursuivre son enquête sur l'identité de Montana » en liaison avec les Trésors français et américain, avec les autorités panaméennes et avec le

fondeur de pouvoir de la holding, M. Philippe de Boccard. Le groupe de communication français note que les responsables de cette dernière affirment toujours que « Montana est une holding qui regroupe plusieurs ressortissants non européens en provenance de divers pays du Golfe ». Cependant, parce qu'il a recueilli « ces derniers jours des présomptions et des recoupements qui nous paraissent suffisants, sans constituer des preuves définitives », Hachette a décidé le gel des actions.

Enfin, le groupe français s'élève contre les « certains commentaires excessifs, injustes (...) » qui pourraient « nuire à son image de marque internationale ». Une détérioration qui s'est traduite par une baisse de 2,14 % du cours d'Hachette le 8 avril et que devrait codiguer la décision prise.

Le Crédit lyonnais affirme qu'il ne négocie pas un prêt de 250 millions de dollars à la MGM

ROTTERDAM

de notre correspondant

M. Jean-Jacques Brutschi, président du directoire du Crédit lyonnais (CLB), a catégoriquement nié, le 8 avril, que la banque soit sur le point d'accorder un prêt de 250 millions de dollars à la compagnie MGM-Pathe de M. Giancarlo Parretti : « Nous ne négocions pas aujourd'hui une telle ligne [de crédits] avec ce

groupe. » Après avoir précisé qu'il ne parlait « qu'au nom du CLB », M. Brutschi a laissé entendre que la position de la société mère, à Paris, n'était pas différente.

Après la publication des résultats 1990 de la banque (1), M. Brutschi s'est employé à banaliser les liens de la banque française avec son client italien : « Le CLB est le banquier des productions MGM, tout comme il l'a été celui des films Comen pour Poiché Communications Corporation. Mais nous n'accordons pas à M. Parretti d'autres crédits que pour produire des films. »

Autrement dit : le CLB n'a pas financé le rachat de MGM, n'a pas octroyé à M. Parretti des prêts via, notamment, la société Media (aux Pays-Bas), et n'a pas été impliqué dans la vente, en février 1990, des salles britanniques américaines du réseau Canon à un mystérieux groupe d'investisseurs, « qui n'est pas lié à M. Parretti ni au CLB ».

Pour le cinéma, M. Brutschi a indiqué que le CLB avait affecté en 1990 « plus de 10 % » de son portefeuille de prêts, soit au moins 6,5 milliards de francs, « au financement de quelques deux cents films, à 80 % américains ». Mais la banque de Rotterdam va infléchir sa stratégie : elle entend « élargir son champ d'action aux productions européennes », et cela au détriment des films américains puisque « la croissance des crédits [pour le cinéma] va être stabilisée ».

CHRISTIAN CHARTIER

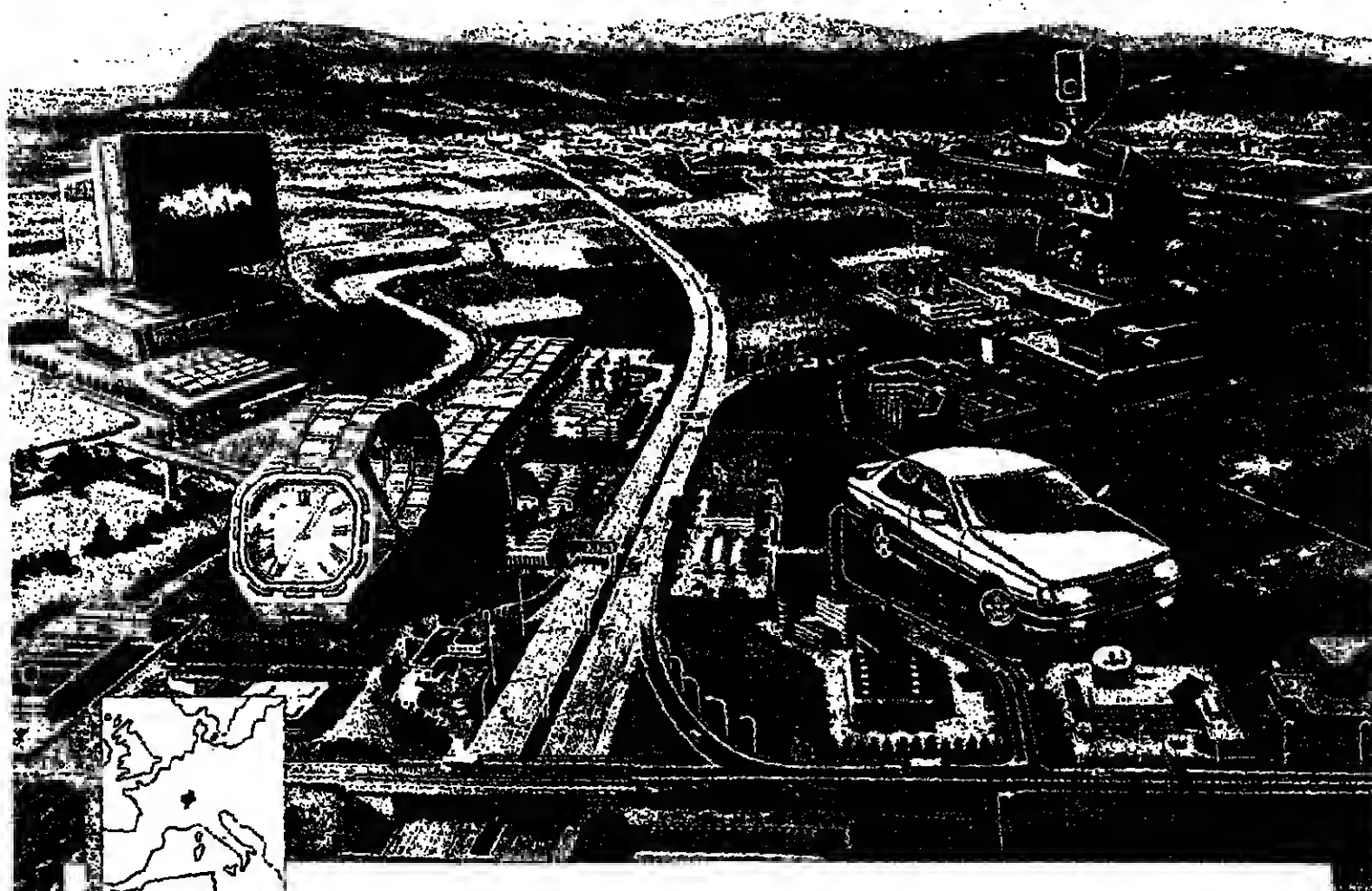
(1) L'an dernier, le total du bilan du CLB s'est chiffré à 35,3 milliards de florins (106 milliards de francs, en hausse de 11 %), et la banque a dégagé un profit net de 63 millions de florins (189 millions de francs, résultat stable).

■ M. Stéphane Roussel reçoit une haute distinction allemande. — Notre confrère M. Stéphane Roussel a reçu le 5 avril la croix de commandeur de l'Ordre du mérite de la République fédérale d'Allemagne des mains de M. Jürgen Sudhoff, ambassadeur de RFA à Paris. Elle représente le *Matin* à Berlin de 1930 à 1938, et passa la guerre à Londres dans le groupe de journalistes rassemblés par Pierre Comert au quotidien *la France*. De 1951 à 1980, elle dirigea à Bonn le bureau de *France-Soir*.

RENCONTREZ LE PAYS DE LA PRECISION

les 10, 11 et 12 Avril Au Salon S'Implanter

Porte de Versailles Paris-Stand 27-28 Allée CD



LE DOUBS, une authentique culture industrielle illustrée par quelques grands noms du département : PEUGEOT à Sochaux-Montbéliard, SOPAD-NESTLÉ, ALCATEL à Pontarlier, DU PONT DE NEMOURS, SUPERFOS à Besançon... Mais le DOUBS, c'est surtout un savoir-faire, celui des microtechniques, une force d'innovation qui a donné naissance à un maillage de PMI dynamiques, et fait du département du DOUBS le pays de la précision.

Si vous recherchez une implantation, le DOUBS possède des atouts sérieux : situation géographique sur les grands axes de développement de l'Europe (TGV, autoroute, etc.), main-d'œuvre professionnelle expérimentée, chercheurs de haut niveau.

Du choix de la localisation à l'aide au financement, l'Agence de Développement Economique du Doubs (A.D.E.D.) peut vous conseiller, vous aider concrètement grâce à une équipe de professionnels motivés et compétents.

L'A.D.E.D., votre partenaire pour réussir en douceur votre atterrissage dans la précision.

Pour toute information, envoyez votre carte de visite ou téléphonez à l'A.D.E.D., vous recevrez le GUIDE D'INVESTISSEUR pour vous permettre de tout connaître sur le pays de la précision.

LA TECHNOLOGIE DE PRECISION A UN PAYS... LE DOUBS

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU DOUBS

HÔTEL DU DÉPARTEMENT, 7 AV. DE LA GARE D'EAU, 25031 BESANCON CEDEX FRANCE - TÉL. 81.83.24.31 - TÉLEX. AGIDDEV 361184 F - TÉLÉCOPI. 81.82.01.40

CONSEIL GENERAL DU DOUBS

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-SulpiceHISTOIRE - ARCHEOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue bimestriel

Envoyez votre simple demande

COMMUNICATION

La galaxie Hersant

Suite de la première page

A soixante et onze ans, Robert Hersant demeure le seul, à l'exception peut-être de son grand argentier, M. Christian Grimaldi, à maîtriser l'écheveau des flux financiers qui se font de son groupe le plus puissant et le plus opaque de la presse française. Cette organisation floue qui défie toutes les lois du management, et sans doute certaines de la République - ne se glorifiait-elle pas en prenant le contrôle du Progrès d'être « en avance d'une loi » ? - Robert Hersant l'a voulu. Elle lui a servi après 1981, quand vingt-deux inspecteurs du fisc s'échinaient sans succès à trouver une faille dans le dispositif. Elle lui sert encore à diviser pour régner, en entretenant les rivalités.

Souple en attaque comme en défense, la « galaxie Hersant » ne

cerce en lui offrant, cette même année, le poste de directeur général adjoint du groupe. Aujourd'hui, à quarante-trois ans, Yves de Chaisemartin est l'homme-clé des négociations et des alliances, en France et à l'étranger. « C'est André Audinot, la facande et la bonhomie en moins », note un éditeur.

Devenu directeur général du groupe de communication et membre du conseil de surveillance du Figaro, il fut l'homme de Robert Hersant à la Cioq, où il orchestrait le retrait du groupe, tout en négociant les prises de participation au Siro, en Espagne. Mais ce spécialiste des missions difficiles, qui sait manier une politesse glaciale juste tempérée par un sens aigu de la diplomatie, participe aussi aux négociations hexagonales : en côté

suppléments est censé drainer la publicité et attirer des lecteurs nouveaux, pour regrouper les rangs que l'âge et les changements successifs de ligne rédactionnelle ont éparpillés. Mais les 300 millions de francs investis dans ce nouveau produit ne porteront vraiment leurs fruits que quand le dispositif sera complété, au nord et au sud de l'égémonie. Et rien n'assure que cet avatar gratuit peut garantir la survie de France-Soir, ce drain permanent dans les finances du groupe. Autant dire que l'avenir de l'inspecteur des finances Villin se lira aussi dans les comptes.

Le troisième n'est autre qu'un des fils de Robert Hersant, Philippe, trente-quatre ans. Deux de ses frères aînés, Jacques et Michel, travaillaient dans le groupe, notamment dans sa partie magazine. Mais c'est Philippe qui son père a choisi pour officier dans la presse régionale, le véritable cœur du groupe. C'est Philippe qui s'est peu à peu rodé aux métiers de la presse, au cours d'un patient parcours initiatique. Son fier théorique se limite à France-Antilles, c'est-à-dire à une société juridique-

renouant avec les bénéfices, le Progrès sert maintenant de base à une nouvelle vague d'expansion, comme en témoigne le rachat du Bien public de Dijon (le Monde du 28 mars). Mais Philippe Hersant est encore associé à cette offensive qui s'étend sur les marchés littéraires. L'Est républicain, dont le groupe vient de prendre 24 %, n'est-il pas voisin de l'Union ?

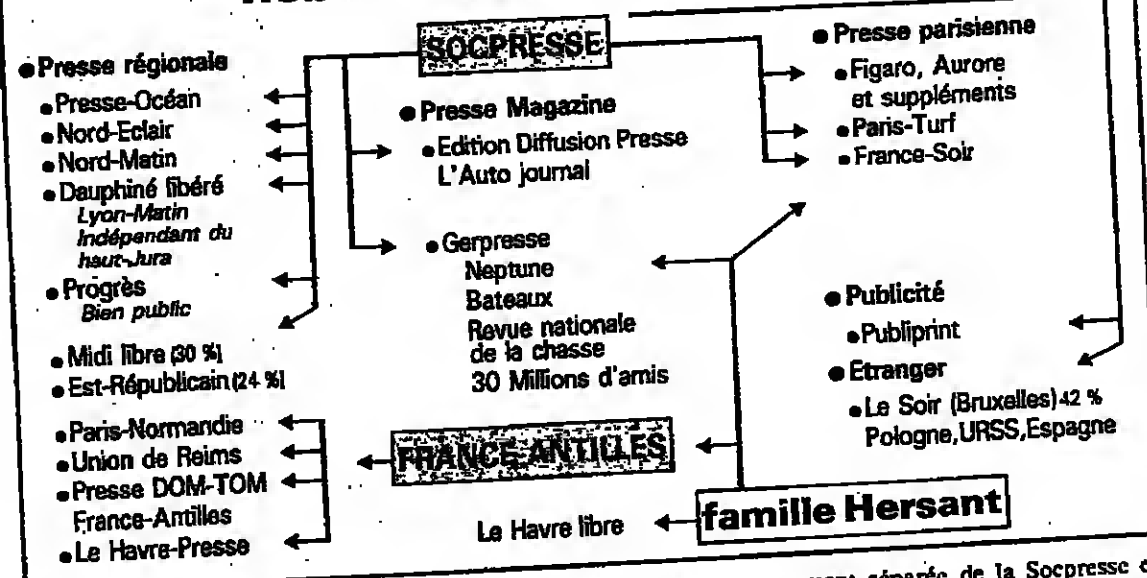
Derrière le trio Chaisemartin-Villin-Hersant gravite le « second cercle » des fidèles de Robert Hersant. Un ensemble flou qui mêle gestionnaires, têtes politiques ou hommes d'appareil. Les juristes Bertrand Cousin et Charles Debassch cultivent les dossiers délicats et les contacts à droite : l'habile Jean Miot, versé dans l'alchimie des organisations professionnelles de la presse, rompu aux négociations syndicales, ne dédaigne pas à l'occasion les diners du Siècle ou la fréquentation des « ateliers » de la franc-maçonnerie, tout en cumulant les présidences (celle de l'Office de justification de la diffusion ou celle du puissant Syndicat de la presse parisienne entre autres). Cyrille Duval surveille le nerf de la guerre, la publicité, à la tête des principales régies du groupe tandis qu'Henri Morny gère le développement du groupe hors de la métropole et en Europe centrale - « un des derniers endroits au monde où l'on a facilement l'impression d'être riche », plaisantait récemment Robert Hersant.

Dans l'immédiat, cet aréopage est mobilisé pour relever les défis du groupe : rentabiliser un empire aux fonds propres dérisoires, digérer la modernisation des imprimeries, étendre le maillage de la presse régionale sans s'écarter des foudres des dispositifs anti-concentration et sortir des frontières. Robert Hersant fermement aux commandes, ces tâches urgentes dispensent son entourage d'être d'âme sur le devenir du groupe. Mais l'ascension de Philippe Hersant pose une nouvelle question : la galaxie Hersant peut-elle devenir une dynastie ?

MICHEL COLONNA D'ISTRIA ET YVES-MARIE LABÉ

(1) L'Expansion, 6/19 avril 1984

Robert Hersant et sa famille



connaît qu'un seul centre, mais comprend plusieurs réseaux tissés au fil des années, des affaires et des amitiés. La mort récente de Michel d'Ornano, numéro deux officiel du groupe - il était vice-président de la Socpresse, société éditrice du Figaro - a créé un vide au côté de Robert Hersant, dont il était à la fois l'émissaire et le confident.

Fin politique et observateur perspicace d'un microcosme politique où il comptait de nombreux amis (le Monde daté 10-11 mars), le comte d'Ornano était aussi pour une bonne part, du fait de ses attaches familiales, dans les conquêtes polonaises du groupe. Sa mort survint quelques années après le décès brutal, en 1986, de celui qui faisait office de « premier ministre » de Robert Hersant, André Audinot, autre ami proche qui avait mis son entregent à son service.

Le fils, l'énarque et l'avocat

La disparition de ces deux éminences ouvre et élargit la succession du « papivore », quitte à lui faire faire un saut de génération. La question, jamais abordée franchement, est insidieusement posée dans les coulisses des journaux. Même si la présence de Robert Hersant marque encore la stratégie et le développement de l'empire, même si la question de sa succession, lorsqu'elle est posée aux grands « fœdaux », semble incongrue, et même si lui-même, dans un de ses rares entretiens (1), le patron du Figaro ne tranchait-il pas : « Quant à ma succession, s'il y en a une, les solutions se trouveront d'elles-mêmes. Je ne me sens pas responsable au-delà de la propre capacité à exercer mon activité... »

Trois personnalités au profil contrasté émergent pourtant de la galaxie Hersant, que leur parcours au sein du groupe et les rumeurs savamment distillées à leur propos désignent comme prétendants sérieux.

Le premier, Yves de Chaisemartin, est avocat de formation. Familier de Robert Hersant depuis que celui-ci a racheté l'Aurore en 1978 à Marcel Fournier, ce brillant juriste a gagné l'estime et la confiance du patron du Figaro en défendant sa cause lors du procès du Progrès de Lyon, au printemps 1986. Et en parvenant, au terme de dix ans de procédure et de batailles juridiques dans lesquelles il fait merveille, à obtenir l'extinction des poursuites engagées en 1977 contre Robert Hersant par le Syndicat national des journalistes, pour infraction à l'ordonnance de 1944. (le Monde daté 25-26 octobre 1987). Le patron de la Socpresse l'attirera dans son « premier

de Philippe Hersant, il a joué un rôle important dans la récente prise de participation de l'Est républicain (Nancy). En plus d'une connaissance sans cesse affinée des ramifications du groupe, Yves de Chaisemartin possède un dernier atout : ses liens avec l'establishment, comme ceux, amicaux, qu'il entretient avec le directeur général de la Dépêche du Midi toulousaine, le ministre du tourisme Jean-Michel Baylet, ou ceux qu'il a noués avec les patrons du Syndicat de la presse quotidienne régionale.

Le second est un énarque de trente-six ans, Philippe Villin, dont l'ambition affichée agace nombre de ses pairs à l'état-major du groupe. Cheveux courts et dents longues, il a la haute main sur la presse parisienne : le Figaro et ses suppléments en tête, France-Soir toujours en quête d'un redressement qui lui rendrait son lustre passé. Les paris qu'il a engagés pour rentabiliser l'imprimerie géante de Roissy, celui du rachat du Figaro avec le débâchage de Franz-Olivier Giesbert, ancien directeur de la rédaction du Nouvel Observateur, celui surtout de France-Soir avec ses suppléments hebdomadaires gratuits, sont loin d'être gagnés.

Entamée avec France-Soir Ouest, maintenant étendue à la banlieue est et à Paris, cette politique de

ment séparée de la Socpresse et que Robert Hersant a cédée à sa famille. France-Antilles contrôle les journaux des tropiques (un réseau qui quadrille les DOM-TOM, de la Guyane à Nouméa), les conquêtes « historiques » de Normandie (Paris-Normandie, le Havre libre, etc.) et l'Union de Reims.

Gestionnaires et appareilleurs

Mais l'influence de Philippe Hersant déborde déjà largement cet ensemble hétéroclite. Il ignore rien des déboires des quotidiens du Nord (Nord-Matin, Nord-Eclair), que l'ombre de leur trop puissant voisin la Voix du Nord empêche de s'épanouir. Et c'est à lui, en tandem avec Yves de Chaisemartin, que revient l'entrée réussie au capital de l'Est républicain. En effet, contrairement à « l'affaire du Progrès » où il s'était jeté corps et âme, Robert Hersant lui a laissé carte blanche.

Certes, deux barons du groupe, Xavier Elie et Gérard Huertas, la tête respectivement du Progrès de Lyon et du Dauphiné libéré de Grenoble, défendent leurs prérogatives dans la région Rhône-Alpes, l'autre bastion du groupe dans la presse régionale. Racheté en 1985, « digéré » depuis par le groupe et

Selon les chiffres 1989 de l'OJD

Le groupe ne dépasse pas les 30 % fixés par la loi

Le groupe Hersant est-il en infraction avec l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1986, qui interdit à un groupe de personnes physiques ou morales de contrôler plus de 30 % de la diffusion totale des quotidiens nationaux et régionaux ? Selon les chiffres 1989 de l'Office de justification de la diffusion (OJD), derniers connus, la diffusion totale des journaux dépendant du groupe Hersant représentait 2 067 606 exemplaires, soit 24,22 % du total des quotidiens diffusés en France (8 536 033 exemplaires) (1).

Les territoires d'outre-mer - Nouméa et Tahiti, où le groupe possède aussi des quotidiens - n'entrant pas dans le champ de la loi de 1986, reste la question de l'Est républicain et du Midi libre. Selon ses propres déclarations, le groupe Hersant ne possède que 24 % du groupe nancéien. Quant au Midi libre, le groupe Hersant en détient un peu plus de 30 %, mais cette prise de participation doit être examinée le 18 avril par le tribunal de commerce de Montpel-

lier. Or, selon la loi de juillet 1986 sur les sociétés, le contrôle d'une entreprise est fixé à 40 % ; ni l'Est républicain ni le Midi libre n'entrent donc, actuellement, dans la giron du groupe Hersant.

Mais, le coût élevé de la participation de 24 % dans le groupe l'Est républicain pourrait, cachier une option sur une autre partie du capital. Le contrôle de ces deux groupes régionaux porterait alors le poids de l'empire de presse à 2 497 598 exemplaires, soit 29,26 % du total de la diffusion des quotidiens. Un pourcentage très proche du seuil fatidique de 30 %.

En cas d'infraction, la loi prévoit des peines de prison (un mois à deux ans) ou une amende (de 10 000 francs à 200 000 francs).

Y. M. L.

(1) Le groupe Hersant contrôle actuellement trois quotidiens nationaux d'informations générales (le Figaro, le Progrès, l'Aurore, France-Soir), deux quotidiens régionaux (le Progrès de Lyon et le Bien public au Nord) et deux quotidiens dans les DOM (France-Antilles, Guadeloupe et France-Antilles Martinique).

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CIMENTES FRANÇAIS

Au cours de sa séance du 3 avril 1991, le Conseil d'administration a procédé à l'arrêté définitif des comptes de l'exercice 1990.

Chiffres-clés consolidés (en millions de francs).

CHIFFRES D'AFFAIRES	15 450	+ 23,9
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL (1)	2 959	+ 35,6
BÉNÉFICE NET TOTAL (2)	1 317	+ 16,3
BÉNÉFICE NET, PART DU GROUPE	980	+ 3,5
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (2)	2 384	+ 22,1
INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS	1 790	

(1) Résultat avant frais financiers, impôt et rémunérations prioritaires des fonds propres.
(2) Avant rémunérations prioritaires.

Résultats de la société mère

Le résultat net de la société mère s'élève à 909 millions de francs et la capacité d'autofinancement à 997 millions de francs. Sur la base de données comparables, la croissance du bénéfice net et de la capacité d'autofinancement a été respectivement de 7 % et de 2 %.

Assemblée générale

Il sera proposé à l'assemblée générale du 7 juin 1991 :
- de renouveler les mandats d'administrateurs de M. Bernard LAPLACE, de M. Jacques LATSCHEA et du comte de RIBES ;
- de fixer le dividende net à 10 francs par action de 25 francs, nominal, ce qui équivaut au maintien de la distribution de l'exercice 1989, compte tenu de la division du titre par trois ; ce dividende pourra être payé, en numéraire ou en actions, au choix de l'actionnaire.

Offre publique d'échange

Le Conseil d'administration a renouvelé, en tant que de besoin, son avis favorable sur l'offre publique d'échange proposée par la Compagnie financière de Paribas sur les actions de la société.

Cette opération, qui adossera Cimentes français à un grand groupe financier, ne remet pas en cause son identité industrielle et boursière. Elle est de nature à lui donner la stabilité et la flexibilité du capital qui lui sont nécessaires pour aborder de nouvelles étapes de son développement.

1^{er} trimestre 1991

Le niveau d'activité à fin mars est en recul par rapport à 1990 et aux prévisions budgétaires, sous le triple effet des conjonctures de l'économie mondiale, de la guerre du Golfe et du ralentissement progressif de l'économie mondiale.

Cette situation, sensible dans tous les pays mais surtout en Amérique du Nord, se traduit par une baisse des tonnages de ciment vendus par le Groupe, de l'ordre de 2 % par rapport au 1^{er} trimestre 1990.

CIMENTES FRANÇAIS sur minitel 3616 CLIFF

PECHINEY INTERNATIONAL

RÉSULTATS 1990

Le Conseil d'Administration réuni le 3 avril 1991 a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

COMPTES CONSOLIDÉS

Le résultat net consolidé de Pechiney International (part du Groupe) s'élève à 1150 millions de francs (soit 15 francs par action) avant amortissement des écarts d'acquisition, contre 1529 millions (20 francs par action) en 1989. Après déduction de cet amortissement, il est de 907 millions de francs (soit 12 francs par action), contre 1268 millions (17 francs par action) pour l'exercice précédent.

Exprimé en dollars, monnaie de compte d'une part prépondérante des activités de Pechiney International (dont le cours de change moyen s'est déprécié de 6,38 F à 5,45 F), le résultat net (après amortissement des écarts d'acquisition) passe de 199 millions à 166 millions en 1990. L'analyse des données présentées ci-après montre que le résultat courant en dollars est quasiment stable d'un exercice à l'autre (-1 %), la diminution du résultat net provenant pour l'essentiel des éléments hors exploitation, des sociétés en équivalence et de la part des intérêts minoritaires.

(en millions)	1990	1989	1990	1989
CHIFFRES D'AFFAIRES	7 895	7 508	43 028	47 985
MARGE OPÉRATIONNELLE	665	687	3 627	4 382
dont :				
- Emballage	419	373	2 285	2 136
- Composants	150	141	819	899
- Aéronautiques	71	177	386	1 128
- Aluminium	28	38	153	243
- Commerce International	(3)	(2)	(16)	(14)
- Autres	354	359	1 932	2 289
RÉSULTAT COURANT				
- avant amortissement	211	340	1 150	1 529
- des écarts d'acquisition				
- après amortissement	166	199	907	1 268

Le chiffre d'affaires consolidé diminue en francs, de 10,3 % ; en dollars, il progresse de 5,2 %. Le secteur Emballage représente 69 % du total, les Composants Aéronautiques 13,4 %, l'Aluminium 10,3 % et l'activité Commerce International 7,3 %.

L'évolution de la marge opérationnelle (-17 % en francs et -3 % en dollars) recouvre une diminution des résultats des activités Aluminium et Commerce International, presque entièrement compensée, en dollars, par la progression des résultats des secteurs Emballage et Composants Aéronautiques.

Les frais financiers nets baissent de 2093 millions de francs à 1695 millions, en raison de la dispari-

tion des charges non récurrentes supportées en 1989 et de la dépréciation du dollar. Les impôts sont également en diminution, de 901 millions à 765 millions. Les produits et charges hors exploitation, les résultats des sociétés en équivalence et la part des intérêts minoritaires se soldent par une charge nette de 17 millions de francs, contre un profit de 141 millions en 1989.

Le secteur Emballage, dont la marge opérationnelle a progressé de 7,5 % en francs et de 26 % en dollars, a tiré pleinement profit en 1990 de la qualité de ses actifs industriels, des positions consolidées de premier plan qu'il détient sur ses divers marchés et des efforts déployés pour réduire les coûts de production. La plupart des activités ont vu leurs résultats progresser, en particulier le boisson. La contribution d'American National Can à la marge opérationnelle du secteur a été de 343 millions de dollars, en augmentation de 24 % par rapport à 1989. Les perspectives pour 1991 sont bonnes et devraient permettre une nouvelle progression des résultats.

Dans le secteur Composants Aéronautiques, après un premier semestre marqué par une certaine érosion des marges sur les ventes d'ailettes de turbines, la seconde partie de l'exercice a enregistré une forte amélioration des résultats, grâce à la croissance en volume des ventes d'ailettes, notamment en Europe, aux très bonnes performances de l'activité pièces pour turbines industrielles et à une meilleure maîtrise des coûts de production. Les résultats de ce secteur devraient se maintenir à un bon niveau en 1991, s'il se confirme, ce qui semble aujourd'hui probable, que la crise récente du transport aérien n'entraînera pas de diminution sensible d'activité.

Quant à l'activité Aluminium, elle a été doublement pénalisée en 1990 par le recul des cours mondiaux de l'aluminium et par les effets de la dépréciation du dollar. Le niveau historiquement très bas des cours actuels de l'aluminium continuera de peser, en 1991, sur les résultats de cette activité, qui bénéficiera toutefois de la remontée du cours de change du dollar intervenue au cours des dernières semaines.

COMPTES DE LA SOCIÉTÉ

PECHINEY INTERNATIONAL
Le bénéfice net de la société s'élève à 482 millions de francs, contre 509 millions en 1989. Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale, convoquée pour le 11 juin, le maintien à 5 F du dividende net des actions ; il s'y ajoute un montant de 0,38 F par action au titre de l'avoir fiscal et des crédits d'impôts.

PECHINEY
INTERNATIONAL

INFORMATION MINITEL 3616 CLIFF

سكنى في الامم

MARCHÉS FINANCIERS

La Caisse d'épargne de Lombardie entre dans le capital des Wagons-Lits

La Caisse d'épargne de Lombardie (Cariplo) et la Compagnie internationale des wagons-lits (CIWL) viennent de conclure un accord, en prévision de la mise en œuvre, à partir du 1er janvier, d'une entrée de la Cariplo dans le capital des Wagons-Lits. La Compagnie finanziaria italiana (CFI), banque d'affaires de la Cariplo, va prendre 1 % du capital de la CIWL, provenant des actions détenues auparavant par la Sodexho, pour un montant de dix

milliards de francs (45 millions de francs environ). En même temps, elle va prendre une part de 8 milliards de francs dans un holding au capital social de 43 milliards de francs, qui coiffera l'ensemble des activités des Wagons-Lits en Italie.

Cet accord répond au désir des nouveaux dirigeants de la CIWL de trouver des actionnaires dans les pays où la compagnie entend développer ses activités.

La SNECMA a réalisé 77 millions de francs de bénéfices en 1990

Le motoriste français SNECMA a vu son chiffre d'affaires progresser, en 1990, de 5 % pour atteindre 14,1 milliards de francs. Son résultat courant fait état d'un bénéfice de 435 millions de francs contre 185 millions en 1989, mais après déduction de 237 millions de francs, surtout imputables aux pertes sévères enregistrées par la nouvelle filiale belge, FN Moteurs, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 77 millions de francs contre 85 millions (-9,4 %).

Les autres filiales du groupe se sont bien comportées, et notamment Messier-Bugatti (trains d'atterrissage) et la SEP (propulsion de fusées et de missiles) qui ont réalisé respectivement un bénéfice de 62 millions de francs et de 145 millions.

EN BREF

□ Légère baisse des bénéfices de Dassault-Aviation. — Pour 1990, le bénéfice net de Dassault-Aviation (après impôts et versement d'un intéressement du personnel à hauteur de 92 millions de francs) est de 218,2 millions de francs (au lieu de 284,7 millions en 1989) pour un chiffre d'affaires de 17,13 milliards de francs, comparable à l'exercice précédent. Le déclin du résultat s'explique par la faiblesse du dollar et la dépréciation des créances liées aux événements du Golfe (en particulier, l'embargo contre des livraisons de Mirage à l'Irak et à la Jordanie). Les commandes reçues en 1990, se sont élevées à 16,044 milliards de francs, soit un montant assez voisin de celui de 1989. Deux nouveaux administrateurs ont été nommés le 8 avril : M. Bertrand Daugny et M. Jacques Grossi.

□ Fleury-Michon acquiert plus de 66 % de Calixte. — Fleury-Michon (charcuterie, plats cuisinés, saucisson sec) a pris plus des deux-tiers du capital de la société Calixte, spécialisée dans les salaisons et le saucisson sec haut de gamme, a indiqué le 8 avril la direction de Fleury-Michon. Calixte (entreprise familiale ardennaise) et Fleury-Michon, installée en Vendée, ont décidé de regrouper leurs activités dans le domaine des salaisons sèches et de constituer une nouvelle société « Calixte Productions ». Par cette opération, Fleury-Michon accède à la troisième place du marché français du saucisson sec.

Titrisation de 2 milliards de francs de créances pour le Crédit lyonnais

Le Crédit lyonnais lance sa deuxième opération de titrisation de crédits personnels. Celle-ci permet à l'établissement de sortir de son bilan 70 000 prêts accordés à ses clients et de les céder à un fonds commun de créances, baptisé CL FCC 2, pour un montant total de 2 milliards de francs, un chiffre record pour une opération de titrisation en France. En contrepartie, ce fonds émet 1,75 milliard de francs de parts prioritaires et 250 millions de parts spécifiques.

Les parts prioritaires seront placées dans le public et cotées à la Bourse de Paris. Les parts spécifiques (qui supportent le risque de non-recouvrement) seront souscrites par le Crédit lyonnais et pourront faire ultérieurement l'objet d'un placement privé auprès d'investisseurs institutionnels.

□ Construction navale : production mondiale en hausse de 20 % en 1990. — Le tonnage mondial des navires de commerce construits en 1990 a augmenté de près de 20 % en 1990 par rapport à l'année précédente, pour atteindre son plus haut niveau depuis quatre ans, soit 15,9 millions de tonnes de jauge brute, selon le rapport annuel du Lloyd's Register of Shipping, le bureau de classification maritime des Lloyd's, publié lundi 8 avril à Londres.

Le Japon s'est maintenu au premier rang mondial et a augmenté à la fois sa production et sa part de marché, qui est passée de 40,5 % à 43 %. En revanche, la part de la Corée du Sud a légèrement diminué. En Europe, c'est l'Allemagne qui enregistre la plus forte croissance. La part relative des pétroliers dans le carnet mondial tend à diminuer alors que celle des vraquiers qui transportent les céréales ou les minerais, augmente.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4336

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ BORDELAISE DE CIC

Le conseil d'administration, présidé par M. Jean de La Chauvinière, a examiné et approuvé, dans sa séance du 22 mars 1991, les comptes de l'exercice 1990, qui seront soumis à la prochaine assemblée générale.

Le total du bilan s'établit à 9 231 millions de francs, contre 8 272 millions de francs en 1989.

Le produit net bancaire s'élève à 410 millions de francs, contre 372 millions de francs en 1989, soit une augmentation de plus de 10 % par rapport à l'année précédente.

Le volume des crédits distribués à la clientèle a connu un accroissement de l'ordre de 10 % pour atteindre 4,7 milliards de francs et 6 milliards de francs avec les engagements hors bilan. Les ressources, quant à elles, ont progressé de 4,5 %, montant auquel il convient d'ajouter la forte croissance des G.P.C.V.M. En particulier, la SICAV S.S. SECURITE, qui a connu un vif succès, et les deux fonds communs de placement, ont atteint plus de 900 millions de francs d'encours. Les trais généraux étant contenus, le résultat brut d'exploitation progresse de plus de 33 % pour atteindre les 60 millions de francs.

Les dotations aux amortissements sont du même ordre que celles de l'année précédente. Les dotations en provisions pour risques domestiques et pour risques pays restant à un niveau soutenu, le résultat net de l'exercice s'établit à 4,5 millions de francs de bénéfice contre une perte de 23 millions de francs en 1989.

Le renforcement de la direction de l'exploitation et de la salle des marchés et le déploiement du réseau, conjugués aux possibilités commerciales nées d'accords réciproques avec le GAN, permettent d'espérer que l'année 1991 sera une année de consolidation de cette capacité bénéficiaire retrouvée.

GROUPE CIC

NEW-YORK, 9 avril ↑

Légère progression

L'indice Dow Jones est revenu au-dessus de la barre des 2 900 points lundi dans les derniers échanges, clôturant à 2 918,56 points, en hausse de 21,76 points (+ 0,75 %). La séance cependant a été hésitante dans l'attente de plus amples indications sur l'évolution des taux d'intérêt. Quelque 139 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en hausse a dépassé celui des baisses : 945 contre 615, 468 titres étant inchangés. Déçu par l'absence de réaction de la Réserve fédérale américaine (Fed) aux mauvais chiffres du chômage publiés vendredi dernier, les investisseurs ont porté leur attention sur les résultats trimestriels des entreprises américaines dont la plupart sont jugés peu intéressants dans la mesure des choses.

Le marché attend d'autre part les prochaines statistiques économiques, particulièrement les prix de gros et de détail pour mars. Les indications, significatives sur le front de l'inflation, pourraient encourager la Fed à stimuler de nouvelles baisses des taux d'intérêt afin de sortir l'économie de la récession, selon les experts. Sur le marché obligataire, le taux des bons du Trésor à trois ans a peu varié, s'établissant en fin d'après-midi à 8,16 % contre 8,17 % vendredi soir.

VALEURS	Cours de 9 avril	Cours de 8 avril
Alcoa	64 7/8	64 1/8
AT&T	34 1/2	34 1/2
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chemical Bank	17 3/4	17 5/8
Du Pont de Nemours	31 1/2	31 1/2
Eastman	42 3/8	42 1/8
Exxon	37 1/8	37 1/8
Ford	31 1/2	31 1/2
General Electric	20 7/8	20 7/8
General Motors	31 1/4	31 3/8
Goodyear	22 1/8	22 1/4
Hewlett-Packard	112 5/8	112 1/2
ITT	57 1/8	57 1/8
Motor Oil	52 3/4	52 1/8
Rockwell	58 3/4	58 7/8
Schweitzer	58 3/8	58 1/2
Texas	149 1/8	149 1/8
Union Carbide	17 1/2	17 1/4
Windsor	31 3/8	31 3/8
Windsor	28 1/8	28 3/8
Xerox Corp.	57 1/8	57 1/4

LONDRES, 9 avril ↓

La baisse revient

La Bourse de Londres a terminé la séance de lundi dans le rouge. A la clôture, après avoir évolué entre un gain de 4 points et une perte de plus de 25 points, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 15,4 points soit 0,9 % à 2 529,9. Le volume des échanges a atteint 582,7 millions de titres contre 601 millions vendredi.

Cette baisse a été la conséquence des prises de bénéfices après la forte hausse de la semaine dernière, mais aussi de la publication de plusieurs statistiques décevantes pour l'économie britannique. Les ventes de détail ont baissé de 0,1 % en février après avoir été initialement annoncées en hausse de 1 %. La faible hausse (98 millions de livres) de l'encours des crédits à la consommation en février, à 25,9 milliards, a également contribué à la baisse. Les ventes de détail ont baissé de 0,1 % en février après avoir été initialement annoncées en hausse de 1 %. La faible hausse (98 millions de livres) de l'encours des crédits à la consommation en février, à 25,9 milliards, a également contribué à la baisse.

□ Générale des eaux : + 20 % de bénéfices en 1990. — Le groupe Générale des eaux, premier groupe français de services, table sur un chiffre d'affaires consolidé de l'ordre de 117 milliards de francs pour 1990, en hausse de 18,8 % sur 1989, dont près de 30 milliards à l'étranger (contre 25,5 % du total en 1989). Le bénéfice net dépassant 2,2 milliards, en hausse de plus de 20 %. La Compagnie annonce pour elle-même un chiffre d'affaires de 10,6 milliards de francs en 1990 (+ 13,6 % par rapport aux 9,3 milliards de 1989) et un bénéfice net de 1,4 milliard (+ 41,7 %). Le compte distribué 777,7 millions de francs à ses actionnaires soit 21,3 % de plus qu'en 1989.

□ Sodexho prend deux sociétés belges de restauration. — Sodexho Belgique, filiale du groupe français de restauration collective et de titres de repas, vient de prendre la constitution de deux sociétés locales de restauration, Belgo-rest et Restaura, la première axée sur les établissements de soins, la seconde sur les entreprises. Ces deux acquisitions portent à 4 milliards de francs belges, soit 650 millions de francs français le chiffre d'affaires du groupe Sodexho en Belgique, avec 3 153 salariés.

□ Monsanto vend sa alimentation animale à Mitsui et Nippon Soda. — Le groupe chimique américain Monsanto a annoncé lundi 8 avril, la vente de ses activités dans l'alimentation animale aux sociétés japonaises Mitsui et Nippon Soda Co. Mitsui et Nippon Soda vont créer une nouvelle société qui reprendra la plupart des activités de Monsanto dans les additifs utilisés dans l'alimentation animale (Allimet et MHA). Les activités cédées ont représenté l'an dernier un chiffre d'affaires d'environ 750 millions de francs et indiquent Monsanto qui n'a pas précisé le montant de la transaction.

□ Licenciers chez Armand Savy (Maison Dior-Hermès). — Les adhérents Armand Savy, filiale à 53 % d'Hermès et à 25 % de Dior, installés à Pierre-Bénite (Rhône), vont procéder à 121 licenciements, à-t-on appris lundi 9 avril de source syn-

PARIS, 9 avril ↓

Recul

La Bourse de Paris a débuté la semaine sur une note faible, à l'image des autres grandes places internationales. En repli de 0,33 % des valeurs françaises ont continué d'évoluer dans le rouge tout au long de la matinée. En début d'après-midi, l'indice CAC 40 a enregistré toujours un recul (-0,5 %). Plus tard dans la journée, à la clôture, l'indice de la place accusait une baisse de 0,22 %.

Le marché parisien a lui aussi été déçu, semble-t-il, comme l'étaient déjà les marchés new-yorkais, vendredi dernier, et n'apportant, quelques heures plus tôt dans la matinée, du soutien de la politique monétaire américaine en l'état, alors que les milieux financiers espéraient une légère détente du levier de l'argent outre-Atlantique. En effet, après la publication, vendredi 5 avril, des chiffres concernant le chômage aux Etats-Unis, à son plus haut niveau depuis quatre ans, démontrant ainsi que le reprise n'était pas encore réelle, les investisseurs ont attendu, en vain, un geste de la Réserve fédérale comme elle le fit à plusieurs reprises ces derniers mois quant à l'économie américaine donnait des signes de ralentissement prononcés.

Cela étant, le marché a aussi profité de cette journée pour consolider ses positions après la hausse sensible de la semaine dernière. Du côté des valeurs, les arbitrages entre Paribas et Ciments français d'une part et entre Alcatel Alsthom et la Générale occidentale, d'autre part, ont continué de mobiliser l'attention des intervenants. Ce fut aussi le cas d'Europacell, dont la mise en service des navettes pour touristes est différée, en raison d'un changement de conception des services touristiques. Cette mise en service tardive entraînerait une réduction des revenus prévus pour 1993. A la mi-journée, l'euro-tourisme a perdu 250 millions de francs, la baisse due en grande partie à une vente d'arbitrage liée à l'indice effectué par une firme de courtage. Selon les analystes, les investisseurs attendent la publication de l'indice américain des prix à la consommation et de l'indice des prix de gros qui doivent être connus d'ici la fin de la semaine.

TOKYO, 9 avril ↓

Poursuite du recul

La Bourse de Tokyo a poursuivi son mouvement de baisse clôture sur un recul de 1,1 % mardi. L'indice Nikkei perdait 290,26 yens et revenait à 26 317,38 yens. Le mouvement était amorcé dès le début de la journée, à la cotation de l'indice Nikkei affichant déjà une baisse de 0,3 %. Le volume des échanges atteignait 250 millions de titres, la baisse due en grande partie à une vente d'arbitrage liée à l'indice effectué par une firme de courtage. Selon les analystes, les investisseurs attendent la publication de l'indice américain des prix à la consommation et de l'indice des prix de gros qui doivent être connus d'ici la fin de la semaine.

VALEURS	Cours de 9 avril	Cours de 8 avril
Alcoa	64 7/8	64 1/8
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chemical Bank	17 3/4	17 5/8
Du Pont de Nemours	31 1/2	31 1/2
Eastman	42 3/8	42 1/8
Exxon	37 1/8	37 1/8
Ford	31 1/2	31 1/2
General Electric	20 7/8	20 7/8
General Motors	31 1/4	31 3/8
Goodyear	22 1/8	22 1/4
Hewlett-Packard	112 5/8	112 1/2
ITT	57 1/8	57 1/8
Motor Oil	52 3/4	52 1/8
Rockwell	58 3/4	58 7/8
Schweitzer	58 3/8	58 1/2
Texas	149 1/8	149 1/8
Union Carbide	17 1/2	17 1/4
Windsor	31 3/8	31 3/8
Windsor	28 1/8	28 3/8
Xerox Corp.	57 1/8	57 1/4

FAITS ET RÉSULTATS

□ Générale des eaux : + 20 % de bénéfices en 1990. — Le groupe Générale des eaux, premier groupe français de services, table sur un chiffre d'affaires consolidé de l'ordre de 117 milliards de francs pour 1990, en hausse de 18,8 % sur 1989, dont près de 30 milliards à l'étranger (contre 25,5 % du total en 1989). Le bénéfice net dépassant 2,2 milliards, en hausse de plus de 20 %. La Compagnie annonce pour elle-même un chiffre d'affaires de 10,6 milliards de francs en 1990 (+ 13,6 % par rapport aux 9,3 milliards de 1989) et un bénéfice net de 1,4 milliard (+ 41,7 %). Le compte distribué 777,7 millions de francs à ses actionnaires soit 21,3 % de plus qu'en 1989.

□ Sodexho prend deux sociétés belges de restauration. — Sodexho Belgique, filiale du groupe français de restauration collective et de titres de repas, vient de prendre la constitution de deux sociétés locales de restauration, Belgo-rest et Restaura, la première axée sur les établissements de soins, la seconde sur les entreprises. Ces deux acquisitions portent à 4 milliards de francs belges, soit 650 millions de francs français le chiffre d'affaires du groupe Sodexho en Belgique, avec 3 153 salariés.

□ Monsanto vend sa alimentation animale à Mitsui et Nippon Soda. — Le groupe chimique américain Monsanto a annoncé lundi 8 avril, la vente de ses activités dans l'alimentation animale aux sociétés japonaises Mitsui et Nippon Soda Co. Mitsui et Nippon Soda vont créer une nouvelle société qui reprendra la plupart des activités de Monsanto dans les additifs utilisés dans l'alimentation animale (Allimet et MHA). Les activités cédées ont représenté l'an dernier un chiffre d'affaires d'environ 750 millions de francs et indiquent Monsanto qui n'a pas précisé le montant de la transaction.

□ Licenciers chez Armand Savy (Maison Dior-Hermès). — Les adhérents Armand Savy, filiale à 53 % d'Hermès et à 25 % de Dior, installés à Pierre-Bénite (Rhône), vont procéder à 121 licenciements, à-t-on appris lundi 9 avril de source syn-

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Alsthom	3782	3810	Galmei	960	960
Amstel Assen	280	285	LCC	255	255
Anytel	106	106	IDA	311	310
Banque Paribas	181 10	179 50	Idemsa	132	137 30
Banque Paribas (BICM)	886	886	Idemsa	883	885
Banque Paribas (L)	381	380	Idemsa	100 50	102
Banque Paribas (L)	212	212	Idemsa	280	279 50
Banque Paribas (L)	1107	1100	Idemsa	95	95
Banque Paribas (L)	430	430	Idemsa	144	144
Banque Paribas (L)	584	600	Idemsa	151	151
Banque Paribas (L)	176	176	Idemsa	82	82
Banque Paribas (L)	315	315	Idemsa	323	323
Banque Paribas (L)	536	516	Idemsa	600	600
Banque Paribas (L)	280	280	Idemsa	288	288
Banque Paribas (L)	822	822	Idemsa	181	181
Banque Paribas (L)	286 20	280	Idemsa	101	101
Banque Paribas (L)	484	480 80	Idemsa	130	124 50
Banque Paribas (L)	885	880	Idemsa	200	200
Banque Paribas (L)	285 20	287	Idemsa	359 80	357 50
Banque Paribas (L)	1080	1085	Idemsa	359 80	357 50
Banque Paribas (L)	400	400	Idemsa	250	250
Banque Paribas (L)	400	400	Idemsa	111 10	111 10
Banque Paribas (L)	140 10	140	Idemsa	750	750
Banque Paribas (L)	270	270			
Banque Paribas (L)	267	266			
Banque Paribas (L)	128	128			
Banque Paribas (L)	142	142			
Banque Paribas (L)	313	308			
Banque Paribas (L)	376	370			
Banque Paribas (L)	220	218 70			
Banque Paribas (L)	885	885			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 avril 1991			
Nombre de contrats : 90 225.			
COURS	Sept. 91	Déc. 91	Janv. 92
Dernier	186,62	186,48	185,94
Précédent	186,14	186,16	185,56
Options sur notionnel			
PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente	
106	1,20	1,64	0,68 1,27
CAC 40 A TERME (MATIF)			
Volume : 4 547.			
COURS	Avril	Mai	Juin
Dernier	1 863	1 878	1 865,5
Précédent	1 868	1 888	1 860

CHANGES

Dollar : 5,72 =

Le dollar restait ferme mardi 9 avril, dans un marché calme. A Paris, la devise américaine s'échangeait à 5,72 francs contre 5,7235 francs la veille à la cotation officielle. Elle était également stable à l'égard des principales monnaies. Le mark cotait 3,3825 francs à Paris contre 3,3812 francs lundi au fixing.

FRANCFORT 8 avril 9 avril
\$ can. 1,692 1,6925
Dollar (en DM) 1,692 1,6925
TOKYO 8 avril 9 avril
Dollar (en yen) 137,88 137,88

MARCHÉ MONÉTAIRE (cotes privées)
Paris (9 avril) 8 15/16 - 9 1/16
New-York (8 avril) 5 1/2 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)
Valeurs françaises... 5 avril 9 avril
Valeurs étrangères... 115,78 115,78
Indice général CAC 40... 491,40 493,35
Indice CAC 1000 : 31-12-91
Indice CAC 40... 1851,71 1847,57

NEW-YORK (indice Dow Jones) 8 avril
Industriel... 2 896,78 2 918,36
Londres (indice Financial Times) 8 avril
100 valeurs... 2 545,38 2 579,58
30 valeurs... 2 014,58 2 059,68
Indice CAC 40... 1851,71 1847,57

FRANCFORT 8 avril 9 avril
Dax... 1 868,07 1 879,39
TOKYO 8 avril 9 avril
Nikkei Dow Jones... 26 317,38 26 317,38
Indice général... 2 008,74 2 008,74

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
\$ E.-U.	5,7210 5,7250	+ 157 + 167	+ 308 + 320
\$ can.	4,9388 4,9444	- 27 - 10	- 32 - 45
Yen (100)	4,1729 4,1773	+ 35 + 44	+ 82 + 102
DM	3,7596 3,7630	+ 3 + 19	+ 4 + 25
Florin	2,9889 3,0018	+ 2 + 19	+ 2 + 17
FR (100)	16,4380 16,4460	+ 10 + 60	+ 6 + 210
PS	3,9620 3,9682	+ 21 + 33	+ 45 + 67
L (1 000)	4,8571 4,8611	- 183 - 191	- 154 - 154
S	10,1950 10,1220	- 270 - 240	- 480 - 430

TAUX DES EUROMONNAIES

	1 MOIS	3 MOIS	6 MOIS	1 AN	2 ANS	3 ANS
\$ E.-U.	5 7/8	6 1/8	5 15/16	6 1/4	5 15/16	6 3/16
Yen	8 1/16	8 5/16	8 1/8	8 1/4	8 1/8	7 13/16
DM	5 5/8	6 1/8	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4
Florin	3 3/4	3 7/8	3 7/8	3 7/8	3 7/8	3 7/8
FR (100)	5 5/8	6 1/8	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4
PS	11 1/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8
L (1 000)	11 1/4	11 1/2	11 1/2			
Franc	12 1/4	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
	12 1/4	9 3/16	9 1/8	9 1/4	9 3/16	9 1/8

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 9 AVRIL

Cours relevés à 10 h 12

Règlement mensuel									
Compt.	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	Compt.	VALEURS	Cours	Précéd.
3800	CAE 3%	3801	3800	1	0.03	3800	CAE 3%	3801	3800
3801	CAE 3%	3802	3801	1	0.03	3801	CAE 3%	3802	3801
3802	CAE 3%	3803	3802	1	0.03	3802	CAE 3%	3803	3802
3803	CAE 3%	3804	3803	1	0.03	3803	CAE 3%	3804	3803
3804	CAE 3%	3805	3804	1	0.03	3804	CAE 3%	3805	3804
3805	CAE 3%	3806	3805	1	0.03	3805	CAE 3%	3806	3805
3806	CAE 3%	3807	3806	1	0.03	3806	CAE 3%	3807	3806
3807	CAE 3%	3808	3807	1	0.03	3807	CAE 3%	3808	3807
3808	CAE 3%	3809	3808	1	0.03	3808	CAE 3%	3809	3808
3809	CAE 3%	3810	3809	1	0.03	3809	CAE 3%	3810	3809
3810	CAE 3%	3811	3810	1	0.03	3810	CAE 3%	3811	3810
3811	CAE 3%	3812	3811	1	0.03	3811	CAE 3%	3812	3811
3812	CAE 3%	3813	3812	1	0.03	3812	CAE 3%	3813	3812
3813	CAE 3%	3814	3813	1	0.03	3813	CAE 3%	3814	3813
3814	CAE 3%	3815	3814	1	0.03	3814	CAE 3%	3815	3814
3815	CAE 3%	3816	3815	1	0.03	3815	CAE 3%	3816	3815
3816	CAE 3%	3817	3816	1	0.03	3816	CAE 3%	3817	3816
3817	CAE 3%	3818	3817	1	0.03	3817	CAE 3%	3818	3817
3818	CAE 3%	3819	3818	1	0.03	3818	CAE 3%	3819	3818
3819	CAE 3%	3820	3819	1	0.03	3819	CAE 3%	3820	3819
3820	CAE 3%	3821	3820	1	0.03	3820	CAE 3%	3821	3820
3821	CAE 3%	3822	3821	1	0.03	3821	CAE 3%	3822	3821
3822	CAE 3%	3823	3822	1	0.03	3822	CAE 3%	3823	3822
3823	CAE 3%	3824	3823	1	0.03	3823	CAE 3%	3824	3823
3824	CAE 3%	3825	3824	1	0.03	3824	CAE 3%	3825	3824
3825	CAE 3%	3826	3825	1	0.03	3825	CAE 3%	3826	3825
3826	CAE 3%	3827	3826	1	0.03	3826	CAE 3%	3827	3826
3827	CAE 3%	3828	3827	1	0.03	3827	CAE 3%	3828	3827
3828	CAE 3%	3829	3828	1	0.03	3828	CAE 3%	3829	3828
3829	CAE 3%	3830	3829	1	0.03	3829	CAE 3%	3830	3829
3830	CAE 3%	3831	3830	1	0.03	3830	CAE 3%	3831	3830
3831	CAE 3%	3832	3831	1	0.03	3831	CAE 3%	3832	3831
3832	CAE 3%	3833	3832	1	0.03	3832	CAE 3%	3833	3832
3833	CAE 3%	3834	3833	1	0.03	3833	CAE 3%	3834	3833
3834	CAE 3%	3835	3834	1	0.03	3834	CAE 3%	3835	3834
3835	CAE 3%	3836	3835	1	0.03	3835	CAE 3%	3836	3835
3836	CAE 3%	3837	3836	1	0.03	3836	CAE 3%	3837	3836
3837	CAE 3%	3838	3837	1	0.03	3837	CAE 3%	3838	3837
3838	CAE 3%	3839	3838	1	0.03	3838	CAE 3%	3839	3838
3839	CAE 3%	3840	3839	1	0.03	3839	CAE 3%	3840	3839
3840	CAE 3%	3841	3840	1	0.03	3840	CAE 3%	3841	3840
3841	CAE 3%	3842	3841	1	0.03	3841	CAE 3%	3842	3841
3842	CAE 3%	3843	3842	1	0.03	3842	CAE 3%	3843	3842
3843	CAE 3%	3844	3843	1	0.03	3843	CAE 3%	3844	3843
3844	CAE 3%	3845	3844	1	0.03	3844	CAE 3%	3845	3844
3845	CAE 3%	3846	3845	1	0.03	3845	CAE 3%	3846	3845
3846	CAE 3%	3847	3846	1	0.03	3846	CAE 3%	3847	3846
3847	CAE 3%	3848	3847	1	0.03	3847	CAE 3%	3848	3847
3848	CAE 3%	3849	3848	1	0.03	3848	CAE 3%	3849	3848
3849	CAE 3%	3850	3849	1	0.03	3849	CAE 3%	3850	3849
3850	CAE 3%	3851	3850	1	0.03	3850	CAE 3%	3851	3850
3851	CAE 3%	3852	3851	1	0.03	3851	CAE 3%	3852	3851
3852	CAE 3%	3853	3852	1	0.03	3852	CAE 3%	3853	3852
3853	CAE 3%	3854	3853	1	0.03	3853	CAE 3%	3854	3853
3854	CAE 3%	3855	3854	1	0.03	3854	CAE 3%	3855	3854
3855	CAE 3%	3856	3855	1	0.03	3855	CAE 3%	3856	3855
3856	CAE 3%	3857	3856	1	0.03	3856	CAE 3%	3857	3856
3857	CAE 3%	3858	3857	1	0.03	3857	CAE 3%	3858	3857
3858	CAE 3%	3859	3858	1	0.03	3858	CAE 3%	3859	3858
3859	CAE 3%	3860	3859	1	0.03	3859	CAE 3%	3860	3859
3860	CAE 3%	3861	3860	1	0.03	3860	CAE 3%	3861	3860
3861	CAE 3%	3862	3861	1	0.03	3861	CAE 3%	3862	3861
3862	CAE 3%	3863	3862	1	0.03	3862	CAE 3%	3863	3862
3863	CAE 3%	3864	3863	1	0.03	3863	CAE 3%	3864	3863
3864	CAE 3%	3865	3864	1	0.03	3864	CAE 3%	3865	3864
3865	CAE 3%	3866	3865	1	0.03	3865	CAE 3%	3866	3865
3866	CAE 3%	3867	3866	1	0.03	3866	CAE 3%	3867	3866
3867	CAE 3%	3868	3867	1	0.03	3867	CAE 3%	3868	3867
3868	CAE 3%	3869	3868	1	0.03	3868	CAE 3%	3869	3868
3869	CAE 3%	3870	3869	1	0.03	3869	CAE 3%	3870	3869
3870	CAE 3%	3871	3870	1	0.03	3870	CAE 3%	3871	3870
3871	CAE 3%	3872	3871	1	0.03	3871	CAE 3%	3872	3871
3872	CAE 3%	3873	3872	1	0.03	3872	CAE 3%	3873	3872
3873	CAE 3%	3874	3873	1	0.03	3873	CAE 3%	3874	3873
3874	CAE 3%	3875	3874	1	0.03	3874	CAE 3%	3875	3874
3875	CAE 3%	3876	3875	1	0.03	3875	CAE 3%	3876	3875
3876	CAE 3%	3877	3876	1	0.03	3876	CAE 3%	3877	3876
3877	CAE 3%	3878	3877	1	0.03	3877	CAE 3%	3878	3877
3878	CAE 3%	3879	3878	1	0.03	3878	CAE 3%	3879	3878
3879	CAE 3%	3880	3879	1	0.03	3879	CAE 3%	3880	3879
3880	CAE 3%	3881	3880	1	0.03	3880	CAE 3%	3881	3880
3881	CAE 3%	3882	3881	1	0.03	3881	CAE 3%	3882	3881
3882	CAE 3%	3883	3882	1	0.03	3882	CAE 3%	3883	3882
3883	CAE 3%	3884	3883	1	0.03	3883	CAE 3%	3884	3883
3884	CAE 3%	3885	3884	1	0.03	3884	CAE 3%	3885	3884
3885	CAE 3%	3886	3885	1	0.03	3885	CAE 3%	3886	3885
3886	CAE 3%	3887	3886	1	0.03	3886	CAE 3%	3887	3886
3887	CAE 3%	3888	3887	1	0.03	3887	CAE 3%	3888	3887
3888	CAE 3%	3889	3888	1	0.03	3888	CAE 3%	3889	3888
3889	CAE 3%	3890	3889	1	0.03	3889	CAE 3%	3890	3889
3890	CAE 3%	3891	3890	1	0.03	3890	CAE 3%	3891	3890
3891	CAE 3%	3892	3891	1	0.03	3891	CAE 3%	3892	3891
3892	CAE 3%	3893	3892	1	0.03	3892	CAE 3%	3893	3892
3893	CAE 3%	3894	3893	1	0.03	3893	CAE 3%	3894	3893
3894	CAE 3%	3895	3894	1	0.03	3894	CAE 3%	3895	3894
3895	CAE 3%	3896	3895	1	0.03	3895	CAE 3%	3896	3895
3896	CAE 3%	3897	3896	1	0.03	3896	CAE 3%	3897	3896
3897	CAE 3%	3898	3897	1	0.03	3897	CAE 3%	3898	3897
3898	CAE 3%	3899	3898	1	0.03	3898	CAE 3%	3899	3898
3899	CAE 3%	3900	3899	1	0.03	3899	CAE 3%	3900	3899

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du note.	% de coupons	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			C.I.M.	855	860	Imagot	698	681 d	Etrangères		
Emp.État 0,95/77	7,73	0,72	CLTALAM (R)	2665	2660	Mérid (Huyghe)	657	578 d	A.E.R.	680	680
Emp.État 0,95/78	7,42	0,72	Colibac	258	260	Mort	123	121,70	Alco Iv. Snc	310	310
10,20% 7/99	11,06	1,11	Colibac	300	300	Neu	213		Alom Aluminium	258	258
Emp.État 12,55/83	11,06	1,11	Colibac	300	300	Neu	213		American Brass	688	688
Emp.État 11% 86	105	0,78	Colibac	300	300	Neu	213		Autosmex Mex.	182	182
0,025% 50/2000	105,55	0,68	Colibac	300	300	Neu	213		Banco Popular Snc	308	308
0,025% 50/2000	104,97	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
0,025% 50/2000	105,51	1,05	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
Emp.État 10,30/95	106	1,05	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
PTT 11,25% 86	106	1,05	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	300	Neu	213		C.R. (Huyghe) Inc.	91	91
CFP 10,20% 86	101,75	0,77	Colibac	300	3						

AVIS AU PUBLIC

La préfecture de la Charente-Maritime (Direction Départementale de l'Équipement)

COMMUNIQUE :

Par arrêté n° 90-182 en date du 4 avril 1991, pris en application du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, le préfet a prescrit l'ouverture des enquêtes publiques :

- à la déclaration publique du projet d'autoroute entre SAINTES et ROCHEFORT (A 837)
- à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols de Rochefort, Breuil-Magné, Tonnamy-Charente, Cabariot, Lussant, Bords, Saint-Savinien, Crazaumes, Port-d'Envaux, Écurat.

Une commission d'enquête, désignée par le tribunal administratif de Poitiers, le 28 mars 1991, est composée :

- d'un président, M. MOUNIER Jacques
- de deux assesseurs, M. BIGET Jean, M. PASCAUD Catherine.

Le dossier principal sera déposé à la mairie de Tonnamy-Charente, siège de l'enquête. Le public pourra y consulter les dossiers et registres d'enquête, déposés à la mairie de Tonnamy-Charente du 29 avril au 7 juin inclus :

- du lundi au jeudi de 8 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30
- le vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h
- les dimanches 12 mai et 2 juin 1991 de 9 h à 12 h.

Les dossiers subsidiaires seront déposés et pourront être consultés pendant toute la durée de l'enquête dans les communes ci-dessous :

- Port-d'Envaux : les mardi, mercredi et vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h le samedi matin de 9 h à 12 h
- Écurat : le lundi, jeudi, vendredi de 14 h à 16 h 30
- Le Vergennes : le mardi de 16 h à 19 h, le mercredi de 15 h à 18 h le jeudi de 9 h à 12 h et de 13 h à 18 h le vendredi de 10 h à 12 h
- Rochefort : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h
- Champdolent : les lundi et mercredi après-midi de 15 h à 18 h le vendredi de 9 h à 12 h
- Geay : les lundi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 h 30
- Le Musy : les mardi et vendredi de 14 h à 17 h
- Plassay : les mardi et jeudi après-midi de 14 h 30 à 18 h 30 le samedi matin de 9 h à 11 h 30
- Loiré-Magné : les mardi et vendredi de 14 h à 18 h
- Breuil-Magné : les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 14 h à 18 h le mercredi matin de 9 h à 12 h 30
- Cabariot : du lundi au vendredi de 11 h à 12 h et de 15 h à 18 h
- Lussant : du lundi au vendredi de 14 h à 18 h le samedi matin de 10 h à 12 h
- Bords : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h
- Saint-Savinien : du lundi au samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h
- Crazaumes : le lundi de 14 h 30 à 18 h 30 le mercredi de 9 h à 11 h 30 le vendredi de 14 h 30 à 18 h 30
- Port-d'Envaux : le vendredi 3 mai 1991 de 14 h à 18 h
- Saint-Savinien : le mardi 7 mai 1991 de 14 h à 18 h
- Crazaumes : le lundi 13 mai 1991 de 14 h 30 à 18 h 30
- Port-d'Envaux : le mardi 14 mai 1991 de 14 h à 17 h
- Le Vergennes : le mercredi 15 mai 1991 de 15 h à 18 h
- Geay : le jeudi 16 mai 1991 de 14 h à 18 h 30
- Loiré-Magné : le vendredi 17 mai 1991 de 14 h à 18 h
- Champdolent : le mercredi 22 mai 1991 de 15 h à 18 h
- Plassay : le jeudi 30 mai 1991 de 14 h à 18 h 30
- Loiré-Magné : le vendredi 31 mai 1991 de 14 h à 18 h
- Geay : le lundi 4 juin 1991 de 8 h 30 à 12 h 30
- Le Musy : le mardi 5 juin 1991 de 14 h à 17 h

La commission d'enquête recevra les observations du public, en mairie de Tonnamy-Charente :

- le jeudi 6 juin 1991 de 13 h 30 à 17 h 30
- le vendredi 7 juin 1991 de 13 h 30 à 17 h

À la clôture de l'enquête, la commission d'enquête dispose d'un délai de trente jours pour émettre toutes propositions qu'il paraît utile de consulter pour établir un rapport et formuler ses conclusions.

Les copies du rapport et des conclusions seront déposées :

- à la préfecture de la Charente-Maritime
- à la sous-préfecture de Rochefort
- à la sous-préfecture de Saintes
- dans les mairies concernées.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINTEL 38-15 CODE A37 puis OSP

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

EN UN SEUL LOT :

UN APPARTEMENT de 3 P. à NEUILLY-SUR-SEINE (92)

149, RUE PERRONNET - 42/44, BD DU GÉNÉRAL-LECLERC

au 5^e étage - CHAMBRE au rez-de-ch. - EMPLAC. VOITURE - CAVES.

Mise à prix : 1 200 000 F

Sais. : M. RANJARD-NORMAND, avocat à BOIS-COLOMBES (92), 5, rue des Bourguignons.

Tél. : 47-80-75-18. Sur les lieux pour visiter, le 12 AVRIL, de 14 h 30 à 15 h 30.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420)

7, 9, 11, 13 et 15, rue du Professeur-Victor-Pancher - 4 PIÈCES PRINCIP.

AU REZ-DE-CH. AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVES - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F

Sais. : M. WISLIN, avocat, ancien avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid.

M. G. JORANET, ancien avocat, associé de la SCP NÉVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8^e), tél. : 47-66-03-40 (poste 416).

VISITE SUR PLACE le 15 AVRIL 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 - MINTEL 3616 CODE JAVEN.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420)

7, 9, 11, 13 et 15, rue du Professeur-Victor-Pancher - 4 PIÈCES PRINCIP.

AU REZ-DE-CH. AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVES - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F

Sais. : M. WISLIN, avocat, ancien avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid.

M. G. JORANET, ancien avocat, associé de la SCP NÉVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8^e), tél. : 47-66-03-40 (poste 416).

VISITE SUR PLACE le 15 AVRIL 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 - MINTEL 3616 CODE JAVEN.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420)

7, 9, 11, 13 et 15, rue du Professeur-Victor-Pancher - 4 PIÈCES PRINCIP.

AU REZ-DE-CH. AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVES - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F

Sais. : M. WISLIN, avocat, ancien avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid.

M. G. JORANET, ancien avocat, associé de la SCP NÉVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8^e), tél. : 47-66-03-40 (poste 416).

VISITE SUR PLACE le 15 AVRIL 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 - MINTEL 3616 CODE JAVEN.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420)

7, 9, 11, 13 et 15, rue du Professeur-Victor-Pancher - 4 PIÈCES PRINCIP.

AU REZ-DE-CH. AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVES - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F

Sais. : M. WISLIN, avocat, ancien avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid.

M. G. JORANET, ancien avocat, associé de la SCP NÉVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8^e), tél. : 47-66-03-40 (poste 416).

VISITE SUR PLACE le 15 AVRIL 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 - MINTEL 3616 CODE JAVEN.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420)

7, 9, 11, 13 et 15, rue du Professeur-Victor-Pancher - 4 PIÈCES PRINCIP.

AU REZ-DE-CH. AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVES - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F

Sais. : M. WISLIN, avocat, ancien avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid.

M. G. JORANET, ancien avocat, associé de la SCP NÉVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8^e), tél. : 47-66-03-40 (poste 416).

VISITE SUR PLACE le 15 AVRIL 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 - MINTEL 3616 CODE JAVEN.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420)

7, 9, 11, 13 et 15, rue du Professeur-Victor-Pancher - 4 PIÈCES PRINCIP.

AU REZ-DE-CH. AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVES - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F

Sais. : M. WISLIN, avocat, ancien avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid.

M. G. JORANET, ancien avocat, associé de la SCP NÉVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8^e), tél. : 47-66-03-40 (poste 416).

VISITE SUR PLACE le 15 AVRIL 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 - MINTEL 3616 CODE JAVEN.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420)

7, 9, 11, 13 et 15, rue du Professeur-Victor-Pancher - 4 PIÈCES PRINCIP.

AU REZ-DE-CH. AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVES - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F

Sais. : M. WISLIN, avocat, ancien avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid.

M. G. JORANET, ancien avocat, associé de la SCP NÉVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8^e), tél. : 47-66-03-40 (poste 416).

VISITE SUR PLACE le 15 AVRIL 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 - MINTEL 3616 CODE JAVEN.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420)

7, 9, 11, 13 et 15, rue du Professeur-Victor-Pancher - 4 PIÈCES PRINCIP.

AU REZ-DE-CH. AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVES - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F

Sais. : M. WISLIN, avocat, ancien avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid.

M. G. JORANET, ancien avocat, associé de la SCP NÉVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8^e), tél. : 47-66-03-40 (poste 416).

VISITE SUR PLACE le 15 AVRIL 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 - MINTEL 3616 CODE JAVEN.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420)

7, 9, 11, 13 et 15, rue du Professeur-Victor-Pancher - 4 PIÈCES PRINCIP.

AU REZ-DE-CH. AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVES - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F

Sais. : M. WISLIN, avocat, ancien avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid.

M. G. JORANET, ancien avocat, associé de la SCP NÉVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8^e), tél. : 47-66-03-40 (poste 416).

VISITE SUR PLACE le 15 AVRIL 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 - MINTEL 3616 CODE JAVEN.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420)

7, 9, 11, 13 et 15, rue du Professeur-Victor-Pancher - 4 PIÈCES PRINCIP.

AU REZ-DE-CH. AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVES - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F

Sais. : M. WISLIN, avocat, ancien avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid.

M. G. JORANET, ancien avocat, associé de la SCP NÉVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8^e), tél. : 47-66-03-40 (poste 416).

VISITE SUR PLACE le 15 AVRIL 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 - MINTEL 3616 CODE JAVEN.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420)

7, 9, 11, 13 et 15, rue du Professeur-Victor-Pancher - 4 PIÈCES PRINCIP.

AU REZ-DE-CH. AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVES - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F

Sais. : M. WISLIN, avocat, ancien avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid.

M. G. JORANET, ancien avocat, associé de la SCP NÉVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8^e), tél. : 47-66-03-40 (poste 416).

VISITE SUR PLACE le 15 AVRIL 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 - MINTEL 3616 CODE JAVEN.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420)

7, 9, 11, 13 et 15, rue du Professeur-Victor-Pancher - 4 PIÈCES PRINCIP.

AU REZ-DE-CH. AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVES - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F

Sais. : M. WISLIN, avocat, ancien avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid.

M. G. JORANET, ancien avocat, associé de la SCP NÉVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8^e), tél. : 47-66-03-40 (poste 416).

VISITE SUR PLACE le 15 AVRIL 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 - MINTEL 3616 CODE JAVEN.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420)

7, 9, 11, 13 et 15, rue du Professeur-Victor-Pancher - 4 PIÈCES PRINCIP.

AU REZ-DE-CH. AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVES - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F

Sais. : M. WISLIN, avocat, ancien avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid.

M. G. JORANET, ancien avocat, associé de la SCP NÉVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8^e), tél. : 47-66-03-40 (poste 416).

VISITE SUR PLACE le 15 AVRIL 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 - MINTEL 3616 CODE JAVEN.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420)

7, 9, 11, 13 et 15, rue du Professeur-Victor-Pancher - 4 PIÈCES PRINCIP.

AU REZ-DE-CH. AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVES - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F

Sais. : M. WISLIN, avocat, ancien avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid.

M. G. JORANET, ancien avocat, associé de la SCP NÉVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8^e), tél. : 47-66-03-40 (poste 416).

VISITE SUR PLACE le 15 AVRIL 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 - MINTEL 3616 CODE JAVEN.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420)

7, 9, 11, 13 et 15, rue du Professeur-Victor-Pancher - 4 PIÈCES PRINCIP.

AU REZ-DE-CH. AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVES - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F

Sais. : M. WISLIN, avocat, ancien avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid.

M. G. JORANET, ancien avocat, associé de la SCP NÉVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8^e), tél. : 47-66-03-40 (poste 416).

VISITE SUR PLACE le 15 AVRIL 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 - MINTEL 3616 CODE JAVEN.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420)

7, 9, 11, 13 et 15, rue du Professeur-Victor-Pancher - 4 PIÈCES PRINCIP.

AU REZ-DE-CH. AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVES - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F

Sais. : M. WISLIN, avocat, ancien avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid.

M. G. JORANET, ancien avocat, associé de la SCP NÉVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8^e), tél. : 47-66-03-40 (poste 416).

VISITE SUR PLACE le 15 AVRIL 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 - MINTEL 3616 CODE JAVEN.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JEUDI 18 AVRIL 1991, à 14 h.

APPARTEMENT à VAUCRESSON (92420)

7, 9, 11, 13 et 15, rue du Professeur-Victor-Pancher - 4 PIÈCES PRINCIP.

AU REZ-DE-CH. AVEC JARDIN PRIVATIF - UNE CAVES - DEUX BOX.

Mise à prix : 1 400 000 F

Sais. : M. WISLIN, avocat, ancien avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid.

M. G. JORANET, ancien avocat, associé de la SCP NÉVEU ET AUTRES, 43, avenue Hoche à PARIS (8^e), tél. : 47-66-03-40 (poste 416).

VISITE SUR PLACE le 15 AVRIL 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 - MINTEL 3616 CODE JAVEN.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE (92), le JE

avec ANNICK COJEAN
et la collaboration du « Monde ».

